la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

EN ANGLETERRE

PARTI, SYNDICATS et BEVAN

par A. Rosmer

DÉCLARATION ET STATUTS DU

CERCLE ZIMMERWALD

Paternalisme et Nationalités

par J. Pera

DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL EN AMÉRIQUE ET EN EUROPE

par R. Louzon

La révolte contre l'Histoire

par J. Muglioni

21e année. — N° 358. — Nouvelle série no 57. JANVIER 1952. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 400 fr.
Un an ..... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 480 fr.
Un an ..... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 57 - Janvier 1952

En Angleterre : Parti, syndicats et Bevan.. A. ROSMER
Cercle Zimmerwald : Déclaration et statuts.
Les débuts d'un procureur.
Paternalisme et nationalités ..... J. PERA
A propos de l'article d'Alvarez del Vayo sur l'Espagne dans la politique internationale ..... J. ARQUER
Propos de printemps.. en hiver..... R. HAGNAUER
Le martyrologe des peuples soumis à la domination française (suite et à suivre).
Au sujet de la productivité..... M. COLLINET
Productivité ..... A. HEBERT
La révolte contre l'Histoire..... J. MUGLIONI

Dans l'Internationale

Résistance ouvrière en Tchécoslovaquie (conférence de Paul Barton).
Lettre d'Italie : Panorama syndical..... L'Homme de la rue
Après Zagreb ..... A. R.

Parmi nos lettres

De F. Laurent (Cheminots). — De Planais (Employés).

Notes d'économie et de politique

De la productivité du travail en Amérique et en Europe ..... R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

Une heureuse initiative de la Typographie parisienne ..... F. CHARBIT
Le droit de grève dans les services publics.. R. H.

Le carnet de Hans Wilmotte

Livres et revues

Jean Maitron : Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914) ..... M. CHAMBELLAND
Jack Belden : La Chine ébranle le monde.. Jane WALUSINSKI
A. Weil : La condition ouvrière. — Bertram D. Wolfe : Lénine, Trotsky et Staline. J. MAITRON
Dostoievsky : Les Démons. — Ernst Jünger : Journal 1. 1941-1943 ..... M. GOURDON

Documents

Entre nous

Les faits du mois

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

EN ANGLETERRE

Parti, syndicats et Bevan

Il est sans doute nécessaire d'aller en Angleterre pour se faire une juste idée de la politique de rationnement et d'austérité maintenue encore aujourd'hui. Des Français pensent inévitablement à ce qu'ils ont connu en ce genre, les queues, les « dix pour cent de matières grasses », la rareté des objets indispensables, et un débordant marché noir. Comme l'idée qu'on se fait communément de la vie anglaise est qu'elle n'est pas très gaie, le tableau qu'on imagine est plutôt sombre, au point que les Français appelés là-bas par des emplois intéressants hésitent à aller s'y fixer. Dans un autre domaine, les grèves qui éclatent assez fréquemment dans les entreprises nationalisées inclinent à penser que les ouvriers ont perdu une bonne part de leur enthousiasme pour les nationalisations et, déçus par la politique des travaillistes au pouvoir, se détachent du Labour Party. Autant d'erreurs, tôt dissipées.

Les premières conversations révèlent que loin de se désintéresser des nationalisations, les ouvriers en demandent d'autres, et quant à l'attachement au parti, les élections allaient bientôt donner une réponse décisive : les travaillistes perdraient la majorité des sièges mais gagneraient des voix.

Le rationnement sévèrement observé est commandé par la nécessité d'être économe de devises, mais il reste assez limité, et son objet principal est de permettre à chaque Anglais de se procurer des denrées alimentaires en quantité suffisante — aussi en qualité — pour une nourriture rationnelle, à des prix inférieurs à ceux du marché, l'Etat comblant les différences par des subventions inscrites au budget. Il est accompagné d'un sérieux contrôle des prix, de sorte qu'on a la surprise de retrouver des prix qui ont à peine doublé, et seulement récemment en conséquence de la grande secousse mondiale provoquée par la guerre de Corée et par le réarmement généralisé qui s'en est suivi. Certaines rations sont juste suffisantes : viande, œufs, bacon, et quand on a connu la vie anglaise d'avant 1914, avec le monumental roastbeef dominical et le breakfast quotidien, on pense que ces privations doivent être sensibles. Mais pour beaucoup d'Anglais, ces choses sont du passé ; les jeunes ne les ont pas connues, et quand on veut absolument les retrouver, il suffit d'aller au restaurant voisin où on les obtient sans ticket.

Une autre constatation que le voyageur fait tout de suite, surtout quand des séjours antérieurs lui donnent des bases de comparaison, c'est que l'armature sociale est encore solide. La monnaie qu'il reçoit au change est la même qu'autrefois, de solides pièces d'argent et les gros pennies de billon. Cependant la guerre a passé par là, et même deux fois : les jolies pièces d'or sont remplacées par du papier. Les stands lui offrent les mêmes journaux, moins volumineux : « Times » et « Manchester Guardian » doivent se contenter de 10 et 12 pages ; on a les deux pour 25 francs. Un journal populaire, « The Daily Mirror », s'est évadé de la chaîne Harmsworth pour suivre une carrière assez singulière d'organe indépendant.

Si on borne ses promenades aux quartiers du centre, on n'aperçoit que de loin en loin des palissades entourant les ruines des immeubles bombardés non encore reconstruits. Oxford street est plus animée qu'elle ne le fut jamais : les grands bus, innombrables, courant vers tous les points de l'immense agglomération, dominent cette fourmilière de leur note éclatante. Pour avoir une idée de l'ordre anglais, il faut s'arrêter un instant à Piccadilly Circus, centre grouillant de la ville, de jour et de nuit. Sept ou huit larges avenues débouchent sur le circus avec leurs files quasi ininterrompues d'autos et de bus ; et toute cette circulation s'y ordonne sans bruit, sans cris, sans policeman gesticulant, sans l'insupportable aboiement des klaxons. On a l'impression d'une mécanique bien réglée où chaque pièce se met automatiquement en mouvement à son tour.

Constate-t-on chez les individus, dans les administrations, dans la vie en général, cette diminution de capacité si évidente en France ? Dans les premiers mois, tout de suite après la guerre, quelque chose de ce genre exista ; mais ça n'a pas duré longtemps. Le succès des travaillistes aux élections de 1945, le changement total de politique qui promettait beaucoup, donnèrent l'élan pour un nouveau départ. Le solide fonds britannique fait de réserve et de fermeté se révèle quand on évoque les dures années de guerre, la vie sous les bombardements du « blitz » et qu'on vous répond tranquillement : ça n'était pas si terrible. Ils ne songent pas à capitaliser leur héroïsme ; cependant, l'Angleterre seule a fait la guerre « antifasciste » de bout en bout, la France ayant lâché après une année et l'Amérique n'étant venue qu'après plus de deux années. Grande différence avec certains pays où l'héroïsme est à meilleur compte.

Un mois passé en Angleterre permet de rassembler toute la documentation désirable ; dans les organisations, les secrétaires s'empressent à vous renseigner, et les bibliothèques sont commodes pour les travailleurs. On comprend assez vite comment l'Angleterre a pu passer, en moins d'un siècle, du Spencer de « l'Individu contre l'Etat » au « Welfare State » qui s'occupe de tout, intervient dans tout, veut assurer votre bien-être. Un autre grand changement, parallèle, est suggéré par une visite aux rues étroites de la « City » où sont, encore debout, la Banque d'Angleterre, la Bourse, Mansion House, mais entourées de ruines qui prennent une signification symbolique : elles évoquent la liquidation de ce qui fut l'Empire britannique ; quelque chose en subsiste mais pour la maîtrise il a fallu céder la place à Wall Street.

Au retour, ceux qui vous avaient fait entrevoir la disette sont surpris quand on leur dit que la condition de l'ouvrier anglais, aujourd'hui, est nettement supérieure à celle d'avant la guerre — là-dessus tout le monde, là-bas, est d'accord — et qu'elle est aussi nettement supérieure à celle de l'ouvrier français, ce qui, pour moi, est non moins évident. L'Angleterre travaille à plein, la main-d'œuvre manque ; on importe des travailleurs italiens : ouvrières du textile, mineurs, et, récemment, des cheminots. Au métro et dans les bus on demande des receveuses : sept livres par se-

maine, une livre chaque jour, soit mille francs, et mille francs qui ont un pouvoir d'achat sensiblement supérieur à leur équivalent en France. Mais je dois me contenter de ces affirmations et laisser ces généralités sur lesquelles j'aurai l'occasion de revenir pour traiter seulement ce qui est indiqué par le titre de cet article. J'ai lu dans les journaux de France, et d'ailleurs, tant d'appréciations extravagantes sur Bevan que c'est de lui d'abord qu'il faut parler. Qui est-il ?

Aneurin Bevan

C'est un Gallois. Il est né à Tredegar, non loin du grand centre minier de Merthyr Tydfil que Keir Hardie représenta longtemps aux Communes. Il a 54 ans. Mineur, fils de mineur, il quitte l'école à 13 ans et la mine à 18. Il est studieux, grand liseur ; ses camarades se cotisent pour lui permettre d'aller étudier pendant deux ans, à Londres, au Central Labour College. Il garde le contact et travaille avec les organisations syndicales, mais s'oriente assez tôt vers l'action politique. Aux élections générales de 1929, les mineurs l'envoient aux Communes ; il a 32 ans.

Comme Lloyd George, il est éloquent, de l'éloquence imagée et passionnée des Gallois qui tranche avec le ton « debater » des parlementaires anglais. A la Chambre, il se fait vite remarquer, car il lui arrive de critiquer, sans ménagements, l'attitude des chefs du Labour Party ; il acquiert ainsi une réputation d'homme de gauche. Sir Stafford Cripps se classe, lui aussi, à cette époque, dans la gauche, une gauche impatiente qui supporte mal une politique jugée trop modérée, et met sur pied une « Socialist League » dont l'activité tourne autour de l'unité socialiste, unité avec l'Independent Labour Party et avec le parti communiste. C'est l'époque du « front populaire » qui a, en Angleterre, un certain succès mais rien de comparable à ce qu'on connaît alors en France, car les leaders du Labour Party, en cela plus crairvoyants, refusent de se laisser prendre au piège de l'unité d'action.

Bevan dispose d'un organe bimensuel, « Tribune », où il fait campagne pour le front, contre la politique du parti. Une première mesure est prise contre lui ; on le raye de la liste des députés membres du parti, mais sans l'exclure. C'est un avertissement qui sera suivi plus tard d'un ultimatum. Des conditions sont posées aux rebelles : il faut accepter ou refuser. Cripps refuse et il est exclu du parti ; Bevan au contraire s'incline. Durant le conflit mondial, il donne son appui sans réserve à l'effort de guerre mais suit attentivement les mesures législatives affectant les trade unions. En 1944 il est sous le coup d'une nouvelle menace d'exclusion, mais l'année suivante Attlee lui confiera le ministère de la Santé.

Son grand œuvre sera le « National Health Service », la partie des assurances sociales qui concerne les soins médicaux. Il trouvera d'ailleurs le travail tout préparé par le comité que présida lord Beveridge — un libéral. Mais, ministre ou pas ministre, il veut être décidément homme de gauche : il appuiera régulièrement les « rebelles » qui, à plus d'une reprise, critiqueront des décisions du gouvernement, surtout dans le domaine de la politique extérieure. Ces « rebelles » sont, avant tout, des velléitaires, des journalistes, ils s'avancent, puis reculent et recommencent. Ils se rangent souvent parmi les hommes politiques qui restent le plus insulaires, supportent mal l'hégémonie américaine, surtout ses mauvaises manières. Mais le déclenchement, par Staline, de l'agression en Corée, ses implications quand l'O.N.U. décide de résister, va aggraver les dissentiments qui n'ont cessé d'exister à la direction du parti. Bevan ira alors jusqu'à la démission, non du parti mais du ministère, suivi de deux de ses partisans, Harold Wilson et John Freeman. Le programme du réarmement imposé par l'Amérique est, disent-ils, trop lourd. Il impose déjà une restriction au remboursement intégral des dentiers et des lunettes ; c'est inacceptable.

Selon la coutume parlementaire, le ministre démissionnaire expose les raisons de son acte devant la Chambre. Bevan a compris que le motif invoqué dans sa lettre à Attlee est trop mince. Il est ainsi amené à dresser un réquisitoire en règle contre l'ensemble de la politique du gouvernement travailliste. Les conservateurs ne peuvent dissimuler leur contentement : la chute du cabinet est désormais inévitable ; ce qu'ils n'ont pu obtenir par leur obstination, le harcèlement auquel ils soumettent Attlee, Bevan le leur apporte. Aussi est-ce dans le silence qu'il regagne sa place. L'applaudissement qui salue d'ordinaire ses discours est, cette fois, absent. C'est un désastre. Il apparaît comme un faux frère, comme l'homme qui, devant l'adversaire, met son parti en accusation, et torpille le cabinet qu'il vient de quitter.

Le bevanisme

C'est à ce moment qu'il décide de préparer, avec ses amis de « Tribune », une « analyse socialiste de la présente crise mondiale », qui sera publiée en brochure sous le titre « One Way Only » (une seule voie). Il craint maintenant d'être accusé d'affaiblir le Labour Party alors qu'il sait des élections générales inévitables dès l'automne, au plus tard au printemps. Aussi écrit-il, dès les premières lignes du préambule : « La possibilité du retour d'un gouvernement tory, à cette heure de crise mondiale, est trop horrible pour être envisagée. » Les rédacteurs des diverses parties de la brochure ne sont pas toujours entièrement d'accord, des nuances peuvent les séparer. On nous en prévient dès l'abord — mais ils ont bien une même pensée, une même conception, qu'une lecture attentive de tous les articles permet de résumer ainsi :

a) ils sont pour le réarmement — mais pour un réarmement raisonnable, compatible avec les ressources du pays, un réarmement pour la paix, non pour la guerre ;

b) la Russie n'est pas si terrible ; on exagère énormément ses forces militaires ; on peut traiter avec elle ; « l'an dernier nous pouvions encore espérer un arrangement pacifique raisonnable avec la Russie ». Au lieu de réarmer à outrance, il faudrait faire à la Russie des propositions concrètes, par exemple le contrôle international des canaux interocéaniques, du pétrole du Moyen-Orient ;

c) il faut retenir les Américain, trop portés maintenant vers les solutions de force ;

d) il faut s'opposer au réarmement de l'Allemagne ;

e) nous voulons une politique britannique positive et indépendante « mais, naturellement, nous ne suggérons pas qu'il faudrait rompre l'alliance ».

Comme ce résumé pourrait paraître par trop simpliste ou incohérent, je veux donner la traduction littérale de quelques passages :

« Nous ne pensons pas que nous devrions nous priver d'un moyen de défense efficace, car si nous le faisions, la crainte surviendrait. »

« Le réarmement militaire des puissances alliées devrait être subordonné à un plan mondial d'entraide. »

« Personne, sauf un pacifiste ou un partisan du Kremlin, pourrait prétendre que la force militaire n'est pas nécessaire pour empêcher les dirigeants de la Russie soviétique de s'engager ailleurs dans des aventures similaires (Tchécoslovaquie, Corée). Le cas de la Yougoslavie de Tito doit être un ar-

gument décisif pour quiconque serait assez simple pour avoir des doutes. Tito survit aujourd'hui parce qu'il avait des armes, et la volonté de défendre son pays. »

« Une fois la force réelle de la Russie vue dans sa vraie perspective, il deviendra possible de procéder à une évaluation rationnelle du programme de réarmement. »

« Une des causes des deux dernières guerres mondiales, c'était que l'agresseur potentiel calculait mal les forces qui pourraient s'aligner contre lui en conséquence d'une attaque contre un pays donné. »

« Nous ne sommes pas opposés à une puissante défense. »

« Il était juste, par exemple, de résister à l'agression en Corée et de rassembler les forces nécessaires pour empêcher le succès de toute nouvelle aventure préparée par la Russie à l'avenir. »

Incidemment, l'auteur de l'article sur la recette recommandée pour retenir les Russes écrit ainsi sur la France : « L'exemple le plus mélancolique de faiblesse sur le front social et politique est donné par la France. Là, six ans après la guerre, le vote communiste se maintient, et de Gaulle a été capable de bâtir un parti formidable, à droite. Les conséquences dangereuses d'une politique intérieure faible sont masquées par une manipulation du système électoral. Si maintenant, à l'apogée de l'inflation, les gouvernements d'Italie et de France sont contraints de détourner l'ensemble de leur effort de production accru vers les préparatifs de la guerre, si dans ces pays les contrastes énormes entre les riches et les pauvres sont rendus plus rudes et plus offensants, le communisme aura gagné une immense victoire sans tirer un coup de fusil. »

Ainsi se présente ce qu'il faut appeler le « bevanisme ». J'y reviendrai, mais il faut maintenant noter les faits qui suivirent la publication de la brochure jusqu'au congrès du Labour Party.

Les Trade Unions pour Attlee
Les bevanistes battus

Le premier congrès qui se réunit fut celui des trade unions, au début de septembre, à Blackpool. Ses débats suscitèrent un intérêt exceptionnel puisque, par leurs conclusions, apparaîtrait clairement la réaction du monde syndical devant le bevanisme. Sur tous les points, la politique du gouvernement Attlee fut approuvée, avec des majorités diverses, mais même la motion approuvant le refus de Bevan de consentir une atteinte au remboursement intégral des soins médicaux fut repoussée. La motion contre le réarmement de l'Allemagne ne réunit que 2.608.000 voix contre 4.482.000. Le rédacteur du « Times » écrivait qu'on ne pouvait relever « aucun signe montrant que la démission de Bevan avait fait quelque impression sur la pensée des divers courants trade unionistes ». Même des orateurs qui défendaient des thèses voisines tenaient à se distancer, déclarant ignorer ce que Bevan avait pu écrire.

Coup d'autant plus dur pour Bevan qu'il était plus imprévu. Une nouvelle brochure est préparée, « Going our way », de laquelle on retient surtout un article, non signé, intitulé « The Mystery of Transport House » (Transport House est le vaste immeuble des ouvriers des transports — le syndicat de Bevin — où sont logés la direction et les bureaux du Labour Party). C'est une attaque dirigée contre huit dirigeants syndicaux accusés d'avoir voté, à Blackpool, contrairement à la volonté de leurs mandants, écrite sur un ton vif de polémique ridiculisant ces militants.

La brochure était à peine publiée qu'Attlee décidait brusquement de dissoudre la Chambre et de recourir à des élections générales, la faible majorité dont il disposait ne lui permettant plus de rien entreprendre. Les journaux conservateurs exultent ; les choses se présentent bien pour eux puisqu'ils peuvent annoncer en même temps les élections et « une scission » dans le Labour Party, reproduisant les attaques dépourvues d'aménité de Bevan contre les chefs syndicaux, dont trois appartiennent au Comité exécutif du parti. Bevan doit attendre quelques jours pour pouvoir se dégager ; dans un journal du dimanche, « Reynolds News », où il a des amis, il donne un grand article intitulé « Serrez les rangs ». Plus de critiques ni d'attaques ; il faut aller unis aux élections et battre encore une fois les conservateurs.

Du fait des élections, la conférence convoquée pour le début d'octobre, à Scarborough, fut non seulement écourtée, mais son ordre du jour réduit à un seul point : discussion du manifeste du parti. Au matin du deuxième jour, on proclama le résultat des élections au comité exécutif. Ce comité, comme le parti lui-même, présente des particularités qui tiennent à la façon dont le parti s'est formé. Au début, il comprenait surtout des organisations syndicales, auxquelles se joignaient des partis ou groupements socialistes qui adhéraient en bloc. Plus tard, il eut des sections, comme les partis socialistes du continent, mais, ainsi qu'il arrive souvent en Angleterre, quand on crée du nouveau on se contente de l'ajouter à l'ancien, ce qui donne des constructions hétéroclites. Ce comité exécutif se trouve donc formé de trois tronçons, désignés séparément, et par des électorats différents. Il compte 27 membres. Douze sont élus directement par les trade unions ; six (la section féminine de cinq membres et le trésorier) sont élus par le parti tout entier ; les neuf autres, comprenant le leader du groupe parlementaire et un membre désigné par les sociétés socialistes, sont élus par les sections du parti.

Le secrétaire annonça d'abord le vote des sections. Bevan arrivait en tête et ses trois partisans, membres sortants, étaient réélus avec lui. Ensuite, le résultat des trade unions ; pas de changement, les élus ont tous plus de 4 millions de voix, et pas de changement non plus chez les femmes, Alice Bacon qui préside le congrès est tête de liste avec près de 6 millions de voix. Dans le nouveau comité exécutif, les bevanistes seront donc quatre, comme dans l'ancien, et les mêmes. Faut-il conclure que ce scrutin est sans signification ? Certes non ; il en a une, très claire, quoique ce ne soit pas celle que se sont hâtés de monter en épingle des observateurs superficiels, peu au courant du mouvement ouvrier britannique.

Le fait que Bevan retrouve son chiffre de voix de l'an dernier, même légèrement accru : 858.000, distançant de loin les autres, montre qu'il garde, intacte, sa popularité parmi les membres des sections. C'est dans ces sections que l'influence des intellectuels s'exerce à plein, et elle trouve chaque année une occasion de se manifester par la désignation des membres de l'exécutif. Barbara Castle et Driberg sont des journalistes. Mikardo est un fabien, président de la société des directeurs et techniciens socialistes, et aussi un journaliste. Les trade unions les écrasent par leur poids et ils le supportent d'autant plus mal qu'ils se considèrent, eux, comme les vrais socialistes. Il faut encore noter l'esprit et le goût du compromis qu'on rencontre dans toutes les manifestations de l'activité britannique : de là une plus grande tolérance ; les luttes des tendances ne revêtent jamais la même âpreté qu'en France ; au lieu de tâcher d'éliminer l'adversaire, on est disposé à lui faire une place : il n'est pas mauvais que sa voix puisse se faire entendre. Quand, à la fin du congrès, avant de se

séparer, les délégués entonnent, après « le Drapeau Rouge », le chant écossais, tous sont debout, formant des groupes étroitement unis ; le mouvement part d'un tel élan que nul ne peut s'y soustraire.

Mais même cette manifestation, rituelle, des sections du parti, est nettement maintenue dans des limites précises. On veut quatre bevanistes au comité, et pas davantage, et l'autre ministre démissionnaire, H. Wilson, ne sera pas élu bien que Dalton, qui arrive bon dernier, n'ait que 545.000 voix contre les 858.000 de Bevan. Il y eut une victime, Shinwell, ministre de la Défense, car il avait fallu faire une place pour Barbara Castle qui avait émigré, du groupe féminin où elle eût été sûrement battue, vers les sections du parti.

Après la proclamation des scrutins, le débat reprit. C'est vers la fin de la matinée que se produisit l'incident qui, selon moi, est le fait le plus significatif et le plus important du congrès. On n'avait pas invité de délégués étrangers, et les deux seuls « délégués fraternels » étaient William Lawther, président des mineurs, représentant le Trade Union Congress, et le délégué des coopérateurs. Lawther ne parla guère plus de cinq minutes. Après avoir assuré la conférence de l'appui total des syndicats dans la bataille qui allait s'engager, il déclara, sur un ton ferme à dessein, détachant les mots : « Nous avons la conviction que, dans cette période de l'histoire de notre mouvement, il est nécessaire de présenter l'apparence d'un front uni mais que la réalité soit derrière l'apparence. Les trade unionistes acceptent les décisions de la majorité de leurs membres, et ceux qui, délibérément, cherchent à contrecarrer ces décisions doivent, selon nous, s'en aller. C'est la seule façon d'appliquer les méthodes démocratiques. Et en vous apportant le salut de huit millions d'ouvriers organisés, nous demandons à la conférence de suivre cette voie. »

C'était la réponse des chefs syndicaux aux « gauches » du parti et, malgré la volonté d'ignorer désormais les divergences, il avait été impossible de l'éviter.

Bevan parla l'après-midi. Il ignora l'avertissement assez sévère de Lawther. S'appliquant à faire un discours « unitaire », il déclara qu'il fallait, avant tout, éviter les schismes, que les divergences qui pouvaient exister entre lui et ses collègues de l'exécutif étaient microscopiques par rapport à ce qui le séparait des conservateurs. Puis il s'en prit à Churchill — c'est un de ses exercices favoris. Il se plaît à échanger avec lui des invectives. Chez Churchill, c'est la langue parlementaire traditionnelle qui permet de dire les pires choses en beau langage ; Bevan est plus direct et plus vulgaire, lorsqu'il crie, par exemple, aux conservateurs qu'ils sont « plus bas que la vermine ». « Je ne pense pas, dit-il, que Churchill veuille la guerre, mais la difficulté avec lui c'est qu'il ne sait pas comment l'éviter. » Cette pauvre boutade fit rire une partie du congrès mais dans ce qui vint ensuite il n'y avait rien pour l'hilarité. Ayant évoqué la révolution russe de 1917 et l'ayant caractérisée comme un des grands faits dans l'histoire de l'émancipation humaine, il ajouta : « Mais il faut rappeler que la Révolution soviétiste n'aurait pas été aussi déformée, qu'elle n'aurait pas tourné en une tyrannie, ni résulté en une dictature, qu'elle ne menacerait pas en ce moment la paix du monde, s'il n'y avait pas eu, à l'époque, Churchill et les tories pour diriger la politique britannique. » Etrange explication des origines et du développement du stalinisme, ou plutôt, nouvelle preuve de la volonté d'innocenter, de blanchir Staline. Quand il faut bien reconnaître que c'est lui qui menace la paix du monde, on affirme aussitôt que le vrai responsable ce n'est pas lui, mais Churchill. Et après cette tirade : « Permettez-moi de rappeler que je n'ai jamais été opposé au réarmement. »

J'étais arrivé en Angleterre mal disposé à l'égard de Bevan et de sa gauche ; tout ce qu'on en pouvait savoir révélait son inconsistance. Des « gauches » de ce genre nous en avons connu, entre 1935 et 1939, c'étaient les avocats des fronts populaires avant d'en être les victimes. Ce que je voyais et apprenais ne pouvait que me confirmer dans mon opinion, car je constatais, en outre, une certaine démagogie, des vantardises. Quand Bevan entra au ministère, il affirma que le problème du logement serait résolu entièrement avant 1950. Or il est encore très préoccupant et il a fourni aux conservateurs un de leurs meilleurs arguments dans la campagne électorale.

Churchill plus bevaniste que Bevan

Au milieu de ses incohérences, le bevanisme minimise volontairement la menace russe, car c'est alors la possibilité de résister aux exigences américaines. Et puis, si l'Angleterre a besoin de l'Amérique, celle-ci n'a pas moins besoin de l'Angleterre. Alors, dit Bevan, nous sommes en bonne position pour marchander. Seulement il devait avoir une surprise en ce domaine : Churchill était plus « bevaniste » que lui. Dans l'opposition, il avait approuvé le programme de réarmement. Or, le 6 décembre, dans un grand discours aux Communes, il déclara : « Nous irons aussi vite que nous pourrons. Nous ferons de notre mieux, mais je serais très coupable si je n'avertissais la Chambre qu'il y aura un retard. » Et, parlant des bases américaines en Angleterre, il alla si loin qu'Attlee dut l'interrompre brutalement, disant : « Faites attention à ce que vous dites. » Churchill doit aller bientôt à Washington demander des dollars. Il veut être dans une bonne position pour marchander.

L'heure du choix

Pendant la conférence de Scarborough, je logeais avec deux délégués : un mécanicien, qui avait le point de vue de son organisation — approbation critique du gouvernement Attlee — et un bevaniste, des Transports, très ardent, et très étonné de se heurter à mon hostilité ; il se fâcha quand je lui dis que la position de Bevan était, en fin de compte, une démagogie trop facile. Mes arguments ne portèrent que lorsque je lui montrai, par des faits empruntés à son propre mouvement, que, pour Staline, l'ennemi principal, en Angleterre, c'est le Labour Party, et ce sont les trade unions ; il ne peut tolérer qu'un mouvement ouvrier échappe à sa domination parce que c'est une menace pour son empire. Comment finissent les « unités d'action » sinon par les honneurs ministériels pour les pleutres, et par le gibet pour les braves ? Je lui rappelai qu'aux élections de 1945, un des points du programme travailliste était l'amélioration des relations avec la Russie, que la politique de Churchill avait, disait-on, rendues difficiles. Pour y réussir, Bevin n'avait ménagé aucun effort ; pourtant, il avait dû renoncer après s'être heurté vingt fois à l'hostilité hargneuse de Molotov. Un socialiste qui, en 1951, n'a pas encore compris la vraie nature du stalinisme serait, pour le prolétariat, le plus détestable des guides.

Le régime instauré par le gouvernement travailliste est, par certains côtés, déplaisant puisqu'il comporte toutes sortes de réglementations. C'est l'apogée du « fabianisme », renforcé des conceptions de John Maynard Keynes — l'homme qui sut voir et montrer les conséquences économiques de la paix à Versailles quand elle était encore en fabrication — sur le plein emploi. La réalisation du socialisme par paliers, graduellement, sans boule-

versement fondamental ; on est parti du « socialisme municipal », on a pris en main et administré les tramways de Londres, et on en est maintenant aux aciéries. La décentralisation était si étendue que Londres n'a pu, d'un coup, supprimer toutes les libertés locales et régionales, et il est significatif de noter qu'en ce moment même on assiste, dans le Pays de Galles et surtout en Ecosse, au développement d'un mouvement pour l'autonomie qui est loin d'être négligeable.

Ce régime a, en tout cas, un avantage, c'est d'être cohérent ; c'est une immense expérience, susceptible d'être modifiée en cours de route, et qui pourrait servir de point de départ pour quelque chose d'assez différent. Une économie planifiée doit se justifier par le succès ; sinon, les entraves qu'elle impose perdent toute raison d'être. Or, les nationalisations n'ont pas été, toutes, des succès. Celle des charbonnages, pourtant préparée par de longues études — on parlait déjà de nationalisation, ou au moins de réorganisation de l'industrie minière en 1919 — n'en est certainement pas une. D'exportatrice, l'Angleterre est devenue importatrice en ce domaine vital. Les travaillistes n'en portent pas, seuls, la responsabilité. En Angleterre, et dans beaucoup d'autres pays, les mineurs désertent la mine et les jeunes n'y veulent pas descendre. Malgré l'appoint récent de main-d'œuvre italienne, l'effectif des travailleurs de la mine reste inférieur à celui d'avant guerre. 697.000 contre 781.700. Mais l'extrême centralisation, le fait que les « Boards » qui administrent les entreprises nationalisées sont constitués par le gouvernement seul, que les unions n'y ont pas de représentants directs, désignés par elles, y sont certainement pour quelque chose.

Une de mes premières visites fut pour un militant syndical que je connais depuis de longues années. Avant la première guerre mondiale, il s'était approché du syndicalisme révolutionnaire, avait travaillé avec Tom Mann à l' « Industrial Syndicalist Education League », et pendant la guerre il avait été un des leaders des « Shop Workers Committees », dressés contre la politique d'adhésion à la guerre des dirigeants du mouvement ouvrier. Il est depuis dix ans le président d'une des fédérations les plus importantes, par le nombre et par son rôle dans la vie économique du pays. Or, où je croyais trouver de la résistance, je rencontrais de l'acceptation. « La classe ouvrière n'est qu'une partie de la nation, me dit-il dès que je parlai des nationalisations ; elle ne peut prétendre décider seule quand il s'agit de questions intéressant la nation tout entière. » Si, lui, en était là, il n'était plus besoin de questionner davantage.

Il y a eu, dans le mouvement ouvrier britannique, une heure où le choix était possible entre les deux méthodes de son action. Il y a juste un demi-siècle, une décision de la Chambre des lords mettait les trade unions à la merci des employeurs qui avaient désormais la possibilité de les ruiner. C'était une période de réaction. Les leaders du mouvement optèrent pour l'action parlementaire. Le Labour Party n'était encore qu'à l'état embryonnaire. Ils y apportèrent leurs forces pour une politique de collaboration avec les libéraux. Aujourd'hui, c'est le Labour Party qui élimine le libéralisme de la scène politique.

Mais la fermentation syndicale ne cessa pas pour autant dans le mouvement syndical. Le « nouvel unionisme » né de la grande grève des dockers de Londres en 1889 prit diverses formes : « industrial unionism », syndicalisme, socialisme de guilde, tous trois se donnant pour objectif, non plus de simples augmentations de salaires mais l'abolition du salariat, la destruction du régime de production capitaliste , le remplacement des syndicats de métier par des syndicats d'industrie capables de jouer un rôle décisif dans la transformation de la société et de remplir leur fonction dans la société transformée. Leurs activités diverses se manifestèrent avec le plus de force à l'issue de la première guerre mondiale et contribuèrent au déclenchement de la grève générale de 1926. L'échec de la grève fut aussi le signal de leur déclin.

Quelles seront les conséquences de la politique du nouveau gouvernement conservateur ? Provoquera-t-elle un réveil des organisations syndicales, au moins des exigences en rapport avec leur force numérique dans le contrôle ouvrier ? On pourrait l'attendre d'une politique agressive, mais il est déjà certain que ce ne sera pas celle des conservateurs : la bourgeoisie n'attaque plus la classe ouvrière de front, elle a d'autres méthodes. Churchill ne touchera qu'avec prudence aux réalisations des travaillistes ; il s'efforcera de consolider une majorité trop restreinte car s'il n'y réussit, son gouvernement n'aura qu'une brève existence. En ce moment critique, le bevanisme ne peut que le servir.

A. ROSMER.

Egalité fiscale et liberté en Angleterre

Vous n'entendez point ici parler de haute, moyenne et basse justice, ni du droit de chasser sur les terres d'un citoyen, lequel n'a pas la liberté de tirer un coup de fusil sur son propre champ.

Un homme, parce qu'il est noble ou parce qu'il est prêtre, n'est point ici exempt de payer certaines taxes, tous les impôts sont réglés par la Chambre des Communes, qui, n'étant que la seconde par son rang, est la première par son crédit.

Les seigneurs et les évêques peuvent bien rejeter le Bill des Communes pour les taxes ; mais il ne leur est pas permis d'y rien changer ; il faut ou qu'ils le reçoivent ou qu'ils le rejettent sans restriction. Quand le Bill est confirmé par les Lords et approuvé par le Roi, alors tout le monde paie, chacun donne non selon sa qualité (ce qui est absurde) mais selon son revenu ; il n'y a point de taille ni de capitation arbitraire, mais une taxe réelle sur les terres. Elles ont toutes été évaluées sous le fameux roi Guillaume III et mises au-dessous de leur prix.

La taxe subsiste toujours la même quoique les revenus des terres aient augmenté, ainsi personne n'est foulé et personne ne se plaint. Le paysan n'a point les pieds meurtris par des sabots, il mange du pain blanc, il est bien vêtu, il ne craint point d'augmenter le nombre de ses bestiaux ni de couvrir son toit de tuiles, de peur que l'on ne hausse ses impôts l'année d'après. Il y a ici beaucoup de paysans qui ont environ deux cent mille francs de biens et qui ne dédaignent pas de continuer à cultiver la terre qui les a enrichis et dans laquelle ils vivent libres.

VOLTAIRE

9e Lettre Philosophique. (1734.)

RESISTANCE OUVRIÈRE EN TCHECOSLOVAQUIE (*)

C'est en Tchécoslovaquie que, pour la première fois, le Kremlin a mis la main sur un pays industrialisé. En Bulgarie ou en Pologne, et même en Russie, le régime stalinien s'applique surtout aux populations paysannes qui, en même temps qu'elles subissent le nouveau totalitarisme, font leur apprentissage d'une grande transformation industrielle. Par contre en Tchécoslovaquie, il s'agit d'un prolétariat organisé depuis bientôt cent ans. D'où cette résistance inattendue que le stalinisme a déchaînée dans les usines. En présence d'un prolétariat expérimenté, il est en effet bien difficile de camoufler les mesures antiouvrières derrière des formules euphémiques.

Comment une classe ouvrière qui pendant des dizaines d'années luttait pour conquérir le droit de disposer librement de sa propre force de travail pourrait-elle admettre qu'on limitât de nouveau les possibilités de choisir son métier et de se déplacer d'une usine à l'autre ? Pour la seule raison que la propagande officielle présente ces limitations comme moyens nécessaires pour assurer le droit au travail ? De même, l'ouvrier qui s'est défendu pendant de longues années contre l'introduction du salaire aux pièces ne peut pas être impressionné par l'appellation « salaire selon le mérite » que l'on a donnée au salaire au rendement, institué par-dessus le marché de manière à créer, entre les diverses catégories de travailleurs, des écarts beaucoup plus grands que sous le régime bourgeois.

On comprend donc que très peu de temps après la prise du pouvoir par les staliniens, les ouvriers se dressent contre le nouveau régime de travail. Dans cette première étape de résistance, la classe ouvrière continuait à garder encore des illusions sur le stalinisme, quant aux problèmes politiques, tel le conflit entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales, qui sont abstraits pour l'ouvrier parce qu'il ne peut pas les juger en s'appuyant uniquement sur sa propre expérience quotidienne. Mais pour la durée du travail, les questions relatives aux salaires, le rythme de la production, les rapports entre les salariés et leurs supérieurs, l'ouvrier réagit dès le début avec un instinct assez sûr.

Evidemment, sa résistance était instinctive, chaotique, dispersée, pendant cette première période, et elle ne s'attaquait pas à l'ensemble de la vie du régime. Le tournant qui devait marquer le passage à la deuxième étape se produisit lorsque, à partir de 1950, le régime stalinien affirma son caractère policier, élargit ses tentatives de travail forcé, tout en accentuant les pressions sur les salaires et l'allongement de la journée de travail. C'est, alors, le système lui-même qui fut mis en question.

Les ouvriers furent frappés par l'introduction des camps de travail forcé. Ce n'est que graduellement qu'ils comprirent l'importance du phénomène. Les premières victimes de ces camps furent surtout des membres des classes moyennes, voire des bourgeois, dont l'arrestation était considérée par les prolétaires avec une certaine indifférence. Mais quand ces victimes arrivèrent sur les lieux de travail communs à tous les travailleurs, en particulier dans les mines, il fut aisé de comprendre qu'ils n'étaient plus là comme anciens bourgeois mais comme des ouvriers particulièrement exploités et dont la condition menaçait de s'étendre aux autres camarades de travail.

Puis vinrent d'importants procès politiques ; de nombreuses condamnations à mort, s'abattant bien souvent sur d'anciens déportés du temps de l'occupation nazie. Les hommes et les femmes qui se couvrirent de gloire grâce à la fermeté devant le bourreau nazi, tels la député Horakova et l'ex-communiste Kalandra, exécutés en été 1950, finirent par réciter leurs aveux devant les juges de M. Gottwald. Les illusions que les ouvriers se faisaient sur le stalinisme ne pouvaient pas résister à ces rudes épreuves. Leur résistance qui, politiquement parlant, avait été jusque-là du domaine du subconscient, allait s'exercer en pleine conscience. Le résultat fut qu'à l'automne 1950 on assista à une première action à l'échelle nationale sous la forme d'une grève perlée des mineurs. Partant des mines de Silésie, en quarante-huit heures le mouvement s'étendait à l'ensemble du territoire. Cette action devait, avec une intensité variable, durer trois ou quatre mois ; le régime n'a pas réussi à l'étouffer.

Cette expérience permit à la résistance ouvrière de passer à une troisième étape, celle à laquelle nous assistons encore à l'heure actuelle. Ce qui caractérise le plus cette étape, c'est que l'opposition de l'ouvrier se traduit déjà par des défaillances sérieuses dans l'exécution des plans économiques. Non seulement les résultats obtenus restent de plus en plus inférieurs aux prévisions du plan, non seulement les industries-clés sont le plus frappées, mais on peut constater un déclin total dans les domaines sur lesquels le plan quinquennal a le plus insisté : au cours du troisième trimestre 1951, en effet, l'extraction de la houille et le rendement par tête d'ouvrier dans l'industrie lourde sont restés inférieurs à ceux de la même période de l'année 1950.

Mieux encore, chaque acte de résistance entraîne, sur le plan de la production, non seulement une défaillance correspondante, mais aussi une espèce de réaction en chaîne : les effets de la résistance des mineurs et des travailleurs actifs dans d'autres industries de base se décuplent en se répercutant sur toute une série d'industries de transformation.

Un exemple typique de cette réaction en chaîne nous est fourni par la construction d'immenses établissements sidérurgiques dans la région d'Ostrava. Le premier haut fourneau devait fonctionner le 1er janvier 1952. Mais ce plan présupposait le consentement de la classe ouvrière. Il n'en est rien. Les autorités adressent en vain des appels désespérés aux travailleurs du bâtiment, ainsi qu'aux directions des usines métallurgiques pour qu'elles y envoient leurs mécaniciens pour quelques mois au moins. Et lorsque les directeurs de ces usines demandent comment ils pourraient accomplir leurs propres plans, on leur répond qu'il faut risquer l'échec de ceux-ci pourvu que le haut fourneau en question soit achevé en temps voulu. En effet, déclare le ministre de l'industrie lourde, si vous ne recevez pas en temps voulu la fonte et l'acier nécessaires à vos fabrications, la faillite sera générale, et, pire : la situation est si précaire

(*) Compte rendu d'une conférence faite à la salle de la Société de Géographie le 5 décembre dernier par l'ex-secrétaire à l'URO (Conseil central des syndicats tchécoslovaques), Paul Barton.

que pour provoquer ce désastre, il suffirait que l'achèvement de la construction du haut fourneau soit retardé de quelques jours seulement. En réalité, il se trouve qu'il sera retardé non pas de quelques jours mais bien de quelques mois...

Le régime bureaucratique manque absolument de souplesse devant la résistance des salariés qui l'oblige à improviser. Lorsqu'une grève éclate il serait relativement facile de la liquider par de menues concessions, si seulement elles étaient accordées rapidement. Mais personne n'a le droit de les accorder. On essaie d'abord d'intimider les ouvriers, et c'est après seulement qu'on bat en retraite. Le régime fait des concessions plus importantes pour apaiser les ouvriers mais ceux-ci, voyant que leur action a porté, amplifient le mouvement en le généralisant.

On peut citer à ce propos l'exemple d'une grande entreprise du bâtiment de Brno. Une grève s'y produisit il y a quelques mois. Le secrétaire du parti communiste, dépêché pour résoudre le conflit, n'a pas d'autre pouvoir que celui d'insulter les grévistes. C'est dans ce sens qu'il veut prononcer un grand discours. Mais il est mis à la porte avant de pouvoir le finir, et la grève continua. Seulement l'échec de l'émissaire du parti devait permettre aux directeurs de l'usine d'obtenir par téléphone du ministère compétent la permission de satisfaire les revendications ouvrières et ainsi de mettre fin à la grève. Mais là où une satisfaction partielle aurait suffi à éviter le conflit, son éclatement fit que les mêmes revendications furent reprises par toute une série d'autres usines.

Une situation analogue, dans laquelle le régime a perdu la face d'une manière encore plus éclatante, se produisit dans la grande usine de construction d'avions « Rudy Letov », près de Prague. La grève fut provoquée par la suppression de tickets alimentaires favorisant les ouvriers de force. Le conseil d'établissement s'abstint et les secrétaires qui voulaient terroriser les grévistes furent chassés. En attendant l'arrivée du deuxième poste, la première relève resta sur place et la seconde s'associa à elle. C'est alors seulement qu'arrivèrent deux représentants de la chancellerie du président de la République qui promirent, malgré les dispositions contraires du gouvernement, que cette usine continuerait à toucher les tickets supplémentaires, supprimés partout ailleurs.

Cet accroissement de la résistance ouvrière a fini par détruire le caractère monolithique du régime. Celui-ci se trouve déchiré par des contradictions fatales. D'un côté le plan quinquennal, adapté aux exigences de Moscou, lui ordonne d'imposer aux ouvriers des sacrifices de plus en plus grands. Mais, d'un autre côté, une attitude trop intransigeante risque de provoquer des révoltes et de compromettre la production. Les exigences du Kremlin ne pourront pas être satisfaites, tantôt parce qu'on ne réussira pas à soustraire les quantités de marchandises nécessaires à la consommation courante, tantôt parce qu'on n'arrivera pas à produire les quantités prévues. Le régime paraît de plus en plus pris de panique. Il prend des mesures d'urgence trop nombreuses et souvent contradictoires, qu'il applique d'une façon désordonnée.

C'est ainsi qu'il a ordonné, au printemps dernier, d'introduire ce qu'on appelle les volumes obligatoires de salaires. Dorénavant, une commission centrale fixe pour chaque industrie et même pour chaque établissement une somme que l'ensemble des salaires payés ne peut épuiser ou dépasser que dans la mesure de l'exécution ou du dépassement du plan. Tout directeur qui enfreindrait cette prescription est passible d'amendes considérables. L'importance attachée par le régime à cette mesure ressort de la vitesse avec laquelle elle fut appliquée : votée le 3 avril, elle entrait en vigueur rétroactivement dès le 1er. Elle n'en échoua pas moins.

Les revendications des ouvriers concernant les salaires sont trop insistantes. Le directeur qui ne voudrait pas encourir des amendes, en accordant de son propre chef les augmentations exigées, risquerait de voir sa production s'écrouler. En face de cet échec, le régime, au lieu de se poser la question de savoir s'il ne faut pas renoncer au massacre envisagé des salaires, se dépêcha de prendre une autre mesure d'urgence dans le même sens. Il ordonna une révision générale des normes du rendement tendant à les relever de 35 pour cent, en moyenne. L'argument principal consistait à affirmer que cette révision amènerait à la longue la baisse des prix. Mais avant même la fin de cette campagne, la situation économique s'aggrava au point qu'elle imposa au régime une hausse sensible des prix. On comprend dès lors qu'il n'aboutit par toutes ces mesures qu'à renforcer l'indignation des ouvriers et à augmenter sa propre confusion.

Le troisième trait caractéristique de cette étape de la résistance ouvrière ressort de ce qui précède : les rôles se sont renversés dans ce sens que ce n'est plus le régime mais la classe ouvrière qui procède d'une façon systématique et qu'au contraire, ce n'est plus la classe ouvrière mais le régime qui se voit réduit à l'improvisation dans ses ripostes. On comprend bien la gravité des conséquences dont un tel rapport de forces est lourd sous un régime totalitaire.

C'est sur ce fond que se dessine l'affaire Slansky, infiniment plus grave qu'on ne le croit. Elle ne supporte aucune comparaison avec les causes devenues célèbres jusqu'ici dans les autres partis du glacis. Avec Slansky, c'est pour la première fois qu'un dirigeant formé à Moscou et choisi pour son poste par le Kremlin se voit l'objet d'une répression. D'ailleurs l'arrestation de Slansky ne vient qu'au bout de toute une chaîne d'emprisonnements qui ont frappé, à la seule exception de l'ex-ministre des Affaires étrangères près, les agents directs du Kremlin : par exemple Bedrich Geminder, secrétaire général adjoint du parti, qui n'a jamais été élu à ce poste et qui surveillait tout ce qui concernait les rapports avec l'étranger ; Bruno Koehler, chef de la commission des cadres qui, lui non plus n'étant pas élu à ce poste, surveillait toutes les affaires intérieures du pays ; le « général » Rejcin, chef du service de contre-espionnage, arrêté sous prétexte de déviation nationaliste, bien qu'il ne soit pas d'origine tchèque ; le « colonel » Kopold, chef de la section des cadres du ministère de la Défense nationale ; tous les adjoints du ministre de la police ; et ainsi de suite. Bref, au moment où Slansky fut arrêté, les Affaires étrangères, la politique intérieure, l'armée ni la police ne furent plus dirigées par des agents responsables directement devant le Kremlin et libres de toute responsabilité envers les pouvoirs constitutionnels du pays. Et il faut préciser que Slansky avait été le seul personnage officiel avec lequel ils avaient coopéré d'une façon suivie. Il serait évidemment prématuré d'affirmer que nous nous trouvons en présence d'une révolte ouverte contre Moscou. Mais l'hypothèse d'une arrestation de Slansky ordonnée par le Kremlin est tout à fait arbitraire.

Quels que soient les dessous de l'affaire Slansky, une chose est incontestable : il s'agit du mouvement centrifuge le plus important qui soit survenu dans le glacis depuis l'affaire yougoslave. Il reste à voir dans quelle mesure Moscou est prêt à l'admettre. D'après ses réactions, on pourra conclure d'ici peu combien il se sent fort ou faible sur le plan international.

LETTRE D'ITALIE

Panorama syndical

Vaut-il la peine de faire, même brièvement, quelques chroniques sur le mouvement ouvrier italien en ce grave moment ?

La scission bat son plein : il y a six centrales syndicales : la C.G.I.L. (Di Vittorio), la C.I.S.L. (Pastore), l'Unione Italiana del Lavoro (Vaglianesi, Della Chiesa, Pagani), l'Unione Sindacale Italiana reconstituée, à Sestri Ponente, qui a pour journal *Guerra di Classe ;* le Movimento Lavoratori Italiani, créé par les ex-députés communistes Cucchi et Magnani, qui étaient secrétaires des deux plus importantes fédérations provinciales communistes, celles de Modène et de Bologne ; ce mouvement a pour organe de diffusion *Il Risorgimento Socialista* à Rome. Il y a aussi le Movimento Sociale Italiano qui se compose d'ex-fascistes ayant la nostalgie du vieux régime, qui publient *Problemi Sindacali.* Et enfin, bons derniers, les syndicats provinciaux et quelques fédérations de catégorie autonomes.

Tout ceci pour vous donner une idée approximative de ce qu'est aujourd'hui le mouvement ouvrier italien.

Devant ces pseudo-organisations prolétariennes, occupées à se dévorer entre elles, quand elles n'en viennent pas aux coups et à l'assassinat (il y a déjà beaucoup de travailleurs tués dans des rixes fratricides et beaucoup aussi revêtus de la casaque du galérien), il y a une puissante « Confindustria » qui groupe tous les industriels d'Italie unis et bien d'accord contre un prolétariat démoli et qui continue à l'être à cause des défaites que la classe ouvrière subit. La dernière défaite est l'évacuation des établissements de la « Reggiane » à Bologne, après plus d'une année d'occupation ; et hier, le différend des établissements « Breda » de Turin : après bien des mois d'occupation les fabriques furent évacuées. La C.I.S.L. de Pastore fit un compromis, contre l'avis de la C.G.I.L. et ces jours-ci on a rouvert les fabriques tandis que la Confédération de Di Vittorio proclamait la grève générale avec l'intervention du sénateur Bitossi, vice-secrétaire confédéral. Plus de 1800 ouvriers et employés se présentèrent au travail le premier jour, et le lendemain presque 4000. Maintenant, on a repris les débats à Rome.

Le congrès de Naples

Du 11 au 14 novembre a eu lieu à Naples le premier congrès national de la Confédération Italienne des Syndicats libres qui a plus de 1.800.000 adhérents, c'est-à-dire 52 fédérations nationales, 105 syndicats provinciaux, 93 unions provinciales, 541 unions locales, etc., sans compter 18.464 dirigeants, 25.000 activistes, 1583 commissions de chantiers conquises à cent pour cent et 1430 commissions où cette Confédération est représentée. D'autres statistiques citent par exemple les cours pour secrétaires et activistes d'union, les cours pour secrétaires et activistes de catégorie. Malgré tout ceci — relevé d'un numéro unique de *Conquiste del Lavoro* — la presse n'a guère jasé, le congrès a été passé sous silence, au milieu de l'indifférence ; peut-être cela est-il dû aux inondations qui dévastaient l'Italie.

Nous nous limiterons aujourd'hui à citer quelques faits qui dénotent des marques de fêlure.

Au Congrès provincial de Massa et Carrara, trois secrétaires provinciaux et une cinquantaine de délégués ont abandonné le Congrès en signe de protestation contre l'envahissement de l'A.C.L.I. (l'organisation politique démo-chrétienne) dans les choses du syndicat.

Au Congrès de Naples, le secrétaire de la C.D.L. de Molinella (Bologne), Martini, a prononcé un fort discours contre l'envahissement clérical dans les syndicats de la C.I.S.L., discours qui a fait grand bruit et soulevé bien des commentaires.

Il y a aussi une autre raison pour provoquer les brouilles : l'Unione Italiana del Lavoro, dont nous parlons plus haut, a fait une demande pour adhérer à la Confédération Internationale des Syndicats Libres à laquelle appartient déjà la Confédération de Pastore ; si la demande d'adhésion est adoptée, cela donnera naissance à d'autres discussions qui augmenteront la fêlure.

La C.G.I.L.

Quelle peut être l'exacte situation de la Confédération stalinienne ? A-t-elle été affaiblie par toutes ces scissions ? A-t-elle perdu son mordant ? Est-elle obligée quelquefois à « marquer le pas » dans les agitations ?

Il n'est point facile de répondre directement à tous ces points interrogatifs. Qu'elle ait perdu des adhérents, surtout à Milan et à Turin, sans aucun doute : quelques centaines de milliers. Nous en avons indirectement une preuve : on récompense avec des prix et drapeaux — comme au temps du Duce — les C.D.L. les mieux organisées et comptant le plus grand nombre d'adhérents. En 1951, la C.D.L. qui gagna le prix fut celle de Massa Carrara, cette C.D.L. a renvoyé tous ses employés ! Une partie (il y a deux ans) de ce personnel est allé grossir le nombre des chômeurs. Elle n'a encore reçu aucune indemnité ou libéralité que donnent toutes les autres sociétés lorsqu'elles renvoient leur personnel. Ces employés en outre n'ont pas encore touché les arrérages et les diverses compensations. Et de même pour les employés renvoyés par la suite qui n'ont touché ni leurs salaires ni leurs allocations familiales.

Si la C.D.L. de Carrara est la mieux organisée, il nous est facile d'imaginer comment doivent être les autres...

La loi anti-grève

La loi sur le mouvement ouvrier a été présentée au Parlement. On sait bien que lorsqu'on se met à faire des lois sur le travail et sur les travailleurs, ces derniers sont toujours malmenés, on freine la combativité du prolétariat.

Nous suivrons le développement de cette œuvre législative contre les travailleurs qui sont dispersés, divisés et absents des organisations de classe.

Naturellement, en ce douloureux moment qui devrait unir en un bloc formidable tout le prolétariat, la sotte politique continue à le diviser, avantageant ainsi la classe des patrons et de l'Etat, du gouvernement qui est la commission exécutive des intérêts bourgeois.

Inutile de vous dire que nous vous tiendrons au courant.

L'HOMME DE LA RUE.

CERCLE ZIMMERWALD

DÉCLARATION

Le nom que nous avons choisi est à lui seul un programme.

Comme ceux qui, en septembre 1915, se réunirent à Zimmerwald :

Nous ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale ;

Nous restons fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe ;

Nous appelons la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et à lutter pour la paix.

Et, comme eux, nous ajoutons :

Cette lutte est une lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme ;

Mais la paix n'est possible qu'à la condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples ;

Pas d'annexions, ni avouées, ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte d'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable ;

Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable des rapports de nation à nation.

***

Telles furent les affirmations capitales des pèlerins de Zimmerwald.

Dans l'immense trouble d'aujourd'hui, quand les Etats réarment à une cadence folle et que se prépare, au prix déjà de lourds sacrifices pour les peuples, la guerre atomique pour la domination du monde — nous osons prétendre, nous, que ces affirmations restent pleines de sens.

Mil neuf cent quinze et 1951 diffèrent en beaucoup de points. Mais la ressemblance fondamentale, l'identité réside dans le fait que le prolétariat se laisse emporter par les courants guerriers. On croit tout perdu du socialisme, de l'internationalisme prolétarien, et, pour justifier l'incorporation dans la guerre, on se fabrique une nouvelle théorie : « la guerre tuera la guerre, après avoir tué le militarisme prussien, le fascisme, l'hitlérisme, le stalinisme ».

Or, la première guerre mondiale n'a pas tué le militarisme prussien, ni les autres. Et, si la seconde a abattu Mussolini et Hitler, ç'a été pour renforcer le régime totalitaire de Staline.

L'origine de la vague de réarmement mondial est dans l'expansionnisme stalinien. En annexant à son empire, dès la fin des hostilités, tous les pays limitrophes, le stalinisme a dressé contre lui ses alliés du temps de guerre. Et, comme il était inévitable, sa puissance, sans cesse accrue, a provoqué la formation d'une puissance antagoniste, dont le premier objet est de le contenir. Les « cinquièmes colonnes » qui sont pour lui de puissants auxiliaires ont créé « l'espionnite », la « chasse aux rouges », mis en péril les libertés démocratiques, ranimé les forces de réaction.

Zimmerwald, c'est la seule résistance valable des travailleurs conscients.

Au lendemain des effondrements, les hommes qui résistent sont peu nombreux. Ils s'ignorent. Zimmerwald leur permet de se connaître, de se rassembler, leur donne la confiance nécessaire pour entreprendre.

Deux « blocs » s'affrontent. Nous n'adhérons à aucun.

Avec la même netteté, nous rejetons l'idée de la neutralité, qui ne peut que servir l'un des antagonistes.

Face à la guerre, nous ne sommes pas neutres. Nous sommes contre la guerre. Nous sommes pour la liberté. Nous sommes pour la paix.

Convaincus qu'un conflit mondial ne résoudrait aucun des problèmes posés devant les nations,

Que l'organisation internationale des travailleurs serait seule capable de trouver les solutions acceptables par tous,

Nous appelons les militants de toutes tendances à se joindre à nous pour défendre cette conviction, la répandre, la faire partager par les travailleurs de ce pays.

A l'exemple de Zimmerwald, le regroupement doit se faire sur une nouvelle base, en France comme dans tous les pays. Au sein de chaque organisation, il y a des résistants. Notre ambition est de les appeler à se ressaisir, à se retrouver, à se rencontrer pour préparer le regroupement, le rassemblement tel qu'il fut réalisé en septembre 1915.

C'est la tâche urgente d'aujourd'hui.

***

Nous sommes un centre d'information et de discussion sur les problèmes internationaux. Les questions économiques et sociales sont fondamentales. Par des enquêtes, des voyages, des conférences, nous cherchons à connaître et à faire connaître la réalité de chaque pays.

Pour se ressaisir, les travailleurs doivent d'abord être informés. Ils doivent se méfier des propagandes intéressées et des camouflages savants.

Rechercher la vérité et la dire, c'est défendre la paix.

Il est possible de vaincre les forces qui se conjuguent depuis trop longtemps pour obscurcir le sens de classe et le désir de paix des travailleurs.

Paris, le 16 décembre 1951.

Le comité provisoire :

Pierre MONATTE ; Alfred ROSMER ; Maurice CHAMBELLAND ; Ferdinand CHARBIT ; Yves DELAUNAY ; Roger LAPEYRE ; Daniel MARTINET ; Maurice RUFFIN ; Urbain THEVENON ; Gilbert WALUSINSKI.

Adresser la correspondance au Cercle Zimmerwald, 78, rue de l'Université, Paris-7e.

STATUTS

(Etablis par le comité provisoire le 16 déc. 1951)

Article premier. — Il est formé entre les camarades soussignés et ceux qui adhéreront par la suite une association sans but lucratif, libre et non déclarée, qui sera régie par les présents statuts.

Art. 2. — La dénomination de l'association est : « CERCLE ZIMMERWALD ».

Art. 3. — Le Cercle Zimmerwald a pour objet de maintenir, de développer et de renforcer les principes internationalistes parmi les travailleurs.

Art. 4. — Son siège est à Paris, 78, rue de l'Université.

Art. 5. — La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION

Art. 6. — Le Cercle Zimmerwald se compose de membres actifs.

Pour en faire partie, il faut être présenté par deux membres actifs et accepté par le comité.

Art. 7. — La cotisation est annuelle. Son taux est revisable chaque année. Pour 1952, la cotisation sera de 1.000 francs. La cotisation peut être versée en plusieurs fois.

Art. 8. — L'adhésion entraine de plein droit l'adhésion aux présents statuts.

Art. 9. — Perdent la qualité de membre de l'association :

a) ceux qui envoient leur démission au comité ;

b) ceux qui ne paient pas leur cotisation après deux rappels du trésorier.

RESSOURCES

Art. 10. — Les ressources de l'association se composent de la cotisation annuelle des membres actifs. Ceux-ci peuvent, s'ils le désirent, verser une cotisation supplémentaire, qui ne leur donnera aucun droit de plus que les autres.

Le Cercle Zimmerwald n'accepte aucune subvention d'aucune sorte.

Art. 11. — Chaque année, tous les membres du Cercle recevront un compte rendu complet des recettes et des dépenses sur lequel ils auront à donner leur avis en assemblée générale.

ADMINISTRATION

Art. 12. — L'administration est confiée à un comité composé d'au moins douze membres nommés par l'assemblée générale.

Par exception, le premier comité se composera des camarades fondateurs.

Ce premier comité sera provisoire et restera en fonctions jusqu'à la première assemblée générale annuelle qui se tiendra en mai 1952 et renouvellera le comité en entier.

Le comité sera intégralement renouvelé tous les ans.

Tout membre sortant sera rééligible.

Les candidatures au comité seront déclarées au comité en fonctions avant le 15 décembre de chaque année et portées à la connaissance des adhérents dans la convocation à l'assemblée générale.

Art. 13. — Le comité désigne un bureau composé d'un ou de plusieurs secrétaires et d'un trésorier. Chaque année, après l'assemblée, le comité renouvelle son bureau.

Les fonctions de membre du comité et de membre du bureau sont entièrement gratuites.

Art. 14. — Le comité se réunit une fois par mois. Ses délibérations sont enregistrées dans des procès-verbaux inscrits sur un livre spécial où sont également copiés les procès-verbaux des assemblées générales.

Art. 15. — Les travaux du comité font l'objet d'un rapport moral devant l'assemblée.

Art. 16. — Le comité organise des réunions et des conférences pour propager les buts du Cercle. Ces réunions et conférences sont toujours gratuites.

Il constitue avec les militants désireux de participer activement à la vie du Cercle un réseau de commissions chargées d'étudier les grands problèmes internationaux.

Il peut éditer un bulletin intérieur, périodique ou non, réservé aux membres du Cercle, où seront insérés, notamment, les procès-verbaux des comités et des assemblées générales, ainsi que le rapport financier.

Art. 17. — Les comptes sont vérifiés par une commission nommée par l'assemblée et prise en dehors des membres du comité.

ASSEMBLEE GENERALE

Art. 18. — L'assemblée générale se réunit chaque année dans le mois de janvier.

Elle se compose de tous les membres du Cercle à jour de leur cotisation au 31 décembre.

Avant le 15 décembre les membres du Cercle qui désirent voir une question figurer à l'ordre du jour de l'assemblée doivent en saisir le comité.

Art. 19. — Les convocations individuelles doivent parvenir aux membres du Cercle quinze jours avant l'assemblée. Elles indiquent l'ordre du jour. Elles sont accompagnées du rapport moral et du rapport financier, ainsi que du rapport de la commission de contrôle. La liste des candidats au comité doit également être jointe.

Art. 20. — Les camarades qui ne peuvent être présents à l'assemblée générale ont la faculté de s'y faire représenter, à condition que ce soit par un autre membre du Cercle également à jour de ses cotisations. Le mandataire doit présenter un mandat écrit et signé.

Art. 21. — Pour être valable, l'assemblée générale doit réunir au moins la moitié des adhérents, présents ou représentés.

Sinon elle fait l'objet d'une nouvelle convocation dans le délai d'un mois. Aucun quorum ne sera alors exigé.

L'assemblée désigne son propre bureau. Elle discute ensuite le rapport moral et le rapport financier, les approuve ou les repousse à la majorité des voix présentes ou représentées.

Puis elle nomme le nouveau comité, par bulletin secret, sur la liste des candidatures portée préalablement à la connaissance des adhérents. L'ordre des candidats sur cette liste résulte d'un tirage au sort fait en réunion du comité sortant. Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix sont élus dans la limite du nombre de sièges décidé par l'assemblée, au minimum douze. Les camarades qui se font représenter confient leur bulletin à leur mandataire.

Dans les autres votes, chaque camarade présent à l'assemblée dispose de sa voix et de celles des membres du Cercle qu'il représente. Ces votes se font par appel nominal. L'assemblée peut toujours décider qu'un vote quelconque aura lieu par bulletin secret, pour les présents et pour les représentés.

Art. 22. — L'assemblée générale ordinaire peut toujours modifier les statuts mais à condition que les modifications aient été proposées avant le 15 décembre et soumises à tous les adhérents avec l'ordre du jour.

La première assemblée générale ordinaire qui se tiendra en mai 1952 sera appelée à se prononcer sur les présents statuts. Les nouveaux adhérents désirant les modifier en quelque point que ce soit devront envoyer leurs propositions au comité avant le 31 mars 1952. Le comité les transmettra à tous les membres du Cercle. Il pourra, s'il le juge nécessaire, donner son avis sur les modifications proposées.

Art. 23. — L'assemblée générale ordinaire ou une assemblée générale convoquée extraordinairement peut décider seule la dissolution du Cercle.

En cas de dissolution, si les recettes présentent un excédent sur les dépenses, cet excédent sera versé à une association analogue ou à une œuvre de solidarité ouvrière.

Paris, le 16 décembre 1951.

LE COMITE PROVISOIRE.

APRÈS ZAGREB

La réunion de Zagreb a suscité les interprétations et les commentaires les plus divers, parfois les plus complètement opposés. Pour « Labor Action » (1), c'était une affaire montée par l'Amérique, tandis que le « New Leader » s'étonnait que des hommes comme Koestler et Burnham n'aient pas été invités, et trouvait scandaleux qu'une Française ait pu parler, à la tribune, d'une nouvelle occupation de la France. On est, en général, d'accord, à droite et à gauche, pour décréter que Tito est toujours stalinien et « Labor Action » se rencontre encore avec le réactionnaire « Inquirer » de Philadelphie pour affirmer que la conférence a été un échec et s'en réjouir. Ces interprétations et commentaires, parfois bien hâtifs, ne reposent que sur des informations de seconde ou de troisième main.

Il est tout de même nécessaire, quand on veut apprécier fidèlement le caractère de cette réunion, d'avoir présente à l'esprit la situation de la Yougoslavie, bloquée sur la quasi-totalité de sa frontière terrestre par des forces qui la tiennent sous une menace constante et l'obligent à maintenir une armée pompant des ressources qui pourraient être plus utilement employées. Que, dans ces conditions, les dirigeants yougoslaves mettent l'accent sur la paix n'est que trop compréhensible : ils en ont besoin plus que quiconque. Que, pour cette raison, ils accordent une certaine confiance à l'O.N.U. se comprend aussi très bien. L'O.N.U. a, si l'on peut dire, déjà fait ses preuves ; elle ne peut pas même aborder les problèmes qu'elle devrait résoudre ; mais elle reste, pour les staliniens, une tribune incomparable qu'ils utilisent au maximum pour leur propagande. Il n'est donc pas mauvais que les Yougoslaves y montent à leur tour : eux seuls sont capables de la contrebattre car, seuls, ils en connaissent tous les tours et les multiples camouflages. Le « titisme » dédaigné est désormais un phénomène universel ; il a ébranlé tous les partis staliniens ; il constitue pour l'empire russe un danger permanent par le « mauvais exemple » qu'il donne en montrant qu'on peut se dégager de son étreinte.

Sur la conférence elle-même, je veux encore traduire quelques lignes d'une lettre de Gilbert Harrison, représentant international du Comité américain des anciens combattants, parce qu'elles en donnent une appréciation excellente : « Bien que Zagreb ait été moins importante qu'elle aurait pu être, il est nécessaire de rappeler que cette conférence n'avait que des objectifs limités. Elle était organisée pour établir une plate-forme générale de paix, non stalinienne, sur la base de laquelle une nouvelle conférence, celle-là plus représentative, pourrait être convoquée. Dans une grande mesure, ces objectifs limités ont été atteints. »

Quel destin souhaite-t-on à la Yougoslavie ? Faut-il s'en désintéresser ? Ou ne s'y intéresser que pour affirmer qu'elle ne pourra tenir, qu'elle sera inévitablement déchirée par les luttes fratricides des peuples qui la composent ?

Elle dure maintenant depuis trois ans et demi. Sur son régime intérieur on possède assez d'informations sûres pour en connaître l'essentiel. Les témoignages d'hommes comme Jean Rabaud, que leur expérience politique met à même de voir et de comprendre, nous ont renseignés sur la présente évolution du régime : abandon progressif et généralisé de la stalinisation du début. Sur la manière dont on a abordé le difficile problème national et sur les résultats qu'elle a déjà donnés, un autre témoignage de première importance est celui du vétéran journaliste anglais H. N. Brailsford, qui a l'avantage de bien connaître le pays, en particulier la Macédoine où, à partir de 1903, il a séjourné à différentes époques. Une Anglaise, Miss Tracy, avait rapporté d'un récent voyage des impressions pessimistes que la B.B.C. avait accueillies : ce n'est que misère et désert.

Brailsford rappelle qu'il a connu la Macédoine quand elle était en proie aux rivalités raciales, agitée par la révolte contre les Turcs, et, plus tard, province négligée de la monarchie, gouvernée par la Serbie pour les Serbes. Aujourd'hui, pour la première fois, les Macédoniens se gouvernent eux-mêmes, usent librement de leur langue, tandis que les minorités albanaise et turque sont satisfaites et fières de leurs récents progrès. Avec l'aide des autres républiques, la Macédoine a pu édifier une université, comprenant une ambitieuse faculté de médecine. Les nouvelles écoles normales, les collèges techniques, les écoles d'agriculture, les cliniques et les sanatoriums sont autant de preuves visibles des progrès réalisés. Miss Tracy avait trouvé les ouvriers tristes et apathiques. « Au contraire, répond Brailsford, ils me semblaient être trop impatients de se classer parmi les travailleurs de choc ; les apprentis étudient avec zèle tandis que les nouveaux comités ouvriers donnent aux travailleurs conscience et initiative. Les paysans cossus sont, il est vrai, souvent maussades, mais les pauvres ont immensément gagné à la fois par l'amélioration de leurs conditions et par de nouvelles techniques de travail. J'ai visité huit de ces fermes coopératives que Miss Tracy condamne sommairement et en bloc. Une était un échec ; dans quatre cela allait assez bien, et trois étaient des modèles d'efficience. Tableau pas trop mauvais pour un « désert lugubre ».

***

Au sujet de Zimmerwald, notre ami Aubrée manifestait l'autre jour, à la réunion du Cercle, quelque inquiétude. Vous disposez, nous dit-il, d'un capital que vous ne devez pas compromettre, encore moins gaspiller. Qu'il se rassure. L'idée d'un nouveau Zimmerwald est depuis longtemps dans l'air. Dès 1942 une rencontre était organisée à New-York où je me trouvais en compagnie d'un Russe, d'une Allemande et d'un Américain, précisément dans le but d'examiner la possibilité d'une résurrection. A mon retour en France, des camarades me demandèrent dans le même but de rappeler ce qu'avait été Zimmerwald. Et lors de mon récent séjour en Angleterre, un socialiste qui, lui, était déjà bien informé m'accueillit en disant : « Il faut préparer un nouveau Zimmerwald. » On peut donc trouver que le Cercle Zimmerwald vient bien tard. Peut-être est-ce parce que les circonstances, la situation, rendraient encore plus difficile qu'en 1915 une nouvelle conférence, des groupes nouveaux s'étant formés dont la tâche principale était de se défendre et de défendre les ouvriers contre les mensonges de guerre. La plupart étaient animés par des pacifistes, mais les zimmerwaldiens ne craignaient pas de les rencontrer à l'occasion, et même de les aider quand ils en avaient la possibilité. Les mensonges de guerre étaient alors anodins comparés aux mensonges de paix d'aujourd'hui ; ils étaient surtout bêtes. Nous devons laisser à Zimmerwald sa pleine signification, mais cela ne doit pas nous empêcher de seconder les efforts de ceux qui veulent briser les ailes des singulières colombes qui envahissent notre ciel.

A. R.

(1) Hebdomadaire de la Ligue Socialiste indépendante, aux U.S.A., dirigée par Max Shachtman.

LES DÉBUTS D'UN PROCUREUR

Automne 1924. Moscou. Commissariat du peuple à l'Instruction publique. Antichambre du directeur Khodorovski, chef de division du personnel. Un homme de forte corpulence vient d'entrer. Il porte des lunettes. Sa veste de cuir est usée. Il a sa casquette à la main et sous le bras une serviette bourrée de paperasses. L'antichambre est remplie de visiteurs de marque : professeurs de facultés et d'universités ouvrières, membres de l'enseignement supérieur, hauts fonctionnaires, etc. D'un pas assuré, le visage rayonnant, le nouveau venu s'approche du secrétaire de service et poliment, mais sur un ton où l'on sent l'homme sûr de lui, il demande qu'on veuille bien l'annoncer au directeur. Le secrétaire, montrant d'un geste les nombreux visiteurs qui attendent, répond que le directeur ne recevra personne aujourd'hui et que, de toute façon, il doit connaître le motif de l'audience demandée. S'étant convaincu que l'entêté secrétaire ne se laisserait pas fléchir, le visiteur déclare qu'il arrive de province, qu'il connaît le directeur et voudrait l'entretenir d'une affaire personnelle dont il ne tient pas à parler devant tout le monde.

« S'il s'agit d'une affaire personnelle, vous ne serez pas reçu », répond vertement le secrétaire en s'adressant moins au solliciteur qu'à l'assistance, dont la sympathie lui est manifestement acquise.

Mais de toute évidence, le nouveau venu n'était pas de ceux qui se laissent décourager facilement.

« Dans ce cas, j'espère que vous aurez l'amabilité de transmettre au camarade Khodorovski cette demande et le questionnaire dûment rempli que j'y joins », dit le visiteur en appelant le directeur par son prénom pour souligner le caractère de ses relations avec lui. Le secrétaire acquiesce, mais déclare ne pouvoir le faire avant le lendemain.

Les visiteurs échangèrent des coups d'œil exprimant la reconnaissance qu'ils éprouvaient pour le courageux secrétaire qui avait refusé de laisser passer le nouveau venu avant son tour.

Le lendemain, parmi les pièces que devait consulter le camarade Khodorovski figurait la demande du visiteur intempestif ; il sollicitait un poste de professeur dans une des facultés de Moscou. Le questionnaire qui y était joint contenait des réponses détaillées à toutes les questions posées. Le secrétaire avait pris soin de souligner trois réponses pour attirer l'attention du directeur. Ces réponses étaient les suivantes :

Première question. — Etes-vous affilié à un parti politique ?

Réponse. — Membre du parti communiste de l'U.R.S.S. depuis 1921.

Deuxième question. — Avez-vous appartenu à un autre parti ?

Réponse. — Oui. J'ai appartenu au parti menchévique de 1903 à 1921.

Troisième question. — Avez-vous des travaux scientifiques à votre actif ?

Réponse. — Oui, une *Histoire des doctrines sociales*.

Le directeur Khodorovski, qui avait jeté un coup d'œil sur les réponses soulignées, écrivit en marge: « Demander : 1° l'avis de la section de propagande du Comité central ; 2° l'opinion de la Censure au sujet du livre du postulant. »

Revenu le jour suivant, le visiteur ne fut pas introduit mais le secrétaire le mit au courant de ce que le directeur avait écrit et le pria de repasser dans une huitaine. A la surprise du secrétaire, le visiteur se déclara très satisfait de la tournure que prenait son affaire et, après avoir remercié, se retira. Une fois dans l'escalier, il grimpa à l'étage au-dessus, dans les services de la Censure, où un vieil ami à lui, le professeur Korovine, ancien menchévik, travaillait en qualité de conseiller pour les sciences juridiques. Là il fut convenu que l'auteur de l'*Histoire des doctrines sociales* donnerait lui-même les caractéristiques essentielles de son ouvrage, étant entendu qu'une fois la notice écrite, le conseiller la signerait.

Lorsque, quelques jours après, notre solliciteur fut introduit dans le cabinet de Khodorovski, celui-ci avait sur son bureau une note extrêmement élogieuse de la Censure soulignant la haute valeur scientifique des « ouvrages de sociologie » du postulant. Quant à la section de propagande du Comité central, tout en ne faisant pas d'objection à l'octroi d'un poste de professeur, elle recommandait aux services de l'Instruction publique d'ouvrir l'œil, car l'intéressé avait été affilié au « parti des pires ennemis du prolétariat ». Mais pour Khodorovski, cet aspect de la question n'avait pas d'importance. Il était content d'avoir découvert dans un « juriste de province » un homme de talent. Et il le nomma professeur à la Faculté de droit de Moscou.

Le nouveau professeur ne tarda pas à se signaler dans les milieux universitaires de la capitale par ses dons d'orateur autant que par le ton nouveau de ses cours et leur présentation marxiste. Certes, ton nouveau et présentation marxiste se ramenaient pour l'instant à soulever une quantité de problèmes en les appliquant au « droit soviétique » et à faire d'abondantes citations de Marx, d'Engels et de Lénine (Staline, dont la carrière politique demeurait encore incertaine, n'était pas cité).

Les anciens professeurs et les étudiants de la Faculté de droit ne prenaient pas au sérieux les cours du nouveau professeur, qu'ils regardaient comme un fumiste désireux de servir le pouvoir beaucoup plus que la science. Mais au Comité central, où l'on suivait de près ce qui se passait à la Faculté ainsi que le comportement du professeur menchévik, on était très content de la découverte de Khodorovski. On estimait que le menchévisme de ce menchévik était de toute évidence un malentendu.

Au bout de deux années de professorat, pendant lesquelles notre professeur n'avait pas cessé de se signaler sur le plan du marxisme et du léninisme, on le nomma recteur de la Faculté. L'année suivante, il occupait la place directoriale de Khodorovski, qu'il avait lui-même « démasqué » comme trotskiste. Une fois installé à l'Instruction publique, il fit chasser comme réactionnaires une bonne partie des anciens professeurs. Toutes les grandes écoles furent « bolchévisées ». Sept années de succès ininterrompus s'écoulèrent encore avant que le triomphe vint couronner la rapide carrière de ce haut fonctionnaire. Et ce triomphe fut la part active qu'il prit à l'assassinat de 500.000 personnes et à l'arrestation de sept millions d'autres. Il vit exécuter successivement Zinoviev, Kamenev, Rykov, les maréchaux Toukhatchevski, Iégorov, Blucher, etc. Aujourd'hui il est le bras gauche de Staline et a des chances de devenir un jour son bras droit.

Le nom de cet homme ? Vychinski (1).

---

(1) Extrait du livre d'Alexandre Ouralov, « Staline au pouvoir ». Les Iles d'or, édit.

PATERNALISME ET NATIONALITÉS

Avant d'émettre le fameux sénatus-consulte par lequel il intégrait les indigènes algériens dans la patrie française, Napoléon III écrivit au gouverneur général de l'Algérie, le maréchal de Mac-Mahon, lui exposant les grandes lignes de la politique qu'il allait suivre (1) :

« Cette nation guerrière, intelligente mérite notre sollicitude, l'humanité, l'intérêt de notre domination commandent de nous la rendre favorable.

« Lorsque notre manière de régir un peuple vaincu sera, pour les 15 millions d'Arabes répandus dans les autres parties de l'Afrique et de l'Asie, un objet d'envie, le jour où notre puissance au pied de l'Atlas leur apparaîtra comme une intervention de la Providence pour relever une race déchue, ce jour-là, la gloire de la France retentira depuis Tunis jusqu'à l'Euphrate, et assurera à notre pays cette prépondérance qui ne peut exciter la jalousie de personne, puisqu'elle s'appuie non sur la conquête, mais sur l'amour de l'humanité et du progrès. »

A près de cent ans de distance (la lettre est datée du 20 juin 1865), la prophétie n'est pas sans intérêt.

Le jour est venu, en effet, où les Arabes « répandus dans les autres parties de l'Afrique et de l'Asie » (ils sont d'ailleurs beaucoup plus de quinze millions) s'intéressent à « notre manière de régir » les Arabes vaincus. Mais on ne constate nullement que ladite manière leur soit un « objet d'envie ». « De Tunis jusqu'à l'Euphrate », et même jusqu'à l'extrême Indonésie, « notre puissance au pied de l'Atlas » est considérée comme *le contraire* d'une « intervention de la Providence ».

La prophétie se trouve donc aujourd'hui à la fois vérifiée et controuvée : vérifiée dans la partie qui pressent une solidarité arabe ; entièrement controuvée pour ce qui est du sentiment du monde arabe sur l'action de la France en terres islamiques conquises, ou « protégées ».

Le curieux est que Napoléon III, qui est l'homme des *nationalités* (« cette nation », dit-il, parlant des Algériens), avait tous les éléments pour faire une prévision juste. Il lui suffisait de rester fidèle à sa conception nationalitaire pour prévoir non seulement la solidarité arabe, mais ces *nationalismes* qui sont la tarte à la crème de l'Orient moderne.

Or il est, de toute évidence, plus facile de rester fidèle à une conception basale que de la violer.

Comment se fait-il donc que notre auteur parvienne, quand même, à faire une prédiction fausse ?

C'est très net : il prévoit faux *parce que la conclusion à laquelle il parviendrait en restant fidèle à son système ne lui paraît pas plaisante.* Que fait-il alors ? Il change de système. A sa conception basale nationalitaire il substitue une autre conception. De nationalitaire au nord de la Méditerranée, il devient, au sud de cette mer, *paternaliste.*

(1) Mémoires du maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta (Plon, édit.).

On pourrait faire des réflexions sur la qualité d'un esprit fonctionnant de façon aussi capricante. Mais tel n'est pas notre objet.

Remettant à un autre moment la psychologie, nous resterons aujourd'hui sur le terrain des choses politiques.

Eh bien, de l'erreur de prédiction de Napoléon III, il apparaît qu'il y a deux lignes de conduite, donc deux conceptions politiques possibles pour un Etat colonisateur, c'est-à-dire pour un Etat dont la force s'exerce au delà de ses propres frontières. Il y a la conception *nationalitaire* et la conception *paternaliste.*

De même, pour un peuple qui subit, sur son territoire, la force d'un Etat étranger, il y a deux aspirations possibles : *l'assimilation,* ou *l'indépendance.*

Qu'on ne s'étonne pas si j'associe assimilation et paternalisme. Le paternalisme n'est possible, en effet, que s'il a l'assimilation pour aboutissement. Le paternalisme pur est une utopie. Le paternalisme pur voudrait que le sujet soit *content* dans sa condition de sujet, à cause de la qualité du maître. Cela n'a jamais existé à la surface de la terre.

Par contre, l'acceptation par le sujet de sa condition de sujet dans l'espoir de parvenir, par elle, à une condition aussi enviable que celle du maître, cela a quelquefois existé.

C'est le cas de la Gaule se romanisant avec empressement.

C'est le cas des Africains esclaves aux Antilles qui, devenus citoyens français, n'aspirent pas à autre chose.

CONDITIONS DU SUCCES DU PATERNALISME

Quelles sont donc les conditions qui peuvent, parfois, permettre à une politique paternaliste de réussir, c'est-à-dire d'aboutir à l'assimilation, seul succès qui lui soit possible ?

Il y a des conditions extérieures et des conditions internes. Les unes et les autres ont d'ailleurs une certaine similitude, se rattachant à une condition générale qui est que *la soumission au maître apparaisse au soumis comme la seule conduite possible.*

Première condition

A l'extérieur, il faut que *la puissance dominante soit sans rivale, soit prépondérante,* absolument ou pratiquement. La condition a été remarquablement réalisée pour Rome. Quand Rome décidait la conquête des Gaules ou de l'Angleterre, il n'y avait aucune puissance au monde auprès de laquelle Gaulois ou Bretons pussent faire appel. Il fallait ou se soumettre ou disparaître.

D'une façon plus voilée, mais certaine, cette situation s'est trouvée rétablie au XIXe siècle. Les peuples qui sont alors passés sous la domination européenne (la quasi-totalité des peuples d'Afrique et d'Asie) n'ont pas été conquis, malgré les apparences, par tel ou tel Etat, mais par l'accord des Etats, par le concert des Etats en expansion. L'Egypte, par exemple, ne pouvait pas faire appel

à la France car l'ingérence de la Grande-Bretagne y était garantie par la domination de la France sur le Maroc.

La dernière entreprise coloniale dans l'esprit XIXe siècle a été la conquête de l'Abyssinie par l'Italie en 1935. Mais, comme l'accord des impérialismes, caractéristique du XIXe siècle, n'existait plus, l'entreprise a finalement échoué

...Qu'on me permette ici une digression.

Pourquoi cette harmonie des impérialismes n'existait-elle plus ? Est-ce, comme on l'a dit, parce qu'il n'y avait plus matière à impérialisme, tout étant partagé à la surface de la terre, à peu de chose près, en sorte que la page de l'expansion outre-mer des Etats européens était en 1935 une page historique tournée, après épuisement ?

L'argument paraît faible : les Etats « impérialistes », l'impérialisme subsistant, auraient pu se battre entre eux.

Il semble que la véritable raison soit autrement forte. Cette véritable raison est tout à fait choquante quand on la formule pour la première fois, mais évidente dès qu'on y réfléchit : c'est que *l'Angleterre a cessé d'être impérialiste.* Indépendance de l'Irlande, indépendance de l'Inde et bien d'autres symptômes s'accumulent depuis 30 ans pour nous prouver que le pays qui avait construit le plus grand empire d'outre-mer a cessé d'être impérialiste. Le pays de Raffles et de Cecil Rhodes ! *Il y a là une des données essentielles de la présente conjoncture politique mondiale.* Qui ne la saisit pas ne peut que prévoir faux (2).

Mais revenons à notre sujet principal.

Lorsque l'empereur adressait à Mac-Mahon ses directives paternalistes algériennes, la condition extérieure d'une politique paternaliste française en Algérie existait. De 1830 à 1872 près d'un demi-siècle de massacres, incendies et expropriations ont suffisamment démontré la chose : les Arabes d'Algérie étaient *seuls.* Ils ne pouvaient compter ni sur une grande puissance européenne ni sur la solidarité musulmane.

Mais quand, en 1945, 46, 47 de Gaulle et ses poulains de la IVe République inventèrent de donner aux indigènes algériens exactement ce que le IIIe Empire leur avait déjà donné et que la IIIe République leur avait retenu — à savoir la qualité de Français et l'accessibilité aux emplois — la condition extérieure de ce paternalisme n'était plus réalisée. Les données du problème ne consistaient plus en de faibles Algériens devant une immense force française. En plus des Algériens d'un côté et d'un faible Etat français de l'autre, il y avait toutes sortes de spectateurs intéressés. Il y avait les Etats arabes, il y avait la Ligue arabe ; il y avait l'anticolonialisme américain, il y avait l'O.N.U.

Le paternalisme de 1945 était donc, beaucoup plus nettement encore que celui de 1865, condamné à l'échec... L'échec était d'ailleurs acquis *d'avance,* puisque le *Manifeste* des nationalistes algériens et son « Appendice » sont *antérieurs* aux réalisations des gaullo-quatrième républicains. La politique française a ainsi, une nouvelle fois, été fidèle au comportement qui, en matière extérieure, la caractérise depuis plusieurs décades et dont la maxime paraît être : courir à la poursuite de solutions périmées.

Deuxième condition

La deuxième condition, la condition interne du succès d'une politique paternaliste est que cette domination soit *terrible.*

Il ne suffit pas qu'elle soit très dure. Il faut qu'elle paralyse et terrorise et ne laisse pas de place à d'autre sentiment que la soumission.

Ceci résulte d'un fait psychologique élémentaire : les hommes, comme Machiavel est seul à l'avoir noté alors que chacun peut le constater, se révoltent contre une injustice légère, mais pas contre une injustice extrême.

L'injustice extrême ne laisse place qu'à une solution, la soumission, voire l'amour du maître (3).

D'après bien des témoignages, il n'est pas rare que dans les camps de concentration russes des esclaves fassent l'apologie du régime et prêchent la « vigilance ». A la Loubianka, à Boutirki, des martyrisés évidemment innocents reconnaissent, en conversations privées, avoir été frappés justement. Le seul fait de soupçonner le maître d'une injustice leur paraîtrait coupable. (Il y a peut-être là une explication partielle des « aveux » qui étonnent tellement l'Occident.)

« En aucune occasion (4), l'esclave n'a licence de rien exprimer, sinon ce qui peut complaire au maître. C'est pourquoi si, dans une vie aussi morne, un sentiment peut poindre et l'animer un peu, ce ne peut être que l'amour du maître ; tout autre chemin est barré au don d'aimer, de même que pour un cheval attelé les brancards, les rênes, le mors barrent tous les chemins sauf un seul. Et si par miracle apparaît l'espoir de redevenir un jour, par faveur, quelqu'un, à quel degré n'iront pas se porter la reconnaissance et l'amour pour des hommes envers qui un passé tout proche devrait inspirer de l'horreur ! »

Les Africains vendus comme esclaves aux Antilles, totalement déracinés, n'ayant plus ni langue, ni coutumes, ni religion communes n'avaient qu'une ressource : se soumettre au maître français, adopter sa langue, ses mœurs, sa religion. Et quand le maître français, le maître de Paris accepta de les libérer, « la reconnaissance et l'amour » se portèrent à un haut degré. Le paternalisme avait réussi !

Quant à la domination française en Algérie au XIXe siècle, il est clair qu'elle ne remplissait pas la condition. Elle était très dure, mais pas autant

---

(2) Par exemple nos « réalistes » français, en 1935, disaient que l'Angleterre s'opposait à l'expansion italienne par désir de s'établir elle-même en Abyssinie, ou de « protéger la route des Indes ». Les événements ultérieurs ont montré combien étaient fausses ces vues fondées sur des données périmées.

De même il y a des gens, hier encore, qui croyaient qu'un heurt armé anglo-persan, puis une guerre mondiale allaient sortir de la « nationalisation » des pétroles iraniens. Ils ne voient même pas que l'Angleterre a réduit cette affaire, pourtant d'importance politique, à son côté financier. C'est là l'exact contraire de l'impérialisme.

Enfin, en Egypte, si l'Angleterre y était encore capable d'impérialisme, dès les premiers coups de feu dans la zone du canal de Suez, elle aurait occupé le Caire et Alexandrie, comme elle le fit en 1881.

Pour comprendre la situation présente du monde, il faut réaliser deux choses : 1) l'impérialisme britannique n'existe plus ; 2) l'impérialisme américain n'existe pas encore. (Par ailleurs, l'impérialisme russe, qui, lui, existe bel et bien, est hésitant). Le monde souffre donc, si l'on peut dire, d'un vide, d'une carence d'impérialisme. Soyons assurés qu'une telle situation n'est que temporaire.

(3) L'amour sera obtenu presque à coup sûr si le maître sait faire suivre la terreur de quelque petite attention. Tous les souteneurs vous le diront. Et l'on connaît le morceau de sucre du dompteur. On cite aux Antilles une grande dame qui avait fait creuser dans le sol une petite excavation où ses négresses enceintes pouvaient loger leur ventre, ceci afin qu'elles pussent recevoir le fouet sans que leur fruit eût à souffrir de l'allongement sur le sol en position ventrale.

(4) Simone Weil, **l'Iliade, poème de la Force.**

qu'il l'aurait fallu et surtout pas aussi systématiquement. Elle se tenait à distance du juste, mais aussi de l'injustice efficace.

Il semble par contre que la condition interne du succès existe dans les territoires coloniaux de l'empire soviétique. Avec une personne sur dix en esclavage et, pour les neuf autres, la possibilité, à tout instant, de tomber dans cette condition par déportation individuelle ou collective, il n'y a place que pour la soumission et l'amour du régime. Azris, Uzbeks, Behkirs, etc., deviendront peut-être de très bons Russes.

Dernière condition : absence d'incompatibilité

Je dis « peut-être » car ce que nous venons de dire ne résume pas vraiment les conditions du succès.

A côté des conditions externes et internes, il y a ce que l'on pourrait appeler une condition interne-externe.

Il ne suffit pas toujours que le dominant ait le monopole de la force et que sa domination soit terrible. Rome ne s'est pas conduite autrement en Afrique qu'en Gaule. Elle a cependant connu en Gaule le succès total, mais en Afrique l'échec.

Les Gaules sont devenues avec une grande rapidité gallo-romaines. L'Afrique a commencé par être en *résistance* contre Rome, par toutes sortes d'hérésies et de schismes. L'histoire de l'Eglise d'Afrique est celle d'une insurrection morale permanente contre Rome. Puis, dès que l'occasion s'est présentée, les Africains ont totalement rompu avec le romanisme, abandonnant sa langue, ses mœurs, ses lois, sa religion. Il y a dans ce contraste un fait d'importance capitale et les Occidentaux seront incapables d'avoir une politique nord-africaine efficace tant qu'ils ne l'auront ni remarqué ni médité.

Pour que soit possible l'assimilation d'un groupe humain à un groupe qui le domine, il faut qu'il n'y ait pas, entre les mœurs du groupe dominé et celles du groupe dominant, des différences trop profondes.

Considérons les deux rives de la Méditerranée. Sur la rive Nord (Italie, Gaules) il pleut. Sur la rive Sud (Afrique, Tripolitaine, Syrie) il ne pleut pas. Il serait bien extraordinaire que ce fait de base, contre lequel on n'a encore rien pu, n'eût pas de conséquences dans les mœurs. La bonne pluviométrie attache l'homme au sol, appelle la vie agricole et la vie en cités. La sécheresse du sol détache l'homme du sol, appelle le *nomadisme*. C'est un genre de vie tout à fait particulier et incompréhensible aux gens du Nord. Pas de cité fixe ; le groupe de tentes suffit. Pas d'agriculture, ou l'agriculture reléguée au rang d'occupation tout à fait inférieure, à laquelle ne se résignent que des groupes humains méprisés, ou accablés de malheurs et que l'on pille. « *Le déshonneur entre dans la tente avec la charrue.* » (Mahomet).

Le sol de la Gaule appelait la vie en cités : la Gaule se donnera facilement à la cité dominante, la Ville. L'Etat, la loi, la route, conséquences de la vie en cités fleurirent en Gaule, comme en Italie. Par contre l'Afrique, terre où le nomadisme est la donnée dominante ne supportera qu'avec impatience le joug de la Ville. Et quand paraîtra une idéologie née dans les steppes d'Arabie, au pays par excellence du nomadisme, l'Afrique l'adoptera avec rapidité. L'Afrique attendait l'Islam, comme la Gaule attendait la Ville.

La différence des mœurs entre dominants et dominés a eu pour conséquence, en Afrique, une résistance victorieuse à l'assimilation. Ceci est loin d'être la règle générale. Dans des cas nombreux, il y a non pas résistance victorieuse, mais issue fatale. Le groupe qui ne peut ni repousser le conquérant, ni s'assimiler à lui *disparaît*. C'est le cas, parmi bien d'autres, des Caraïbes aux Antilles, des « Indiens » en Amérique, des Maoris aux îles Marquises et des aborigènes de la Tasmanie, dont le dernier est mort en 1876.

Dans tous ces cas le paternalisme a échoué, mais d'une façon toute différente de celle dont il a échoué en Afrique du Nord.

CONCEPTION NATIONALITAIRE

Un Etat, avons-nous dit, dont la force s'exerce hors de ses frontières peut se conduire avec le peuple sur lequel il exerce sa force selon deux conceptions — et deux seulement (5) — la conception *paternaliste* et la conception *nationalitaire*.

Dans la première, l'entreprise est d'ajouter au peuple de l'Etat-maître le peuple nouvellement soumis, ce qui postule en fait l'extension au peuple soumis de la personnalité du peuple maître. Dans la deuxième, l'Etat en expansion entend respecter, voire développer, la personnalité du peuple atteint par l'expansion.

...Or qu'est-ce que c'est que la personnalité d'un peuple ? Et qu'est-ce qu'un peuple ?

Hasardons une réponse : la personnalité d'un peuple réside dans le caractère, ou les caractères, par lesquels un groupe de gens s'imaginent qu'ils se différencient de tous les autres hommes. Ce caractère, ou ces caractères différenciateurs sont dits caractère « national » et le groupe qui le présente est une « nationalité ».

Je viens de dire : un groupe de gens « *s'imaginent* »... C'est bien ainsi qu'il faut dire. Il importe peu, en effet, que la différenciation soit réelle ou illusoire. (En fait la biologie, sans nier catégoriquement l'idée, ne reconnaît pas de différences de cet ordre. Elle ne sait même pas s'il existe des races humaines.) Ce qui importe, c'est la *conscience* qu'un groupe d'hommes a de sa particularité, réelle ou illusoire. La nationalité apparaît ainsi comme un phénomène *subjectif* et nous pouvons adopter la définition de Renan : « La nation est un plébiscite de tous les jours. »

De ce fait, tirons tout de suite une conclusion. Elle est importante car beaucoup de gens l'ignorent, ou veulent l'ignorer. La nationalité étant de base subjective et sentimentale, une nationalité est susceptible d'apparaître presque brusquement à un moment du temps. S'il s'agissait d'un élément de base matérielle ou physique, l'apparition soudaine serait impossible, ou très difficile, en fait très rare. Avec une base psychique, éminemment fluide, l'apparition soudaine est non seulement possible mais réelle et, en fait, on l'a observée très souvent. Devant la question de la réalité d'une nationalité, il ne s'agit pas de déterminer si cette nationalité existait dans l'Antiquité, ou au Moyen Age, ou au XIXe siècle. La seule question est : existe-t-elle *aujourd'hui* ?

Ceci dit, en quoi consiste la « politique des nationalités » ? A quoi tend-elle ?

---

(5) Il est probable, en effet, que la « politique d'extermination » n'a jamais existé, du moins dans les temps modernes. Même là où l'action du maître a abouti à l'extermination, il est douteux que la poursuite de ce résultat ait été délibérée et l'on retrouve le paternalisme. On voulait, par exemple, assurer le salut éternel des Peaux-Rouges en en faisant de bons chrétiens. Et « **qui aime bien châtie bien** », maxime qui se dit généralement en latin, c'est-à-dire dans la langue d'un Etat typiquement paternaliste et souillé de crimes.

à la France car l'ingérence de la Grande-Bretagne y était garantie par la domination de la France sur le Maroc.

La dernière entreprise coloniale dans l'esprit XIXe siècle a été la conquête de l'Abyssinie par l'Italie en 1935. Mais, comme l'accord des impérialismes, caractéristique du XIXe siècle, n'existait plus, l'entreprise a finalement échoué

...Qu'on me permette ici une digression.

Pourquoi cette harmonie des impérialismes n'existait-elle plus ? Est-ce, comme on l'a dit, parce qu'il n'y avait plus matière à impérialisme, tout étant partagé à la surface de la terre, à peu de chose près, en sorte que la page de l'expansion outre-mer des Etats européens était en 1935 une page historique tournée, après épuisement ?

L'argument paraît faible : les Etats « impérialistes », l'impérialisme subsistant, auraient pu se battre entre eux.

Il semble que la véritable raison soit autrement forte. Cette véritable raison est tout à fait choquante quand on la formule pour la première fois, mais évidente dès qu'on y réfléchit : c'est que *l'Angleterre a cessé d'être impérialiste.* Indépendance de l'Irlande, indépendance de l'Inde et bien d'autres symptômes s'accumulent depuis 30 ans pour nous prouver que le pays qui avait construit le plus grand empire d'outre-mer a cessé d'être impérialiste. Le pays de Raffles et de Cecil Rhodes ! *Il y a là une des données essentielles de la présente conjoncture politique mondiale.* Qui ne la saisit pas ne peut que prévoir faux (2).

Mais revenons à notre sujet principal.

Lorsque l'empereur adressait à Mac-Mahon ses directives paternalistes algériennes, la condition extérieure d'une politique paternaliste française en Algérie existait. De 1830 à 1872 près d'un demi-siècle de massacres, incendies et expropriations ont suffisamment démontré la chose : les Arabes d'Algérie étaient *seuls.* Ils ne pouvaient compter ni sur une grande puissance européenne ni sur la solidarité musulmane.

Mais quand, en 1945, 46, 47 de Gaulle et ses poulains de la IVe République inventèrent de donner aux indigènes algériens exactement ce que le IIIe Empire leur avait déjà donné et que la IIIe République leur avait retenu — à savoir la qualité de Français et l'accessibilité aux emplois — la condition extérieure de ce paternalisme n'était plus réalisée. Les données du problème ne consistaient plus en de faibles Algériens devant une immense force française. En plus des Algériens d'un côté et d'un faible Etat français de l'autre, il y avait toutes sortes de spectateurs intéressés. Il y avait les Etats arabes, il y avait la Ligue arabe ; il y avait l'anticolonialisme américain, il y avait l'O.N.U.

Le paternalisme de 1945 était donc, beaucoup plus nettement encore que celui de 1865, condamné à l'échec... L'échec était d'ailleurs acquis *d'avance,* puisque le *Manifeste* des nationalistes algériens et son « Appendice » sont *antérieurs* aux réalisations des gaullo-quatrième républicains. La politique française a ainsi, une nouvelle fois, été fidèle au comportement qui, en matière extérieure, la caractérise depuis plusieurs décades et dont la maxime paraît être : courir à la poursuite de solutions périmées.

Deuxième condition

La deuxième condition, la condition interne du succès d'une politique paternaliste est que cette domination soit *terrible.*

Il ne suffit pas qu'elle soit très dure. Il faut qu'elle paralyse et terrorise et ne laisse pas de place à d'autre sentiment que la soumission.

Ceci résulte d'un fait psychologique élémentaire : les hommes, comme Machiavel est seul à l'avoir noté alors que chacun peut le constater, se révoltent contre une injustice légère, mais pas contre une injustice extrême.

L'injustice extrême ne laisse place qu'à une solution, la soumission, voire l'amour du maître (3).

D'après bien des témoignages, il n'est pas rare que dans les camps de concentration russes des esclaves fassent l'apologie du régime et prêchent la « vigilance ». A la Loubianka, à Boutirki, des martyrisés évidemment innocents reconnaissent, en conversations privées, avoir été frappés justement. Le seul fait de soupçonner le maître d'une injustice leur paraîtrait coupable. (Il y a peut-être là une explication partielle des « aveux » qui étonnent tellement l'Occident.)

« En aucune occasion (4), l'esclave n'a licence de rien exprimer, sinon ce qui peut complaire au maître. C'est pourquoi si, dans une vie aussi morne, un sentiment peut poindre et l'animer un peu, ce ne peut être que l'amour du maître ; tout autre chemin est barré au don d'aimer, de même que pour un cheval attelé les brancards, les rênes, le mors barrent tous les chemins sauf un seul. Et si par miracle apparaît l'espoir de redevenir un jour, par faveur, quelqu'un, à quel degré n'iront pas se porter la reconnaissance et l'amour pour des hommes envers qui un passé tout proche devrait inspirer de l'horreur ! »

Les Africains vendus comme esclaves aux Antilles, totalement déracinés, n'ayant plus ni langue, ni coutumes, ni religion communes n'avaient qu'une ressource : se soumettre au maître français, adopter sa langue, ses mœurs, sa religion. Et quand le maître français, le maître de Paris accepta de les libérer, « la reconnaissance et l'amour » se portèrent à un haut degré. Le paternalisme avait réussi !

Quant à la domination française en Algérie au XIXe siècle, il est clair qu'elle ne remplissait pas la condition. Elle était très dure, mais pas autant

(2) Par exemple nos « réalistes » français, en 1935, disaient que l'Angleterre s'opposait à l'expansion italienne par désir de s'établir elle-même en Abyssinie, ou de « protéger la route des Indes ». Les événements ultérieurs ont montré combien étaient fausses ces vues fondées sur des données périmées.

De même il y a des gens, hier encore, qui croyaient qu'un heurt armé anglo-persan, puis une guerre mondiale allaient sortir de la « nationalisation » des pétroles iraniens. Ils ne voient même pas que l'Angleterre a réduit cette affaire, pourtant d'importance politique, à son côté financier. C'est là l'exact contraire de l'impérialisme.

Enfin, en Egypte, si l'Angleterre y était encore capable d'impérialisme, dès les premiers coups de feu dans la zone du canal de Suez, elle aurait occupé le Caire et Alexandrie, comme elle le fit en 1881.

Pour comprendre la situation présente du monde, il faut réaliser deux choses : 1) l'impérialisme britannique n'existe plus ; 2) l'impérialisme américain n'existe pas encore. (Par ailleurs, l'impérialisme russe, qui, lui, existe bel et bien, est hésitant). Le monde souffre donc, si l'on peut dire, d'un vide, d'une carence d'impérialisme. Soyons assurés qu'une telle situation n'est que temporaire.

(3) L'amour sera obtenu presque à coup sûr si le maître sait faire suivre la terreur de quelque petite attention. Tous les souteneurs vous le diront. Et l'on connaît le morceau de sucre du dompteur. On cite aux Antilles une grande dame qui avait fait creuser dans le sol une petite excavation où ses négresses enceintes pouvaient loger leur ventre, ceci afin qu'elles pussent recevoir le fouet sans que leur fruit eût à souffrir de l'allongement sur le sol en position ventrale.

(4) Simone Weil, **l'Iliade, poème de la Force.**

qu'il l'aurait fallu et surtout pas aussi systématiquement. Elle se tenait à distance du juste, mais aussi de l'injustice efficace.

Il semble par contre que la condition interne du succès existe dans les territoires coloniaux de l'empire soviétique. Avec une personne sur dix en esclavage et, pour les neuf autres, la possibilité, à tout instant, de tomber dans cette condition par déportation individuelle ou collective, il n'y a place que pour la soumission et l'amour du régime. Azris, Uzbeks, Behkirs, etc., deviendront peut-être de très bons Russes.

Dernière condition : absence d'incompatibilité

Je dis « peut-être » car ce que nous venons de dire ne résume pas vraiment les conditions du succès.

A côté des conditions externes et internes, il y a ce que l'on pourrait appeler une condition interne-externe.

Il ne suffit pas toujours que le dominant ait le monopole de la force et que sa domination soit terrible. Rome ne s'est pas conduite autrement en Afrique qu'en Gaule. Elle a cependant connu en Gaule le succès total, mais en Afrique l'échec.

Les Gaules sont devenues avec une grande rapidité gallo-romaines. L'Afrique a commencé par être en *résistance* contre Rome, par toutes sortes d'hérésies et de schismes. L'histoire de l'Eglise d'Afrique est celle d'une insurrection morale permanente contre Rome. Puis, dès que l'occasion s'est présentée, les Africains ont totalement rompu avec le romanisme, abandonnant sa langue, ses mœurs, ses lois, sa religion. Il y a dans ce contraste un fait d'importance capitale et les Occidentaux seront incapables d'avoir une politique nord-africaine efficace tant qu'ils ne l'auront ni remarqué ni médité.

Pour que soit possible l'assimilation d'un groupe humain à un groupe qui le domine, il faut qu'il n'y ait pas, entre les mœurs du groupe dominé et celles du groupe dominant, des différences trop profondes.

Considérons les deux rives de la Méditerranée. Sur la rive Nord (Italie, Gaules) il pleut. Sur la rive Sud (Afrique, Tripolitaine, Syrie) il ne pleut pas. Il serait bien extraordinaire que ce fait de base, contre lequel on n'a encore rien pu, n'eût pas de conséquences dans les mœurs. La bonne pluviométrie attache l'homme au sol, appelle la vie agricole et la vie en cités. La sécheresse du sol détache l'homme du sol, appelle le *nomadisme*. C'est un genre de vie tout à fait particulier et incompréhensible aux gens du Nord. Pas de cité fixe ; le groupe de tentes suffit. Pas d'agriculture, ou l'agriculture reléguée au rang d'occupation tout à fait inférieure, à laquelle ne se résignent que des groupes humains méprisés, ou accablés de malheurs et que l'on pille. « *Le déshonneur entre dans la tente avec la charrue.* » (Mahomet).

Le sol de la Gaule appelait la vie en cités : la Gaule se donnera facilement à la cité dominante, la Ville. L'Etat, la loi, la route, conséquences de la vie en cités fleurirent en Gaule, comme en Italie. Par contre l'Afrique, terre où le nomadisme est la donnée dominante ne supportera qu'avec impatience le joug de la Ville. Et quand paraîtra une idéologie née dans les steppes d'Arabie, au pays par excellence du nomadisme, l'Afrique l'adoptera avec rapidité. L'Afrique attendait l'Islam, comme la Gaule attendait la Ville.

La différence des mœurs entre dominants et dominés a eu pour conséquence, en Afrique, une résistance victorieuse à l'assimilation. Ceci est loin d'être la règle générale. Dans des cas nombreux, il y a non pas résistance victorieuse, mais issue fatale. Le groupe qui ne peut ni repousser le conquérant, ni s'assimiler à lui *disparaît*. C'est le cas, parmi bien d'autres, des Caraïbes aux Antilles, des « Indiens » en Amérique, des Maoris aux îles Marquises et des aborigènes de la Tasmanie, dont le dernier est mort en 1876.

Dans tous ces cas le paternalisme a échoué, mais d'une façon toute différente de celle dont il a échoué en Afrique du Nord.

CONCEPTION NATIONALITAIRE

Un Etat, avons-nous dit, dont la force s'exerce hors de ses frontières peut se conduire avec le peuple sur lequel il exerce sa force selon deux conceptions — et deux seulement (5) — la conception *paternaliste* et la conception *nationalitaire*.

Dans la première, l'entreprise est d'ajouter au peuple de l'Etat-maître le peuple nouvellement soumis, ce qui postule en fait l'extension au peuple soumis de la personnalité du peuple maître. Dans la deuxième, l'Etat en expansion entend respecter, voire développer, la personnalité du peuple atteint par l'expansion.

...Or qu'est-ce que c'est que la personnalité d'un peuple ? Et qu'est-ce qu'un peuple ?

Hasardons une réponse : la personnalité d'un peuple réside dans le caractère, ou les caractères, par lesquels un groupe de gens s'imaginent qu'ils se différencient de tous les autres hommes. Ce caractère, ou ces caractères différenciateurs sont dits caractère « national » et le groupe qui le présente est une « nationalité ».

Je viens de dire : un groupe de gens « *s'imaginent* »... C'est bien ainsi qu'il faut dire. Il importe peu, en effet, que la différenciation soit réelle ou illusoire. (En fait la biologie, sans nier catégoriquement l'idée, ne reconnaît pas de différences de cet ordre. Elle ne sait même pas s'il existe des races humaines.) Ce qui importe, c'est la *conscience* qu'un groupe d'hommes a de sa particularité, réelle ou illusoire. La nationalité apparaît ainsi comme un phénomène *subjectif* et nous pouvons adopter la définition de Renan : « La nation est un plébiscite de tous les jours. »

De ce fait, tirons tout de suite une conclusion. Elle est importante car beaucoup de gens l'ignorent, ou veulent l'ignorer. La nationalité étant de base subjective et sentimentale, une nationalité est susceptible d'apparaître presque brusquement à un moment du temps. S'il s'agissait d'un élément de base matérielle ou physique, l'apparition soudaine serait impossible, ou très difficile, en fait très rare. Avec une base psychique, éminemment fluide, l'apparition soudaine est non seulement possible mais réelle et, en fait, on l'a observée très souvent. Devant la question de la réalité d'une nationalité, il ne s'agit pas de déterminer si cette nationalité existait dans l'Antiquité, ou au Moyen Age, ou au XIXe siècle. La seule question est : existe-t-elle *aujourd'hui ?*

Ceci dit, en quoi consiste la « politique des nationalités » ? A quoi tend-elle ?

---

(5) Il est probable, en effet, que la « politique d'extermination » n'a jamais existé, du moins dans les temps modernes. Même là où l'action du maître a abouti à l'extermination, il est douteux que la poursuite de ce résultat ait été délibérée et l'on retrouve le paternalisme. On voulait, par exemple, assurer le salut éternel des Peaux-Rouges en en faisant de bons chrétiens. Et « **qui aime bien châtie bien** », maxime qui se dit généralement en latin, c'est-à-dire dans la langue d'un Etat typiquement paternaliste et souillé de crimes.

On pourrait répondre qu'une telle politique est celle qui tend à transformer les nationalités en *nations*.

Mais, si l'on ne précise pas, la réponse est trop vague. Il faut discerner et marquer les deux éléments nécessaires de la nation. (« Nation indépendante » me paraît un pléonasme, du moment qu'il existe le terme de « nationalité ».) Ces éléments sont le *territoire national* et l'*Etat national*.

Le territoire national groupera tous les gens qui se sentent unis par la solidarité nationale. L'Etat national sera un appareil de direction dont les gens du groupe auront la certitude qu'il défend, avant toute chose, les intérêts du groupe. Bien que ce soit très utile, il n'est pas nécessaire que tous les membres de l'organe de direction soient eux-mêmes, par leur origine, membres du groupe national ; il suffit que le groupe ait la *conviction* que l'organe, dans son ensemble, est dévoué aux intérêts du groupe en premier lieu... Avec la *nationalité*, on est toujours dans le domaine des « opinions », « certitudes », « convictions », « sentiments » : toujours dans le subjectif et le psychologique !

Or il est un fait psychologique d'observation facile : les passions sociales ne s'enflamment que pour ce qui ne peut pas être jugé selon des règles. Les hommes ne se sont jamais disputés sur la distance de la terre à la lune. Soit qualitativement, soit quantitativement toutes les sociétés, dans le temps et l'espace, ont estimé avoir des règles pour évaluer cette distance. La réponse apportée étant, chaque fois, d'une certaine conformité avec les règles admises, les hommes ne se sont pas passionnés. Mais, par exemple, la présence de Dieu dans l'eucharistie, présence affirmée réelle, quoique ni physique ni chimique ; il n'y a aucune règle pour juger du point : les passions s'élèvent et les massacres s'accumulent.

Une administration peut être jugée selon des critères. Elle est efficace ou non, elle est économique ou trop coûteuse, elle peut être honnête ou corrompue, etc. Aussi les hommes ne se passionnent pas pour l'administration et les administrateurs passent rarement en jugement, et ce n'est guère que pour des motifs précis. Mais les hommes se passionnent pour *la politique !* Aussi les hommes politiques se succèdent-ils en s'envoyant au supplice les uns les autres.

Or *l'organe politique par excellence, c'est l'Etat.*

Les membres d'un groupe nationalitaire se passionneront donc de façon toute particulière sur un point : l'obtention d'un « Etat national ». Et nous saisissons ici l'erreur des paternalistes à la Napoléon III. Ils disent : nous ferons une bonne administration et les indigènes nous seront reconnaissants. Sottise ! Les hommes ne se passionnent pas pour l'administration. L'administration ne suscite aucun élan d'amour. L'administration, dans la vie des cités, c'est un peu comme, en physiologie humaine, les fonctions d'élimination. Elles ont beau être absolument nécessaires, on ne les aime pas. Nulle part à la surface de la terre elles n'ont suscité de poésie.

Les colonialistes ont probablement souvent raison quand ils disent : l'administration que nous faisons aux indigènes est meilleure que celle qu'ils se faisaient, ou celle qu'ils se feraient, si nous n'étions pas là. Mais ils ont tort de penser conquérir par cela le cœur des indigènes. Qu'ils soient indigènes ou non, les cœurs humains ne battent que pour l'indéfinissable, c'est-à-dire, en matière civile, pour *la politique*.

Si l'assimilation est manquée, il n'y a qu'une aspiration qui puisse faire palpiter les cœurs en pays conquis : l'aspiration à l' « Etat national ».

Cette aspiration est-elle raisonnable ? Non, puisqu'elle est précisément fondée sur ce qui est insaisissable à la raison.

Est-elle louable ? Pas forcément ni toujours.

Mais elle est *réelle*. Et l'on ne peut pas refuser d'en tenir compte sans tomber dans l'irréalisme, avec les catastrophes que cela comporte, forcément.

Devoir républicain

Qu'on nous permette, ici encore, une digression. Elle est importante, puisqu'il s'agit d'examiner le point du devoir républicain en face de ces aspirations nationales qui, nous venons de le dire, ne sont pas toujours, ni forcément, louables.

Dans quels cas les républicains doivent-ils soutenir les aspirations nationales ? Et dans quels cas doivent-ils, par républicanisme, s'y opposer ?

« *Vive la nation !* », criaient les premiers républicains. Le mot désignait alors le peuple, par opposition à l'Etat, l'Etat oppresseur. En sorte que le cri signifiait « *A bas l'oppression ! Vive la liberté !* »

Voilà le critérium majeur. Et celui qui est, en fait, quoique de façon voilée, reconnu.

Au XIXe siècle, il paraissait évident que les Polonais auraient plus de liberté s'ils échappaient aux tyrannies russe, prussienne et autrichienne (6). Les républicains, dans l'Europe entière, furent donc résolument pour l'indépendance de la Pologne.

Par contre, au XXe siècle, quand il s'est agi, entre les deux premières grandes guerres, d'attacher à l'Etat allemand certains groupes d'Allemands, les républicains furent réticents, ou divisés. Il s'agissait de substituer à des régimes de liberté assez large des régimes d'oppression certaine. (Le chef de l'Etat allemand s'appelait alors Hitler.) Les républicains, en majorité, disaient que cette considération devait l'emporter sur la considération nationale. D'autres républicains, d'indéniable vertu, disaient le contraire.

Il me semble aujourd'hui que les premiers avaient raison. Le gros argument des seconds était la *volonté* des Allemands en question. Ces Allemands auraient eu la volonté d'être rattachés au Reich allemand. Ceci appelle bien des réserves. On connaît le germanisme des Allemands, bien sûr, et le goût pour l'Etat centralisé que beaucoup d'entre eux ont manifesté au XIXe siècle. Mais on connaît aussi le particularisme dans lequel ils se sont, à peu près tous, complus, jusqu'à l'hégémonie prussienne. En vérité, au moment des Anschluss, le jeu était faussé. Le choix populaire avait cessé d'être libre, du moment que l'une des décisions possibles devait entraîner des persécutions.

Les Allemands des Sudètes, par exemple, en septembre 38, sentaient bien qu'Hitler allait gagner, au moins temporairement. Ils voyaient le dispositif d'invasion allemand et sentaient la faiblesse anglo-française. Dans ces conditions, ceux qui auraient manifesté des sentiments antihitlériens étaient sûrs d'être martyrisés peu de temps après : les sentiments antihitlériens ne se manifestèrent pas. Il en est de même de façon certaine, quoique moins nette, pour le plébiscite de la Sarre en 1935. Les votants savaient qu'en cas de vote final antihitlérien, les prohitlériens ne seraient pas inquiétés. Mais avec le résultat inverse, les antihitlériens étaient sûrs d'être persécutés. La propagande prohitlérienne fut donc seule à être vraiment libre. Hitler eut donc son plébiscite à 95 %, ce qui est le pourcentage habituellement obtenu par les dictateurs, et ce qui est précisément une proportion

(6) Et cette apparence a été vérifiée. Même sous le régime « des colonels ». les citoyens de la Pologne indépendante ont eu plus de liberté que sous les régimes russes antérieur et postérieur.

trop forte pour que l'on puisse croire à la liberté des consciences.

Entre le cas de la Pologne au XIXe siècle et celui des Anschluss allemands au XXe, il y a des cas beaucoup moins nets. Celui de l'Irlande, par exemple. Il est sûr que les Irlandais de 1920 ne devaient pas avoir plus de liberté sous un régime irlandais que sous le régime britannique tel qu'il était devenu. Les choses étant à égalité du point de vue liberté, l'élément sentimental pouvait sans danger entraîner la balance : les cœurs républicains furent avec le maire de Cork.

Il est par contre des cas où les républicains doivent être catégoriquement opposés à la position nationalitaire. C'est quand elle entraîne oppression. Les Tchèques ont été de bons nationalitaires, fidèles à la doctrine du territoire national pour l'Etat national quand ils ont expulsé les Allemands des Sudètes. Ils n'en ont pas moins fait un crime, et plus encore les Polonais en Allemagne orientale et les Juifs en Israël, — sans parler de Staline en pays baltes, république allemande de la Volga et bien d'autres lieux. La révolte des minorités nationales contre le pouvoir central, après avoir connu, grâce aux efforts du XIXe siècle, un presque triomphe se trouve aujourd'hui transformée en son exact contraire : la destruction des minorités par l'Etat national. Devant ce renversement dialectique de la situation, les républicains ne sauraient plus être systématiquement nationalitaires.

ELEMENTS DE LA DIFFERENCIATION NATIONALITAIRE

Sur quoi repose la conscience nationalitaire ? Quel est l'élément, ou quels sont les éléments qui déterminent un certain nombre de gens à se croire des gens particuliers ?

Comme toutes les croyances, cette conviction-là peut être fondée sur des éléments très divers, réels ou imaginaires. Des différences réelles accentuées peuvent ne pas l'entraîner. Les montagnards berbères nord-africains diffèrent des « Arabes » par le genre de vie (sédentaires), par le type physique, par la langue. Cependant, il n'y a pas de « conscience berbère ». Loin d'engendrer un orgueil, ces particularités-là engendrent plutôt une certaine honte et le désir de se départicularisier.

Parfois la « conscience nationale » ne repose sur rien du tout, n'ayant pas d'autre origine qu'un événement historique qui aurait pu ne pas exister, fait de hasard ou artificiel. Exemple : la Syrie. Au temps du mandat français, la propagande arabe disait que l'Etat syrien créé par les impérialistes était artificiel, que la réalité était une unité arabe et que les impérialistes avaient divisé pour régner. La propagande arabe avait raison. Or, l'impérialisme disparu, l'Etat syrien continue. On n'a vu se réaliser aucun des projets d'union arabe : ni « grande Syrie », ni « croissant fertile », ni grande Arabie.

L'Etat syrien continue, et cela malgré toutes sortes de difficultés : malgré, par exemple, qu'il soit en guerre économique avec l'Etat libanais, alors que le Liban est son fournisseur et transitaire naturel. Il continue si bien qu'il est arrivé à développer un attribut inséparable de l'Etat indépendant, je veux dire un *impérialisme :* le grand reproche qu'il fait à la France du mandat, c'est d'avoir cédé à la Turquie le sandjak d'Alexandrette, cession fort défendable du point de vue des nationalités et à laquelle avaient applaudi, en France, les « gens de gauche » (7).

Cet Etat si artificiel continue à être... probablement parce que « tout être tend à persévérer dans l'être ». L'être, en la circonstance, c'est le personnel gouvernemental : ce personnel réalise que dans un petit Etat syrien, les chances de devenir ministre sont beaucoup plus grandes qu'elles ne le seraient dans un grand Etat arabe. Il en va de même en Transjordanie. Et voilà comment se maintient, au grand dépit de Bagdad, un découpage dans lequel les impérialistes ne sont plus pour rien.

Religion

Ne quittons pas l'Orient sans examiner les rapports de la religion et de notre sujet.

La religion est-elle un facteur nationalitaire ? La nation postule-t-elle une communauté de religion ?

A considérer les pays d'Europe, on serait tenté de répondre *non*. Mais il n'y a là qu'apparence. Les gens d'un pays comme la France, par exemple, ont pratiquement tous la même « religion », si l'on peut dire : à base d'indifférence (8).

La religion est devenue si peu de chose en Europe que, loin que la religion fasse les nations, c'est souvent le contraire qui est vrai : c'est la nation qui fait la religion. Irlandais et Polonais sont restés catholiques romains, en grande partie parce que leurs oppresseurs nationaux avaient cessé de l'être, s'étant dotés de christianismes nationaux.

Mais il n'en va pas de même en Orient.

La religion tient dans la vie des peuples d'Orient une place toute différente ! Une place si importante qu'on peut dire à la fois que la religion fait les nations et qu'elle les empêche d'être.

Il est certain qu'il y a non pas une nation libanaise, mais deux : la musulmane et la chrétienne.

---

(7) Autre exemple d'impérialisme d'un peuple à peine libéré : la revendication égyptienne sur le Soudan. Les Anglais, au Soudan, font tout ce qu'ils peuvent pour que le pays soit bientôt dirigé par des Soudanais. Ils ont créé des assemblées où ils font faire aux indigènes l'apprentissage de la fonction parlementaire et ils nomment le plus possible de fonctionnaires indigènes. Ainsi, en 1932, au cours d'une navigation à Port-Soudan, pour les formalités d'arraisonnement du navire, les contrôle et mouvement des passagers et marchandises, je n'avais vu, dans ce port, que des fonctionnaires britanniques. Or un ami passé par le même point en 1947 m'a dit n'avoir vu que des fonctionnaires soudanais. Devant cette politique soudanaise de l'Angleterre, les Egyptiens sont furieux. Le Soudan ne devait pas, à leur point de vue, devenir autre chose qu'égyptien !

La raison par laquelle les Egyptiens prétendent justifier cet impérialisme paraît très faible : ils veulent le contrôle des sources du Nil. Comme si, même avec beaucoup de malveillance, il était possible d'empêcher les eaux d'aller se jeter à la mer ! Au reste, il y a d'autres « fleuves internationaux » dans le monde ; et, de toutes façons, il paraît plus sage de faire traiter les questions d'hydraulique par des ingénieurs hydrauliciens que par les passions politiques.

...Après l'impérialisme externe, il est un autre critérium de l'indépendance réelle d'un Etat : l'**impérialisme interne**, l'existence de minorités qui s'estiment nationalement opprimées par lui. Ainsi l'Etat pakistanais est vraiment un Etat indépendant, puisque c'est à lui que les Pathans imputent aujourd'hui leur oppression et l'inexistence du Pathanistan. Dans le flux verbal de la gauche vulgaire, une formule revient souvent : « Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ». Quelle blague ! Si, au lieu de « peuple libre », qui ne veut rien dire, nous disons Etat indépendant, c'est presque exactement le contraire qui est vrai. **L'accusation d'oppression faite à un Etat par une minorité nationale prouve l'indépendance effective de cet Etat.** Quand il y avait encore aux Indes un vice-roi, Pathans et Sikhs accusaient d'oppression non les autorités locales, mais l'Angleterre.

(8) Les églises ne se sont pas vidées, constate Seignobos dans une étude de la société contemporaine, mais « **la religion n'intéresse plus les intelligences** ». Soyons sûrs qu'elle intéresserait les intelligences, si elle remplissait les cœurs.

Deux nations avec leur conscience nationale, leurs haines nationales, leur solidarité nationale et leurs hiérarchies nationales, le tout sur un même territoire. Et nous, Français, nous n'admirerons jamais assez la souplesse et l'intelligence libanaises, qui ont su, sur cette base qui semblait appeler toutes les scissions, construire et faire vivre un Etat binational unique !

L'Inde a eu plus de chance. Elle a pu échapper aux difficultés de l'Etat binational. Les musulmans n'étant pas épars dans le pays, mais, en très forte proportion, groupés au débouché des passes de l'Himalaya, on a pu, en un an de massacres et de refoulements, grouper territorialement musulmans et non-musulmans et couronner le tout par deux Etats nationaux, celui du Pakistan et celui du Bahrat.

Par contre, il est très vrai de dire que le sentiment religieux, au degré qu'il atteint souvent en Orient, s'oppose au sentiment national. L'Islam, par exemple, ne reconnait que deux catégories d'êtres humains, les *soumis* (Islam veut dire soumission) et les autres. L'ensemble des soumis forme la *oumma* (la communauté, les gens de la même source) et, jusqu'au XXe siècle, il n'a jamais été question de la fractionner. L'histoire offre maints exemples de musulmans qui, originaires d'Afrique du Nord, remplissaient des fonctions en Syrie ou à Bagdad, ou l'inverse. « *Il n'y a qu'un nom pieux* », a dit le prophète, « *qui puisse constituer parmi les musulmans un élément distinctif.* » (9).

Le temps présent est caractérisé par l'apparition, en Orient, de multiples Etats nationaux. Si étonnant que cela paraisse, on en est encore à attendre une étude sérieuse de leurs origines, la détermination judicieuse des influences, internes et externes, auxquelles ils doivent leur naissance.

Il est en tout cas, pour l'observateur occidental, une faute élémentaire à éviter : c'est de croire que ces nationalismes tout nouveaux sont exactement superposables à ceux qui se sont constitués en Europe à partir du XVe siècle. Le succès actuel de la fragmentation ne doit pas faire perdre de vue que persiste, sous-jacente, la tendance permanente de l'Orient à l'assemblement, à la constitution d'empires allant, au moins, de la Perse au Magreb, — chose que les Ottomans ont remarquablement réalisée, après Alexandre.

Langue

Et la langue ? Les langues font-elles les nationalités ? Résultent-elles, au contraire, des nations ? Encore une fois, il faut répondre *oui* et *non*.

La Belgique chevauche, sans grandes difficultés, la frontière phonétique du germanisme. On dira que c'est une nation artificielle. Elle n'en est pas moins vivante. Et dans la petite Suisse, qui n'est pas artificielle, il y a trois frontières phonétiques.

Cependant, il est vrai que, parfois, les gens qui connaissent une même langue se sentent, par cela, différenciés du reste des hommes et conçoivent, de ce fait, une certaine solidarité. *L'arabisme*, par exemple, n'est pas initialement un phénomène politique, ou un phénomène islamique, mais un phénomène linguistique. La preuve, c'est qu'il est la création d'Arabes non musulmans. Ce sont des Libanais chrétiens, arabophones, qui firent au début de ce siècle la Défense et illustration de la langue arabe. (On doit notamment retenir les noms de Béchara Takla et de Cheikh Ibrahim el Yazigi, auteur de l'appel « Arabes, réveillez-vous ! »). Après quoi, ils créèrent une presse arabe, notamment le fameux *El Ahram* (« Les Pyramides »), fondé au Caire en 1913.

Ces arabophones chrétiens rêvaient d'une unité des arabophones sans distinction de race ni de religion. De même que s'étaient unis les gens de langue germanique et ceux de langue italienne, de même il devait y avoir une unité des arabophones. C'est l'idée qu'ils entendirent proclamer pour le monde entier en 1910 par la représentation à Paris de l'opéra *Antar*, œuvre de l'un d'entre eux, Choukri Ghanem — pièce non pas en arabe mais en français, car, bien entendu, ces arabophones libanais parlaient aussi français, grec, turc et italien.

Les progrès de l'arabisme en ont, comme il est naturel, modifié le sens initial. L'arabisme est aujourd'hui beaucoup plus politique et islamique que phonétique. Mais l'élément initial est loin d'avoir disparu. Un journaliste tunisien rêvait, il n'y a pas longtemps, de « l'union de ceux qui savent prononcer le dâd ». (Il s'agit d'une consonne dentale emphatique que seuls peuvent prononcer correctement ceux qui l'ont entendue à l'âge où se forment les premiers mécanismes de phonation.)

A quoi tient ce caractère unissant de la langue arabe ? Comment se fait-il que les gens qui la connaissent bien et l'aiment se sentent différents des autres hommes et quelque peu semblables entre eux ?

Je réponds sans hésitation. Cela tient à la difficulté de la langue arabe. Et, plus précisément, *à l'imperfection de son système graphique*. La grammaire arabe, j'entends l'arabe classique, n'est pas simple. Elle est riche et nuancée. Mais elle n'est pas plus *difficile* que celle d'une des bonnes langues indo-européennes. C'est la graphie de cette langue sémitique qui est épouvantable. Je suis loin de défendre nos graphies du français et de l'anglais. Mais celle de l'arabe est encore beaucoup plus mauvaise. « L'arabe est un fleuve de voyelles », dit Renan. Or, de ce fleuve, toutes les molécules liquides disparaissent avec l'écriture ; il ne reste que les rochers. En sorte qu'un mot étant écrit, le meilleur arabisant ne peut le lire que si on lui a dit comment il se lit. Encore cela ne suffit-il pas puisqu'un ensemble de consonnes peut se voyeller de différentes façons dont plusieurs ont des significations connues du déchiffreur et parmi lesquelles il lui faudra choisir. Il choisira alors en s'aidant du contexte, lui-même composé d'ensembles de consonnes entre les prononciations desquelles il lui faudra choisir. Il choisira, le plus souvent, non en s'aidant de nouveau du contexte, mais de la prononciation connue de la phrase, prononciation qui lui a été inculquée durant les heures de l'école coranique. D'où le temps très long qu'il faut pour apprendre à *lire* l'arabe — et quand je dis « lire », le mot ne doit pas être pris au sens qu'il a couramment pour les Français, puisque cette lecture n'implique pas compréhension.

C'est à vrai dire une étude qui n'est jamais finie. Un peu comme celle du chinois. Et c'est pourquoi, en pays musulman, quand on vous parle d'un homme qui a beaucoup étudié, on ne vous dit jamais « c'est un savant », mais « c'est un lettré ».

Il est inutile de souligner combien un tel système graphique est mal compatible avec le progrès. Le temps passé à apprendre à lire n'est pas disponible pour autre chose. Pendant ce temps l'in-

(9) La lettre ayant, comme il est naturel, tué l'esprit, cette parole du prophète se trouve avoir donné naissance à deux institutions, ou pratiques, directement contraires à l'égalité qu'elle impliquait. Ce sont : 1) une **noblesse** musulmane, celle des chorfa, le **chérif** étant réputé descendant du prophète ; 2) le **maraboutisme**, cette pratique qui s'épanouit en Afrique du Nord, selon laquelle un personnage est saint (marabout) de façon héréditaire, indépendamment de sa conduite. Il suffit qu'un homme ait un ancêtre réputé saint pour qu'il soit assuré de vivre, sans travailler, des dons que lui feront, obligatoirement, les fidèles qui ne sont pas marabouts.

telligence n'a pas été nourrie. Cependant à cause de l'effort même qu'il a fallu faire, les gens qui ont fait cet effort désirent une situation sociale qui les distingue de ceux qui ne l'ont pas fait (10).

D'où une société statique et quelque peu mandarinale.

Comme on comprend Mustafa Kemal ! Quand il a voulu lancer la Turquie sur la voie du progrès, il l'a dotée d'un système graphique non seulement voyellé, mais phonétique.

Ainsi l'arabisme, aspiration au progrès, est basé sur l'amour d'une langue qui se trouve être, par elle-même, un obstacle au progrès. Ceci est une des petites contradictions internes de l'arabisme.

Cependant, si la langue est quelquefois un facteur de nationalisme, c'est, dans la plupart des cas, le contraire qui est vrai : *c'est la nation qui fait la langue.* Quand des hommes se sont, pour une raison quelconque, estimés différents de tous les autres hommes, ils veulent un langage qui ne soit compris que d'eux seuls, qui soit *étranger* à tous les autres hommes... Les exceptions sont rares. Il y a celle des colons européens en Amérique et celle des esclaves français révoltés en Haïti. Encore ces derniers parlent-ils un « créole » pratiquement incompréhensible aux Français.

Au début du nationalisme juif, « aucun Juif ne savait assez d'hébreu pour prendre un billet de chemin de fer ». Le sionisme fabriqua donc, à partir de l'hébreu, une langue « moderne » dont il imposa l'étude à ses adhérents et qui devint la langue officielle d'Israël.

Il en est allé exactement de même aux Indes. Une nation indienne a pu naître parce que l'impérialisme britannique a doté le subcontinent d'un Etat, de voies de communication et d'une langue commune, l'anglais. Mais l'anglais est une langue qui a le défaut de ne pas être comprise que des Indiens. Aussi la Constitution de l'Inde, devenue indépendante, prescrit-elle que l'anglais ne sera toléré que pendant quinze ans encore, après quoi il sera remplacé par une langue nouvelle, particulière aux Indiens : une fabrication à base d'indoustani, l' « *hindi* ».

L'influence du nationalisme arabe sur la langue arabe est du même genre. L'amour de la langue arabe a fait l'arabisme. Mais l'arabisme a modifié la langue arabe. Les arabophones chrétiens, qui ont créé une presse arabe en Orient au début de ce siècle, ont eu besoin d'une langue pour réussir cette nouveauté. Ils l'ont créée : un arabe modernisé, qui n'est ni l'arabe du Coran, ni aucun des dialectes dans lesquels s'est transformée, selon les longitudes, cette langue morte. Les Français l'appellent l' « arabe de presse ». Transmis par radio, ou par quelques films venus d'Egypte, il jouit d'un grand prestige aupres des musulmans du Maroc, qui n'y comprennent rien.

... Ces observations sur les rapports des langues nationales et des mouvements nationaux nous permettent peut-être une parenthèse sur le sujet de la « langue internationale »... et de son échec.

Le docteur Zamenhof a fait une construction linguistique tout à fait remarquable. Mais celle-ci n'a connu, pratiquement, aucun grand succès. Comment cela se fait-il ?

Eh bien nous avons vu que c'est l'Etat national qui fait la langue nationale. Il faut au moins un embryon d'Etat national, comme en est un le mouvement arabiste. Il est probable qu'il en va de même pour la langue internationale et qu'en voulant commencer par la langue, les espérantistes ont mis la charrue devant les bœufs. *Ce n'est pas la langue internationale qui fera la communauté des hommes, mais l'Etat mondial qui fera la langue internationale.*

Rien ne dit d'ailleurs que ce sera l'espéranto. Churchill a déjà parlé du « basic english »... A quoi le président de la République chinoise a répondu que le *basic*, c'est évidemment très bien, mais qu'il y a bien mieux que le *basic* préconisé par Churchill : il y a le *basic* chinois.

Espérons, en tout cas, qu'il ne s'agira pas de quelque paléoslave modernisé.

(10) Et cela justifie, dans une certaine mesure, les situations les plus élevées. Quand l'imam Yahia régnait sur le Yémen, temps qui n'est pas si lointain, puisque l'assassinat du personnage n'est que de 1948, le **Journal officiel** du royaume, qui paraissait une fois par mois, publiait chaque fois une pièce de vers de Sa Majesté.

Cas particulier de l'Algérie

Il est peut-être temps d'infléchir nos réflexions sur le cas particulier de l'Algérie, puisque nous avons trouvé leur point de départ dans une erreur de prévision relative à l'Algérie.

Napoléon III s'est trompé en croyant qu'une politique paternaliste entraînerait l'entrée enthousiaste des Algériens dans la patrie française. Après cent ans, l'Histoire a jugé le point. « *Cette nation guerrière, intelligente* », comme il disait, ne veut pas être confondue avec la nation française. Son histoire, depuis la terrible conquête, est avant tout celle d'une *résistance* à l'assimilation, d'un maintien résolu de ses caractères nationaux.

Faut-il donc, en Algérie, adopter une politique nationalitaire ?

Et est-il possible de le faire après cent ans d'une politique opposée ?

Avant tout, débarrassons-nous d'une objection : celle qui nie la nation algérienne.

Il est bien vrai que la « nation algérienne » n'existait pas il y a cent cinquante ans. Mais *les Français l'ont faite !* A des gens qui n'avaient pas la notion d'Etat national, ni de territoire national, les Français ont apporté frontières et Etat. Ils ont en même temps suscité dans la population indigène une conscience extrêmement vive de ce qu'elle a de particulier. Que faut-il de plus ? Nous avons là absolument tous les éléments d'un « nationalisme ».

Le nationalisme algérien, c'est le désir des indigènes de voir l'Etat algérien recruté de telle façon qu'ils aient la conviction, eux indigènes, que le souci primordial de cet Etat soit leur bonheur, à eux indigènes (1).

PAS DE BONNE SOLUTION

Quelle est donc la conduite à tenir pour un républicain ?

La vérité, c'est que la situation est telle qu'il est

(1) Certains Français d'Algérie, dans leur haine et leur crainte de tout ce qui est indigène, refusent d'employer le mot de nationalisme algérien. L'Histoire ne connaissant pas de nation algérienne, on ne pourrait aujourd'hui parler que de « séparatisme » algérien. Le tour est extrêmement faible, confirmant ce qu'il veut nier : puisque tout nationalisme a précisément pour base une volonté de séparation.

impossible, pour un républicain, de formuler une *bonne* conduite à tenir. Cent vingt ans d'un comportement conquérant souvent odieux et toujours aveugle ont créé une de ces situations où, comme dit la science, *toutes les solutions sont mauvaises.*

Nationalisme pur et simple ?

Pour déterminer la conduite à tenir, emploierons-nous la pierre de touche que nous avons précédemment discernée pour le devoir républicain en face d'un nationalisme, la pierre de touche de la liberté ? Cela revient à demander : les Algériens auraient-ils, sous un Etat algérien issu des indigènes, plus de liberté que sous un Etat algérien dirigé par des Français ?

Il est extrêmement probable qu'il faut répondre « *non* ».

Issu d'une masse qui est, dans sa grande majorité, totalement incivique, un tel Etat ne pourrait être que dictatorial, ou impuissant. Despotisme tempéré par l'anarchie, alternance de dictature et d'anarchie, voilà ce que donnerait, selon toute vraisemblance, un Etat algérien issu des masses algériennes. Et c'est ce qui fut, en fait, pendant la bagatelle de treize siècles, entre Rome et les Français — c'est-à-dire, selon l'optique populaire indigène, entre le départ des Romains et leur retour, puisque « roumi » veut dire romain... On ne peut pas ne pas être frappé du caractère *statique* de cette société présaharienne : agitée, mais comme la mer, restant au même niveau, ignorant ce mouvement interne des sociétés développées sur la rive nord-méditerranéenne, mouvement interne plus ou moins rapide mais très discernable, qu'on nomme « progrès » et qui fait penser à la croissance d'un animal, ou d'une plante.

Dans les deux circonstances où les Etats de la rive nord-méditerranéenne ont étendu leur influence sur la rive Sud, ils se sont heurtés au même problème : incorporer une société statique dans une société en progrès, unir une société née de la steppe à une société qui a fait la Ville et l'Etat. C'est un peu le problème de prendre de l'eau dans un panier. Rome ne l'a pas résolu.

On ne le résoudra pas non plus, en imaginant, pour les besoins de la cause, que la société steppique va sécréter un Etat de type romain, — ce qui est le postulat de la thèse nationaliste.

Un républicain ne peut donc pas être automatiquement nationalitaire en Algérie, ni l'être à fond.

Il ne peut cependant pas non plus être le contraire. Il doit reconnaître la réalité du sentiment particulariste indigène et savoir que c'est blesser les indigènes que de considérer ce sentiment autrement qu'avec respect. Si, par application stricte de la pierre de touche « liberté », il se déclare catégoriquement antinationalitaire, il risque fort de ne pas être compris des indigènes et d'être taxé d'impérialisme. C'est arrivé vingt fois à tous les partis français « de gauche », en Algérie.

Il est d'ailleurs certain qu'il y a des cas nombreux où la soudaine intransigeance sur le point de la liberté humaine masque un colonialisme sans humanité.

Comment les indigènes feront-ils la différence ?... Peut-être le point différenciateur est-il dans le domaine de la culture et du rêve. Il y a dans le particularisme algérien une large part d'arabisme, — et peut-être même beaucoup plus que d'algérianisme proprement dit. Si l'interlocuteur s'oppose à cet aspect-là aussi du particularisme, s'il met des entraves à la circulation des idées et des personnes entre l'Algérie et le monde arabe, pas d'hésitation : on n'a pas affaire à un prudent républicain véritable, mais à un colonialiste trouillard.

C'est le cas, par exemple, du Gouvernement général de l'Algérie.

Un régime de communautés ?

Sur la terre de contrastes qu'est l'Algérie, il est en même temps très vrai que le nationalisme algérien est une réalité et que c'est irréalisme de croire à son succès.

Comment cela se fait-il ?

La réponse est banale depuis les travaux de Gautier.

M. Gautier est peut-être léger quand il identifie Numides et nomades. Il n'est pas moins vrai qu'il a fait une remarque extrêmement importante en signalant l'opposition de deux groupes humains, aux façons de vivre opposées, que connaît constitutionnellement l'Afrique du Nord : la société des sédentaires et celle des nomades. Toute l'histoire de l'Afrique du Nord est celle des variations d'influence de chacune de ces sociétés. Quand les sédentaires peuvent s'appuyer sur la force d'un Etat, le nomadisme recule. Quand cela cesse d'être le cas, le nomadisme avance, et presque jusqu'à la mer (2).

Or ce sont les sédentaires qui sont aptes à développer une civilisation comprenant cités et Etat. Pour des raisons évidentes, les pasteurs de la steppe et du pré-désert ne le sont pas. Le problème de la nation algérienne postule donc que les sédentaires de la petite bande littorale soient assez forts pour imposer leur volonté aux gens du grand arrière-pays.

L'observation montre que de Rome aux Français la condition n'a pas été réalisée.

Par contre, quand les Etats du Nord de la Méditerranée peuvent faire sentir leur force sur la rive Sud, la condition de la naissance d'un Etat se trouve réalisée.

Mais elle est réalisée de telle sorte que la solution du problème algérien se trouve non pas avancée, mais reculée ! Il y a en effet, dès lors, sur le territoire, non pas une mais deux nations, l'Africaine et l'Européenne. Le problème des contradictions internes du monde indigène se trouve voilé par celui de la coexistence de deux nations, sur le même territoire.

Seuls les Libanais ont résolu un problème de cette sorte, le problème d'un Etat unique issu de deux nations mêlées.

Il faudrait donc aux Algériens une souplesse de Libanais. Il ne me semble pas que les Algériens d'origine indigène aient cette qualité. Et je suis bien sûr que les Algériens d'origine européenne ne la possèdent pas. Ceux-ci ont des qualités : intelligence pratique, travail, brutalité, peu de scrupules, en somme les qualités qui font une bonne efficience dans la lutte contre la nature et contre les hommes, mais qui excluent précisément la qualité recherchée, qui est une qualité de conciliation. On

---

(2) En Cyrénaïque, il y a une région littorale qui se prête à la sédentarité. La colonisation italienne s'y était établie. Quand, au cours de la deuxième guerre mondiale, les troupes de l'Axe furent défaites par Montgomery, les colons italiens prirent peur et fuirent en Italie, abandonnant leurs établissements. A un voyageur qui a vu le pays en 1950, je posai la question, immanquable de la part d'un Occidental : « Qu'est-ce que ça devient, les exploitations agricoles ex-italiennes ? ».

— **Eh bien, l'homme est dans sa tente, à côté de la maison. Et les chèvres sont dans la maison, dont portes et fenêtres ont depuis longtemps servi à faire du feu.**

Je ne certifierai pas l'exactitude de la notation ; mais elle me paraît très vraisemblable. Recul de la sédentarité devant le nomadisme

ne voit guère en Algérie que les Juifs pour posséder la souplesse qu'il faudrait, souplesse libanaise.

Encore les Libanais sont-ils favorisés par le fait que les deux nations sont, chez eux, pratiquement à égalité numérique. Ceci favorise la répartition des fonctions : à l'une des nations la présidence de la République, à l'autre la direction du gouvernement, etc. Les Libanais sont d'ailleurs constamment à évaluer, sur des balances de grande sensibilité, les forces respectives des deux nations, toujours prêts à réclamer, pour leur nation, une fonction de plus, s'ils peuvent présumer quelque augmentation de son poids spécifique.

Il n'en va pas du tout de même en Algérie. L'inégalité numérique des nations coexistantes est très grande — de l'ordre de 1 à 10 — et sans aucune perspective d'égalisation.

On ne peut donc pas, autrement qu'en passant, rêver pour l'Algérie d'un régime de type libanais, régime de « communautés », coexistence de communautés nationales organisées et largement autonomes.

Socialisme ?

La situation se complique encore, en Algérie, du fait qu'il y a différenciation dans les fonctions.

C'est la nation la moins nombreuse qui assume les *fonctions de direction*.

Ceci, aussi bien dans le domaine de la production que dans celui de l'administration. Il n'y a guère que la production du mouton qui reste entre des mains indigènes. (Ceci se conçoit aisément d'une population fille de la steppe.) Encore ceci cessera-t-il d'être vrai le jour où les « Européens » s'aviseront des méthodes australiennes de production lainière.

La différenciation raciale (le langage populaire d'Algérie ne connait pas les nations, mais les « races ») apparait ainsi coïncider avec une différenciation de *classes*.

Qu'est-ce qu'une « classe sociale » ?

Le marxisme vulgaire base sa différenciation sur le point de la propriété des moyens de production et particulièrement sur l'aspect juridique de cette propriété. L'entrepreneur privé est un « bourgeois », mais les hauts fonctionnaires à qui, après socialisation, on confie son entreprise ne sont pas des bourgeois, même s'ils sont beaucoup plus riches que n'était le bourgeois et s'ils prélèvent beaucoup plus de plus-value sur le prolétariat, — ce qui peut arriver, par exemple, du fait de l'inefficience de la gestion administrative.

Plus satisfaisante est la considération des fonctions. Il y a deux catégories essentielles de fonctions sociales : les fonctions d'exécution et celles de direction. Un tirailleur marocain peut ne pas être dépourvu de tout bien au soleil. Le général, ou maréchal, qui a haute autorité sur les troupes marocaines peut ne pas avoir autre chose que sa solde. Les deux hommes ne sont pas de la même classe. Mais ce n'est pas le tirailleur qui est le bourgeois.

Le prolétariat est la couche sociale dans laquelle se recrutent les exécutants. La bourgeoisie est la couche sociale de laquelle proviennent les gens chargés des fonctions de direction dans la production et l'administration. Bien qu'il combatte la revendication prolétaire, l'agent de police n'est pas un bourgeois. Le préfet de police, bien que peut-être pauvre, n'est pas un prolétaire. Bien que propriétaire, la paysannerie pauvre fait partie du prolétariat, puisque c'est elle qui fournit à l'industrie les ouvriers les plus exploités.

Dans ces conditions, la population européenne de l'Algérie apparait coïncider, presque sans bavures, avec la classe dirigeante de ce pays et la population indigène avec la masse exécutante et dirigée.

Les deux catégories de population coïncident avec les deux classes sociales discernées par le socialisme et dont le socialisme dit qu'il transformera l'antagonisme en harmonie sociale.

Ainsi la question des nationalités, ou des races, peut sembler s'effacer, en Algérie, devant la « question sociale ». La tentation est donc grande, pour un jeune homme d'Algérie qui commence à réfléchir, de tourner le dos aux difficultés de la question nationale en prétendant les résoudre indirectement, mais radicalement, par la solution de « la » question sociale, « *en faisant du socialisme* ».

Le malheur est que le socialisme ne tient pas sa promesse. Le socialisme dit : Laissez-moi faire l'expropriation et tout sera fait ; il y aura la société et la production fraternelles, sans classe dirigeante ni classe dirigée. Or quand le socialisme est à l'œuvre, les dirigeants indépendants sont remplacés par une hiérarchie de dirigeants et *les exécutants restent exécutants comme devant* — pas moins prolétaires (Angleterre) et quelquefois encore moins libres et plus exploités (Russie).

Incapable de résoudre la question des fonctions sociales, le socialisme politique et messianique ne résoudra donc pas non plus, en Algérie, la question des couches sociales dans lesquelles s'incarnent ces fonctions, ne résoudra pas la « question nationale ».

Réformisme ?

Cependant, il est un autre aspect du socialisme, l'aspect non politique, la lutte contre la misère, l'élévation du niveau de vie des pauvres gens (3).

Quiconque a passé vingt-quatre heures en Algérie a été frappé par la misère indigène, misère apparente dans le vêtement, dans l'habitat, dans la qualité — si l'on peut dire — de certaines nourritures exposées à la vente. Une misère qui dépasse énormément celle qu'on peut voir en Europe occidentale, même en Espagne et en Italie, et qui ne se comparerait qu'à celle de la Russie (4).

Voir dans cette misère coloniale l'œuvre du colonialisme, c'est facile. Et, aussi, de conclure : *le devoir humain est de défaire l'œuvre criminelle, de supprimer la misère.*

Un militant syndicaliste parisien, sans connaissances coloniales, mais de très bonne clairvoyance et grande expérience m'engueulait un peu en 1950: « Tout ce que vous avez fait depuis trente ans, vous, les camarades algériens, vos études, enquêtes, réflexions, ça ne rime à rien du tout. Ce qu'il fallait faire, c'était combattre cette misère, empêcher ce sous-prolétariat ! »

Il n'avait pas tort, ce camarade. Les réflexions, à moins qu'elles ne soient très bonnes, ça ne sert qu'à celui qui réfléchit. Tandis que supprimer la misère, ça, c'est quelque chose ! Et si je suis fidèle syndicaliste, c'est précisément parce que le syndicalisme est, dans une certaine mesure — et une mesure parfois large — un remède contre la mi-

---

(3) Je place ce paragraphe sous le mot de « réformisme », car le socialisme apolitique est forcément réformiste, quoi que prétende le « syndicalisme révolutionnaire ».

Quand le syndicat réclame « tout le pouvoir », il ne peut plus se dire apolitique. Il est devenu l'organe par lequel on pense faire passer une espérance messianique sur le plan des réalités politiques.

(4) Un militant syndicaliste procommuniste parisien, qui est beaucoup allé en U.R.S.S., voyageait un jour en Algérie avec des syndicalistes locaux A Miliana, il aperçoit un ensemble de gourbis, habitations, si l'on peut dire, des ouvriers loqueteux qui travaillent aux mines de fer. « Tiens, dit-il, ça me rappelle la Russie ! ».

sère. Ce n'est pas le facteur principal de l' « élévation du niveau de vie », mais c'est un facteur indispensable, vu l'égoïsme des hommes, ou des organismes, à qui incombe la répartition des biens.

Lutter contre la misère par le socialisme réformiste apolitique, c'est-à-dire par l'action syndicale, voilà donc probablement la conception la plus satisfaisante du devoir républicain en Algérie.

Cependant le républicain qui adopte cette position doit se garder de deux dangers : une possible erreur de jugement au départ et une illusion quant au point d'arrivée.

L'illusion est qu'on peut aller très loin.

Quant à l'erreur de départ, elle pourrait être dans l'idée que la misère que l'on va combattre, l'horrible misère arabe est une conséquence de la colonisation.

A qui n'a vu que l'Afrique du Nord française, deux grands faits sautent aux yeux. Il y a impérialisme et il y a misère. Lier les deux faits l'un à l'autre, la misère à l'impérialisme, est une opération facile pour l'esprit, surtout si le cœur, c'est-à-dire quelque passion politique sous-jacente, y trouve son compte.

Cependant quand on a parcouru non pas la seule Afrique du Nord française, mais divers pays de la zone tempérée sèche, de l'Atlantique au Haut Indus, on a rencontré partout la même misère, qu'il y ait impérialisme ou non. On a rencontré partout des famines périodiques greffées sur un niveau de vie très bas (5).

On est alors porté à se demander si la généralité du phénomène n'implique pas autre chose qu'une cause politique et occasionnelle... On remarque que les plantes nécessaires à la vie poussent plus mal sur les terres où il ne pleut pas. Or toutes les terres dont nous parlons sont des terres où la pluviométrie est faible et irrégulière. Et, pour ma part — voyez comme je suis un esprit paradoxal — je suis arrivé à considérer qu'il n'est pas extraordinaire que dans le pré-désert, à la limite de la zone où l'homme ne vit pas, il vive *mal* (6).

Le voilà, le devoir républicain : faire pleuvoir ! Faire du syndicalisme *et* faire pleuvoir. Ne pas laisser diminuer la proportion de biens allant au prolétariat et augmenter la quantité de biens produits.

Cependant nous n'en avons pas fini avec la question du rapport impérialisme-misère. Les tenants du rapport de cause à effet ont un argument très fort, surtout en Algérie. C'est l'argument de l'*expropriation* : les indigènes sont dans la misère parce qu'ils ont été privés de leurs terres de culture par expropriation au profit de la colonisation.

En effet, pendant tout le XIXe siècle, une politique d'expropriation a été poursuivie en Algérie par les Français, soit par mesure de guerre, soit par répression politique — notamment après l'insurrection de 71 — soit par politique systématique d'établissement de colons.

Observons tout de suite deux choses :

1° A quoi a abouti cette politique d'établissement de colons ? A-t-elle abouti, comme on le désirait, à l'établissement d'une paysannerie française en terre d'Afrique ? Non. Elle a abouti à la constitution de grandes propriétés, véritables usines modernes de production de blé, ou de vin. C'est-à-dire que ce qui est arrivé, ce n'est pas ce que l'on cherchait, mais ce qui était dans le sens du progrès de la production. Quel qu'eût été son régime politique, une Algérie *en progrès* serait arrivée au même point : à la constitution des bonnes terres en grandes exploitations se prêtant à la culture moderne, soit possédées par des propriétaires, indigènes ou autres, soit gérées par des fonctionnaires. Mais, de toutes façons, la masse se serait trouvée écartée de cette production de haut rendement, à peu près comme elle l'est aujourd'hui ;

2° On considère que pendant le quart de siècle de la conquête, de 1830 à 1850, la population de l'Algérie a diminué. Mais depuis lors elle a augmenté, passant de 2 millions et demi au recensement de 1856 à 8 millions et demi en 1948. L'augmentation annuelle est actuellement de l'ordre de 2 %, soit la centaine de milliers, de quoi peupler, chaque année, au moins une ville comme Le Mans. On voit mal, dans ces conditions, à quoi servirait un retour en arrière, une division et distribution des terres autrefois expropriées. (L'opération est d'ailleurs utopique. On l'a bien vu en Russie : les domaines ont été divisés en parcelles, puis les parcelles ont été groupées en domaines.)

Reste à examiner l'argument des colons.

Les terres expropriées auraient été non pas des terres en culture, mais des terres en friche. On retrouve partout la légende des « marais de la Mitidja » transformés, par l'effort des colons, en la plus riche plaine d'Algérie (7). L'exagération est manifeste. Cependant considérons les deux villes situées aux extrémités de la plaine qui nous occupe, Blida et Alger. Dans leur partie indigène, ce sont de *petites* villes, évidemment trop petites pour absorber la production d'une Mitidja cultivée intensément. Donc la Mitidja devait être, avant la colonisation, moins cultivée qu'aujourd'hui... Il est une autre région d'Afrique du Nord où l'observation des faits est plus démonstrative encore. C'est la bande littorale atlantique, de Mazagan à Port-Lyautey. Cette région est aujourd'hui possédée par des colons : espagnols, français, portugais. Que font ces colons ? Du maraîchage. A quoi sert ce maraîchage ? Il sert : 1° à nourrir les 600.000 habitants de la ville de Casablanca, lesquels n'existaient pas avant la colonisation ; 2° à entretenir un courant d'exportation sur la France et l'Angleterre, exportation qui n'existait pas. Dans ces conditions, il paraît certain que les terres en question n'étaient pas maraîchères avant la colonisation et que, d'une

(5) Sauf en Egypte. L'Egypte a un niveau de vie très bas ; mais elle n'a pas de famines... L'Egypte présente un cas tout particulier dans la zone tempérée sèche. Bien qu'il n'y pleuve pas, elle a, comme l'Europe, **un sol arrosé**. Elle appellerait donc une civilisation de type européen. « **L'Egypte fait partie de l'Europe** », aiment répéter les Egyptiens... Cela a été vrai. Il est certain qu'au temps de Ptolémée, pour ne citer que ce nom, l'Egypte était partie du monde hellénistique. Mais il est arrivé que l'oasis a été envahie par des gens venus des déserts. Depuis lors, l'Egypte ne sait plus où elle est, partagée entre le sec et l'humide, entre le Coran et l'esprit d'examen, entre l'européanisme et l'arabisme. Les Egyptiens adoptent le code civil suisse. Mais ils tiennent les Egyptiennes rigoureusement voilées et parquées, même dans les tramways d'Alexandrie, dans des compartiments spéciaux, sous l'inscription **Haram** : défendu !

(6) A un voyageur qui a vu la Tripolitaine en 1950, on demandait, devant moi, quelle était la situation du pays, avec l'O.N.U., le Senoussi, l'indépendance et la question du Fezzan. Il commença ainsi : « **Eh bien, quand je suis arrivé dans le pays, il n'avait pas plus depuis trois ans** ». Ce narrateur n'est peut-être pas un génie politique. Mais j'ai admiré comment, par cette seule notation liminaire, il avait su donner l'essentiel d'une situation sud-méditerranéenne.

(7) Entre parenthèses on se demande où il a pu y voir des marais en cette plaine sèche... Il est possible que la réponse soit toute bête. Les colons souffraient de paludisme, qui est dit « fièvre des marais », alors qu'il sévit en bien d'autres lieux encore. Alors de cette endémicité « marécageuse », les gens qui écrivent sans savoir — ça existe — et qui se copient les uns les autres ont pu conclure à l'existence de marais véritables.

façon générale, l'argument des colons ne mérite pas d'être reçu seulement avec un mépris indigné.

Enfin, si nous considérons les trois pays du Magreb, il est certain que l'expropriation des terres a sévi davantage en Algérie qu'en Tunisie et plus en Tunisie qu'au Maroc. Or, dans les trois pays, la misère indigène est pratiquement aussi grande.

Il est donc très probablement léger d'attacher la misère nord-africaine à une cause occasionnelle, politique et récente.

Espoirs limités

Le point à examiner maintenant est : Que peut-on attendre du réformisme économique pour l'élévation du niveau de vie en Afrique du Nord ?

On ne peut pas en attendre de miracle.

Quand Ricardo, et ensuite Marx, ont défini le salaire comme ce qui est nécessaire au travailleur pour vivre et se reproduire, ils n'ont pas dit quelque chose de bien précis. Autant aurait valu dire que le salarié ne fait pas d'économies.

Quelles que soient les latitude et longitude, les organismes humains ont besoin d'un nombre de calories sensiblement égal. Cependant ce que les hommes estiment « nécessaire pour vivre » est très variable selon les régions. On ne réduira pas les Français à un régime d'hindous ou de musulmans ; on ne contraindra pas les travailleurs américains à marcher nu-pieds.

Il y a donc, selon les contrées, des différences considérables dans le salaire « minimum ».

A quoi tiennent ces différences ?

Eh bien, n'oublions pas que le prolétariat se recrute dans la paysannerie, dans la partie la plus pauvre de la paysannerie. Si l'on offre, sous forme de salaire, au paysan en voie de prolétarisation, un revenu inférieur à celui qu'il aurait en restant sur sa terre, il ne se prolétarisera pas. Mais si le revenu offert est supérieur au revenu de la terre, l'opération se fera, le paysan se prolétarisera. Et il n'est pas nécessaire que le revenu soit très supérieur ; un peu suffit.

Il y a donc, dans chaque pays, correspondance entre le salaire industriel minimum et la condition des cultivateurs les plus défavorisés. En France la paysannerie a, au cours du XIXe siècle, abandonné l'exploitation des terres les moins bonnes. Parallèlement le salaire industriel a monté. Contrairement à ce que pensent superficiellement beaucoup de salariés — ils sont bien excusables — ce n'est pas le salaire industriel qui fait le niveau de vie minimum, mais le niveau de vie minimum qui fait le salaire industriel.

Et le niveau de vie minimum est indiqué par le rendement des plus mauvaises terres en culture.

Or sur la rive Sud de la Méditerranée, dans le pré-désert, des terres de rendement moyen très mauvais ne sont pas abandonnées par l'homme. Il y a donc, dans ces pays, un gros poids qui tend, constamment, à ramener le salaire à un niveau très bas (8). Et malgré qu'Alger, Tunis, Casablanca n'aient pas un climat de pré-désert, le prolétariat de ces grandes villes vit à un niveau sensiblement prédésertique.

A vrai dire, ces pays de la rive sud-méditerranéenne auraient tous besoin d'une large émigration. Les Libanais paraissent malheureusement seuls à l'avoir compris.

Une situation inextricable

Ainsi, donc, le socialisme révolutionnaire est illusoire et le socialisme réformiste, intéressant dans sa forme syndicaliste, ne permet pas d'aller loin.

Il est donc impossible de prétendre échapper aux questions nationales, en Algérie, par le biais du socialisme. Et force est, après avoir pas mal réfléchi, de considérer la situation algérienne telle qu'elle se présente tout bêtement au premier observateur : deux populations sur un même territoire, se regardant l'une l'autre avec méfiance et malveillance, sous le signe de la malédiction ouverte, ou de déclarations d'amour qui ne trompent personne.

L'idée de fusion étant écartée, une telle situation ne peut conduire qu'à deux solutions :

Soit oppression de la grande caste par la petite ;

Soit suppression de la petite caste par la grande.

La première solution a été appliquée ouvertement sous les six régimes que la France s'est donné en cent ans : deux royautés, deux républiques, l'Empire et l'Etat français. Avec le septième régime, ou République IV, l'indigène est « citoyen » : l'oppression ne peut plus être pratiquée qu'avec hypocrisie. Et c'est pourquoi la « question algérienne » est posée.

Quant à la deuxième solution, celle des « Français à la mer », je ne puis pas l'imaginer autrement qu'accompagnée de nombreuses injustices. Or je ne suis pas de ceux qui croient qu'une injustice actuelle rachète une injustice passée. Les injustices historiques *ne se défont pas*. Quand les Juifs expulsent les Arabes de la Palestine, ils ne défont pas une injustice qui fut faite il y a deux mille ans. Ils font des crimes actuels.

Cependant, il est certain que dans le monde d'aujourd'hui, dans le monde qui a vu sans sourciller l'expulsion des Sudètes, pour ne prendre que cet exemple, l'expulsion des Français d'Algérie n'est pas une impossibilité, n'est pas une éventualité à écarter de toutes façons. Le phénomène est possible. Dans quelle mesure rendrait-il service aux indigènes ? Je ne me suis encore jamais senti assez d'audace pour examiner le point, trop de facteurs devant être examinés, difficiles à ranger par ordre de grandeur. Mais la seule possibilité du phénomène contribue à envenimer les rapports actuels des castes en présence.

Comment en est-on venu là ? Comment en est-on venu à une situation dont toutes les solutions sont mauvaises ?

Nous avons assez réfléchi, en ces pages, pour discerner le processus.

Deux comportements étaient théoriquement possibles au début de l'entreprise algérienne : le paternalisme, ou la politique nationalitaire. La politique nationalitaire aurait tendu à doter « cette nation guerrière, intelligente » d'un Etat national de type moderne. (C'est la politique que l'Angleterre a poursuivie, depuis 1918, dans les pays du Proche-Orient

---

(8) En plus de cette cause, en quelque sorte physique, il y en a une autre, moins importante puisqu'elle est d'ordre psychologique et social. Cette cause secondaire est la **volonté** des Français d'Algérie, du moins de leurs dirigeants, de maintenir l'indigène dans la condition la plus misérable possible. Volonté inavouée, bien entendu, mais manifeste, implacable et sordide. **Même si ça ne doit pas lui coûter un sou,** la colonisation algérienne s'oppose à toute mesure qui tendrait à diminuer la misère indigène. Exemple frappant : elle s'est arrangée pour éviter que les familles des Algériens travaillant en France perçoivent les allocations correspondant aux versements effectués par les patrons de ces travailleurs et par ces travailleurs eux-mêmes. Elles ne doivent recevoir que des allocations très inférieures. (Pour 3 enfants, 5.625 fr. au lieu de 13.350.) Dans cette affaire il y a un volé : le travailleur cotisant. Il y a un bénéficiaire du vol : la Sécurité sociale française. Mais il y a un responsable du vol : la colonisation algérienne, qui a su faire voter par les ignares du Parlement français une mesure aussi abracadabrante (article 25 de la loi du 22 août 1946).

et ailleurs encore.) La politique paternaliste consistait à incorporer cette nation guerrière et intelligente dans la nation française, non moins intelligente ni guerrière.

Il se trouve que c'est le comportement paternaliste qui a été adopté.

Or il ne pouvait pas réussir. (Nous avons vu pourquoi.)

D'autre part, du fait, entre autres choses, de l'implantation dans le pays d'une population européenne, il est aujourd'hui trop tard pour adopter l'autre politique, celle qui aurait peut-être réussi il y a cent ans.

On s'est engagé sur la mauvaise voie.

Et il est trop tard pour en sortir.

La situation est vraiment inextricable.

Or l'observation montre que les situations inextricables existent assez fréquemment dans la nature... et qu'elles se résolvent. (Car il n'y a rien d'éternel.)

Elles se résolvent de trois façons :

Soit par la mort. (Exemple, l'organisme atteint d'un cancer.)

Soit par l'apparition d'un élément nouveau interne. (Exemple, l'apparition de l'indifférence — « ça vaut bien une messe ! » — résolvant la situation inextricable qui avait donné lieu aux guerres de religion.)

Soit par le développement de facteurs extérieurs. (Par exemple, pendant trois quarts de siècle la vie politique de l'Europe a été dominée et empoisonnée par une inextricable rivalité de la France et de l'Allemagne. A partir de 1945 du fait de la croissance de facteurs extérieurs à l'Allemagne et à la France, la question ne se pose plus. Le conflit initial est remplacé par un autre. Et quand celui-ci entrera dans sa phase aiguë, on verra vraisemblablement la France et l'Allemagne dans les mêmes camps, c'est-à-dire qu'elles changeront de camps à peu près en même temps.)

Il en ira très vraisemblablement, pour l'inextricable question algérienne, selon cette dernière modalité.

Le monde évolue très vite vers un ordre très différent de celui où il a tendu au XIXe siècle.

La dépendance nationale des Algériens cessera d'être un phénomène aigu et choquant dans un monde où la dépendance des nations sera la règle.

La tâche qui s'impose aujourd'hui au monde, et qui sera certainement accomplie à la fin de la série de grandes guerres où nous sommes depuis 1914, est précisément l'organisation de la dépendance des nations.

Il importe qu'Algériens indigènes et Algériens européens cessent de se regarder dans les yeux comme si le succès de l'une ou l'autre de leurs castes était la seule chose nécessaire. Il importe qu'ils mettent dans leur optique ce qui lui manque le plus, de l'espace.

Et ce devoir est particulièrement impérieux pour les membres de la caste européenne, puisque sur eux pèse la responsabilité d'une injuste violence initiale.

J. PERA.

A propos de l'article d'ALVAREZ DEL VAYO sur

L'Espagne dans la politique internationale*

Le succès de toute politique, de toute propagande socialiste découlera toujours de la clarté de sa pensée et de son action. Or, il est étonnant qu'un homme comme M. Alvarez del Vayo trouve sa place dans les revues socialistes après avoir été publiquement stigmatisé comme un agent de Moscou dans les rangs du socialisme et pour cela même expulsé du Parti Socialiste et de l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne. Sa place véritable serait dans ces partis socialistes dits « unitaires » que Moscou a créés dans plusieurs pays : ou bien pour éviter de montrer, grâce à cette fausse étiquette « socialiste », le dégoût éprouvé par toute personne honnête envers les partis communistes, ou bien comme première étape dans le noyautage des véritables partis socialistes d'inspiration démocratique, au nom de l'unité. Pourquoi n'accepterions-nous pas alors de trouver parmi nos doctrinaires un Zdenek Fierlinger qu'Alvarez del Vayo a précédé dans la triste besogne de remise du Parti Socialiste entre les mains de Moscou ?

L'article de M. Alvarez del Vayo est d'un bout à l'autre une mystification et un mensonge par omission. Sous sa prétendue objectivité, c'est une critique et même une attaque de la politique des Etats-Unis et de l'Angleterre envers l'Espagne, en même temps qu'il se tait prudemment sur l'attitude adoptée par l'U.R.S.S. stalinienne, depuis la guerre civile. Curieuse amnésie que celle de cet étonnant ex-ministre des Affaires étrangères de la République espagnole !

Parallèlement à son exposé, je vais me borner à mettre en relief l'autre face de la vérité que M. Alvarez del Vayo cache sur des points qui me semblent essentiels.

Il se réfère d'abord aux douze ans qui se sont écoulés depuis la guerre d'Espagne et à tout ce qui a eu lieu pendant ce très long intervalle sur la scène mondiale. Mais il oublie de dire que, pendant cet intervalle, il a écrit des livres, publié des centaines d'articles et prononcé des dizaines de discours, et qu'il n'a pas trouvé le temps ni l'occasion de flétrir le pacte germano-soviétique qui a été à l'origine de la seconde guerre mondiale, et qu'il n'a pas eu le loisir d'examiner le fait extraordinaire suivant : la « grande amie » de la République espagnole, l'U.R.S.S. faisait bloc contre les puissances démocratiques, avec l'Allemagne d'Hitler qui fut pendant la guerre civile notre pire ennemi ! Cas étrange, chez un homme qui, jusqu'en 1945, s'est considéré comme ministre des Affaires étrangères du gouvernement espagnol en exil, titre qui ne lui appartenait plus, non seulement parce qu'il avait été expulsé du Parti Socialiste, qui l'avait désigné, mais aussi parce que la Délégation Permanente des « Cortes », la plus haute autorité espagnole, à défaut du Parlement, avait décidé de ne plus reconnaître comme gouvernement celui du célèbre Docteur Negrin, avec qui notre ex-ministre était en fonctions.

(*) *L'article d'Alvarez del Vayo a paru dans la* Revue Socialiste (*n° 46, Avril 1951*). *Celle-ci n'a publié que partiellement la réponse de notre camarade Arquer que nous donnons ici intégralement.*

Alvarez del Vayo parle de l'agression Franco-Hitler-Mussolini contre la République espagnole, mais il ne dit rien de la passivité de l'U.R.S.S. pendant les trois premiers mois de la lutte, alors qu'une aide massive de l'Union Soviétique aurait permis de vaincre rapidement et facilement Franco. Quand il parle de la politique criminelle de non-intervention qui jouait uniquement contre l'Espagne républicaine, il ne dit pas que l'U.R.S.S. avait adhéré à cette « politique criminelle » et que les députés communistes français l'avaient votée eux aussi. S'il admet que cette politique donnait « carte blanche » à l'Allemagne et à l'Italie pour faire de l'Espagne un « satellite de l'Axe », il passe sous silence le fait que l'U.R.S.S. fit également tout son possible pour poignarder la Révolution d'abord et la guerre civile ensuite, et pour faire de l'Espagne son « satellite ». Il oublie de dire que dans la zone républicaine, elle y a presque réussi par des mesures de terreur et par le noyautage des organismes officiels, et que, à cette tâche misérable, lui, Alvarez del Vayo, a collaboré de son mieux... Mais nous n'oublions pas que l'U.R.S.S. pouvait parfaitement agir comme l'Allemagne et l'Italie : nous donner cette aide massive pour atteindre la victoire, aide qu'elle ne nous a jamais apportée !

Ce sera toujours au détriment de l'U.R.S.S. que nous constaterons que « pendant que Hitler et Mussolini, comme le dit Alvarez del Vayo, intervenaient depuis le premier jour », Staline, comme l'a écrit Krivitsky dans un livre célèbre (il est difficile de croire qu'Alvarez del Vayo ne le connaisse pas), a laissé passer du temps avant toute intervention, attendant qu'elle favorise sa politique extérieure et s'assurant auparavant qu'il y avait assez d'or dans la Banque d'Espagne pour payer le matériel qu'après beaucoup d'hésitations et sans vouloir courir aucun risque, l'U.R.S.S. a consenti à nous « *vendre* ». D'ailleurs, M. del Vayo sait mieux que personne que Staline, converti en marchand d'armes et de ferrailles, a ajouté au prix de l'or encaissé une lourde contribution de servitude, de sang, de larmes et de boue imposée au peuple espagnol !

Avec un cynisme inouï, Alvarez del Vayo parle de choses qu'il connaît très bien en les présentant sous un faux jour, du fait qu'il cache une partie de la vérité. Lorsque, se référant à l'attitude des Espagnols à l'éclatement de la seconde guerre mondiale, grâce à l'alliance Hitler-Staline, il écrit : « Alors que les républicains espagnols, aussi bien ceux de l'intérieur que ceux en exil, oubliant tous les motifs de plaintes qu'ils pouvaient avoir, se mettent à lutter chacun à sa manière au côté des démocraties (et il n'est pas nécessaire d'évoquer ici à nos camarades français la ferveur avec laquelle ils prirent part à la bataille de la libération de la France), le dictateur fasciste et sa Phalange deviennent immédiatement et ouvertement les alliés d'Hitler. » Au contraire, il faut que les camarades français et ceux du reste du monde connaissent toute la vérité sur ce chapitre invoqué par le crypto-stalinien del Vayo ! Voici la vérité :

1° Au côté de l'Allemagne nazie, il n'y avait pas seulement Franco et sa Phalange, mais aussi Staline et son gouvernement et le Komintern et ses partis communistes, Alvarez del Vayo l'a oublié ! Et parmi les P. C., il y avait le Parti Communiste d'Espagne ; on peut en trouver la preuve dans ses publications d'Amérique dans lesquelles, pendant les 22 mois d'alliance nazi-soviétique, on attaquait la France, l'Angleterre — et aussi les Etats-Unis — comme des puissances menant une guerre impérialiste. Pendant ce temps, quelle a été la position de M. del Vayo ?

2° En France, comme partout ailleurs, les communistes espagnols n'ont pas eu une ligne de conduite différente de ceux des autres pays, ils se sont ralliés aux ordres de l'U.R.S.S. et du Komintern ; ils ont exalté le pacte de guerre et « tapé » contre les nations démocratiques. Les réfugiés espagnols en France ont rallié le camp de la démocratie, se sont engagés dans l'armée française, ont travaillé avec la Résistance contre l'occupant nazi... excepté les membres du P.C. espagnol ! Au contraire, ceux-ci ont profité de ce qu'ils n'étaient pas connus de la police française pour servir de « courriers » au P.C. français quand celui-ci a dû passer à la clandestinité. Ils ont fourni des papiers de réfugiés espagnols à des communistes français pour faciliter leur travail et leurs déplacements ; ils ont été chargés de faire parvenir aux intéressés des consignes et des documents, ils ont enfin aidé de leur mieux à mettre en marche l'appareil clandestin du P.C. français, déjà à l'époque où celui-ci travaillait « pour la paix avec Hitler » et contre les « gangsters impérialistes » français et anglais.

Je veux rapporter un souvenir personnel de cette époque : un militaire espagnol haut placé dans les cadres du P.C. m'a avoué qu'il avait été chargé à plusieurs reprises (en liaison avec le chef des Quakers de France et les employés de banque appartenant au P.C. français) d'échanger au cours officiel des francs contre des dollars sous le couvert de prétendus voyages en Amérique. Ces dollars étaient ensuite échangés au marché noir pour alimenter la caisse du parti. Il m'a avoué en outre que les communistes avaient reçu la consigne de propager le défaitisme et de vanter les échecs de l'Angleterre. Comme je lui répondis que les puissances qui portaient des coups à l'Angleterre étaient l'Allemagne nazie ou ses alliés, il m'a répliqué : maintenant l'Allemagne est alliée de l'U.R.S.S... et a appuyé sa position, citant Lénine, lequel aurait dit que tant que ne sera pas détruit l'impérialisme anglais il n'y aurait pas de révolution possible.

3° Après l'attaque d'Hitler contre l'U.R.S.S., le P.C. français est entré en masse dans la Résistance, et il s'est battu sur le sol de France pour le triomphe de l'U.R.S.S., sa patrie, et avec lui, les communistes espagnols en France.

Conclusion : parmi les réfugiés espagnols qui, dès le premier moment ont lutté en France et pour la liberté de la France, les communistes ne se trouvaient pas.

4° Quand la guerre a éclaté, les amis politiques de M. Negrin et M. del Vayo en France ont eu une attitude équivoque. Le lecteur curieux peut consulter *Le Populaire* de septembre 1939 ; il y trouvera une déclaration du chef de ce gouvernement espagnol dans lequel M. del Vayo était ministre des Affaires étrangères ; il y trouvera deux articles de MM. Gonzalez Pena et Lamoneda, socialistes de la tendance de M. del Vayo, ainsi qu'une déclaration signée par plusieurs républicains espagnols, de ceux qui en Espagne et hors d'Espagne ont toujours fait le jeu du P.C. ; or, dans aucun de ces documents d'adhésion à la France, on ne lit un seul mot pour condamner le pacte germano-soviétique qui venait de déclencher la guerre, aucune condamnation de cette « camaraderie d'armes » qui fit collaborer l'U.R.S.S. avec l'Allemagne nazie contre la Pologne. Cette ligne de conduite a été fidèlement suivie par ces messieurs en Amérique, où ils continuèrent à servir les intérêts politiques de l'U.R.S.S. et du P.C. espagnol.

5° Pendant toutes ces années, M. del Vayo a été partisan de l'entrée des communistes dans tous les « fronts » et gouvernements républicains en exil... et sa séparation tactique de ces derniers temps des communistes a obéi simplement au fait

qu'il s'était trop compromis comme crypto et que c'était seulement en se présentant comme socialiste (?), indépendant des communistes, qu'il pouvait être de quelque utilité au Kremlin.

6° Quand la bataille de la libération entra dans sa phase finale, c'est-à-dire à partir du débarquement des armées anglo-américaines en France, les réfugiés staliniens espagnols, aidés et protégés par le P.C. français, ont mené la politique irresponsable dite d'Union Nationale, et plutôt que de se battre contre Vichy et les Allemands, ils se sont battus contre les socialistes et les anarcho-syndicalistes pour éviter que ceux-ci reconstruisent leurs organisations, et ils en arrivèrent à l'assassinat pur et simple. Un jour, la France devra s'occuper de la mort clandestine de 200 réfugiés espagnols anti-communistes assassinés suivant la tradition établie avec la collaboration de la G.P.U. et des Brigades Internationales, lorsque naguère en Espagne ils agissaient ainsi pendant la guerre civile. M. del Vayo doit sûrement être au courant de cette affaire, bien qu'elle appartienne à un domaine fort éloigné de la diplomatie...

***

Alvarez del Vayo nous parle de Nuremberg et nous assure « que la correspondance échangée entre Hitler, Franco et Mussolini était suffisante pour traiter Franco comme criminel de guerre »... C'est vrai. Mais pourquoi Staline ne l'a-t-il pas fait ? Il était qualifié pour le faire, lui, rien que pour répondre à l'envoi de la Division Bleue contre l'U.R.S.S. Cette incongruité, M. Alvarez del Vayo tâche de la justifier et il écrit : « Franco était aussi responsable qu'Hitler et Mussolini pour ses crimes contre la paix, principalement la préparation et le déclenchement d'une guerre d'agression en violation des traités internationaux... », et ce subtil diplomate ne se rend pas compte qu'avec cette même argumentation, on aurait pu déclarer criminel de guerre, dans ce même Nuremberg, son patron Staline ? Ignore-t-il donc les efforts des juristes russes à Nuremberg pour éviter qu'on produise certains documents, qu'on ne parle des origines et des responsabilités de ceux qui ont préparé la guerre, pour qu'on se taise aussi sur les cadavres de Katyn ? M. del Vayo a dépassé les bornes de la prudence lorsque, avec un cynisme révoltant il écrit : « Il y eut en effet un moment, lors de la Déclaration de Potsdam, où on s'intéressa à l'idée d'inclure Franco sur la liste des criminels de guerre. » Les Russes avaient là un bon atout, puisque la Division Bleue avait lutté contre eux et rien que contre eux. On abandonna cette idée, convaincus que le régime franquiste ne survivrait pas à la victoire des Alliés. Si M. del Vayo croit que cette « argumentation » a justifié la diplomatie de Staline et qu'elle a convaincu tout un chacun, il se trompe lourdement.

Parlant de l'Assemblée préparatoire de San Francisco, où furent jetées les bases de l'O.N.U., il écrit avec prétention : « Etant alors personnellement le ministre des Affaires étrangères du gouvernement en exil, j'adressai aux chefs des délégations des quatre grandes puissances invitantes une note déclarant que, conformément à notre désir de n'occasionner aucun trouble, surtout au moment de la création de la nouvelle organisation internationale, nous ne posions pas la question de notre représentation officielle à la conférence, mais que, puisque nous avions été la première nation européenne à avoir pris les armes pour se défendre contre l'agression fasciste, et vu les immenses services rendus à la cause des Nations Unies par le peuple espagnol, le gouvernement de la République se réservait le droit de soulever cette question au moment où il le jugerait opportun. » On ne sait ce qu'il faut admirer le plus chez cet ancien ministre des Affaires étrangères, son incompétence ou son hypocrisie à cacher ce qui s'est passé à San Francisco au sujet du problème espagnol. Et d'abord, une question : de même que, à Potsdam, l'U.R.S.S. n'a pas voulu faire comparaître Franco comme accusé devant le Tribunal de Nuremberg, est-ce que l'U.R.S.S. a fait allusion à l'inclusion possible de l'Espagne républicaine comme membre des Nations Unies, a-t-elle même posé la question ? Car l'argument qui consiste à dire qu'on n'a pas voulu soulever la question de l'inclusion de la République espagnole à l'O.N.U. pour ne pas occasionner de trouble est d'une telle indigence diplomatique et politique que je ne crois pas le voir accepté par aucun être sensé ; en tout cas, je suis certain qu'aucun Espagnol ne l'acceptera ; je soupçonne qu'en cette occasion M. del Vayo a agi ainsi, disons, pour être bienveillant, selon les suggestions faites par les diplomates soviétiques présents. Cette attitude n'était pas digne d'un ministre des Affaires étrangères digne de ce nom (nous avons toujours cru qu'au-dessus de toute autre considération, un tel poste comportait le devoir de défendre les intérêts de son pays envers et contre tous et contre tout) ; de plus, les diplomates soviétiques pouvaient, au besoin, utiliser cette pauvre déclaration ministérielle du gouvernement républicain espagnol pour écarter d'autres propositions venant d'une autre délégation espagnole, également présente à San Francisco et beaucoup plus représentative que celle d'Alvarez del Vayo (M. del Vayo se tait sur la présence à San Francisco de la Délégation de la Junte Espagnole de Libération, dirigée par Indalecio Prieto, mais nous y reviendrons, nous, tout à l'heure).

Pourquoi suis-je porté à croire que M. del Vayo a agi à San Francisco selon les suggestions des diplomates russes ? Un socialiste aussi éminent que Luis Araquistain, qui fut ambassadeur de la République à Paris pendant la guerre civile, a écrit : « Dans un de ses fréquents voyages à Paris, j'informai Alvarez del Vayo des négociations que j'avais entreprises *motu proprio* (il fait allusion à des négociations menées au printemps 1937 pour obtenir le retrait de l'Italie et de l'Allemagne). Il les qualifia de très intéressantes. Il partit à Genève pour assister à une de ces sessions spectaculaires et inutiles de la S.D.N., qu'il aimait tant, et à son retour à Paris, il avait changé d'opinion. Litvinoff — déclara-t-il sans rougir — dit qu'un arrangement de cette nature reviendrait à donner une prime à l'agresseur. » On voyait bien, ajoute le camarade Araquistain, que notre ministre des Affaires étrangères était Litvinoff...

A la conférence de San Francisco, il y avait la délégation de la Junte Espagnole de Libération créée au Mexique sous l'inspiration du socialiste Indalecio Prieto et constituée par le Parti Socialiste et les partis républicains espagnols. Cette délégation, dont ne faisaient partie ni les communistes ni leurs apparentés considérés comme totalitaires et comme serviteurs d'une puissance étrangère, a mené avec beaucoup de talent une action considérable en faveur de l'Espagne républicaine anticommuniste et antifranquiste ; elle réussit à faire voter à l'unanimité la condamnation du régime de Franco et lui interdit ainsi l'accès à l'O.N.U. et à tous les organismes techniques internationaux qui en dépendent. Alvarez del Vayo ne souffle mot de cette victoire de l'Espagne républicaine. Et les diplomates de l'U.R.S.S. devant le courant si fort et si unanime en faveur de l'Espagne républicaine n'ont eu qu'à accepter, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la condamnation de Franco qui ne les intéressait pas du tout.

Finalement, Alvarez del Vayo attribue à la guer-

re froide entre l'Est et l'Ouest la permanence au pouvoir de Franco. Naturellement, il se gardera bien de chercher qui est le coupable de cette guerre froide qui maintient Franco au pouvoir. Je comprends le tragique dilemme qui se présente à lui. Il ne peut pas charger l'U.R.S.S., il ne peut même pas lui attribuer une part de responsabilité, car ce serait la désavouer et se désavouer lui-même. D'un autre côté, il ne peut pas non plus attaquer sur ce point la politique des Etats-Unis où il vit. Voici pourquoi Alvarez del Vayo tâche de parler le moins possible de la guerre froide, il ne se permet aucune analyse sur ses origines et son développement. Cela lui permet de prendre une attitude un peu détachée semblable à une prétendue neutralité objective. Pourtant, ceux qui connaissent son attitude pendant la guerre d'Espagne se permettent d'en douter.

***

Alvarez del Vayo dit ensuite avec raison que l'Espagne de Franco viole systématiquement la Déclaration des Droits de l'Homme inscrite dans la Charte des Nations Unies. Mais il ne dit pas un mot sur la même violation, sur une échelle beaucoup plus grande, par l'U.R.S.S. Il ne s'est jamais occupé de protester et de condamner l'infamie faite par le gouvernement de Staline aux Espagnols qui furent envoyés en Russie alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, des Espagnols républicains, des antifascistes éprouvés qui, pour le seul crime d'avoir voulu quitter l'U.R.S.S., ont été enfermés dans le camp de concentration de Karaganda. Tous les hommes dignes de ce nom ont protesté, mais Alvarez del Vayo connaît certainement trop la valeur « diplomatique » du silence et sûrement, comme à San Francisco, pour ne pas provoquer de trouble, il a trouvé plus commode et surtout plus rentable de se taire ! Et Alvarez del Vayo, commentant le changement de la politique américaine envers l'Espagne, changement survenu à la suite de la lettre de Dean Acheson au sénateur Connally, invite les « esprits épris d'analyse » à approfondir la contradiction qui existe avec la condamnation morale du franquisme par ceux-là mêmes qui furent les partisans de lui supprimer la possibilité d'accès à l'O.N.U. et à ses organismes techniques ; mais il se garde bien d'appliquer cette remarque à lui-même envers cette U.R.S.S. qui a poignardé la révolution espagnole, qui nous fit perdre la guerre civile, qui utilisa notre guerre comme banc d'essai pour ses cinquièmes colonnes, qui retint l'or de la Banque d'Espagne, qui a commercé avec le sang du peuple espagnol, qui retient des citoyens espagnols dans ses camps de concentration, qui n'a pas voulu reconnaître la République espagnole en exil.

***

Le lecteur français, peu familiarisé avec les affaires de la politique espagnole de nos jours, s'étonnera peut-être de toutes ces vérités que nous avons étalées sur Alvarez del Vayo qui, avec le Docteur Negrin, a malheureusement été soutenu par la S.F.I.O. trop influencée par le camarade Grumbach. Celui-ci s'entêtait à les considérer comme les vrais dirigeants du Parti socialiste de l'Espagne jusqu'au jour où la S.F.I.O. a dû se rendre à l'évidence et constater que le parti espagnol les avait exclus parce qu'ils n'incarnaient ni l'Espagne ni le socialisme, mais la politique extérieure des maîtres du Kremlin.

Alvarez del Vayo, plus bavard que Negrin, rejoignait toujours les buts et les variations tactiques de la politique de l'U.R.S.S. dans ses commentaires sur la politique internationale. Pour ne pas sortir de la ligne, les paroles et les écrits d'Alvarez del Vayo sont la transposition presque littérale des notes diplomatiques ou des déclarations des diplomates ou hommes d'Etat soviétiques.

Pour terminer et pour donner un aperçu de la personnalité morale de M. Julio Alvarez del Vayo, je me permets de citer la fin d'un article paru dans *Le Socialiste*, organe officiel du Parti socialiste en France, au mois d'août 1946. Cet article consacré à M. del Vayo, a été écrit par l'homme qui, aujourd'hui, représente le parti socialiste espagnol au Comisco :

« Nous étions en Espagne. A Valence, au mois de mars 1937. Vous étiez ministre et membre du Conseil Supérieur de la Guerre. Largo Caballero était le président du Conseil des ministres. Caballero vous avait convoqué dans son bureau du palais de Benicarlo. Caballero avait prié trois camarades d'assister à l'entretien parce qu'il voulait qu'il y eût des témoins à ce qu'il avait l'intention de vous dire. Après votre arrivée, Caballero a dit « qu'il s'adressait au coreligionnaire encore officiellement socialiste ». Il vous a parlé de votre gestion au ministère des Affaires étrangères et de vos interventions au Conseil supérieur de la guerre. Il vous a reproché, en termes très vifs, l'inspiration d'où vous tiriez votre action politique et militaire. Et il est arrivé jusqu'à vous dire parmi d'autres choses que « la minorité communiste au gouvernement avait augmenté avec vous ». La scène fut très pénible. Vous vous êtes révélé ce jour-là plus Talleyrand que jamais. Vous n'avez pas démissionné. Malgré tout, quelques heures plus tard, on a rédigé le décret vous démissionnant qui ne fut signé qu'en raison des événements qu'on voyait venir et qui se sont produits effectivement quelques mois plus tard.

« Après la crise de mai 1937, les membres de la Section socialiste de Madrid décidèrent de réintégrer les postes de direction. Il y eut une réunion préliminaire dans le bureau de Caballero, à l'Union Générale des Travailleurs de la rue Luis Vives. Vous souvenez-vous de cette réunion, don Julio ? Vous vous êtes présenté à cette réunion. Tout le monde était là et pourtant la réunion ne commençait pas. Alors quelqu'un a demandé quand on commencerait. Et Caballero, qui présidait, dit en s'adressant à vous : « Tant que Vayo sera ici, je n'ouvrirai pas la séance. Je ne parlerai pas devant Vayo parce que je ne veux pas que ce qui sera dit ici soit connu ailleurs. »

« Et il n'ouvrit la séance que lorsque vous fûtes sorti. Le moment fut plus que pénible. Vous avez été plus Talleyrand encore que lors de la scène de Benicarlo. Les deux scènes sont significatives.

« En vous voyant partir, quelqu'un, mélancoliquement, a chuchoté : « Le Parti a perdu un magnifique ministre des Affaires étrangères. » Ce à quoi il fut répliqué : « Ministre étranger des Affaires espagnoles. »

Je ne veux pas alourdir davantage cet article déjà long en expliquant pourquoi tout ceci s'est passé. Mais si M. Alvarez del Vayo se croit en droit de répondre, je le ferai et j'apporterai de nouvelles preuves pour montrer qu'il fut un homme au service du Kremlin et du stalinisme.

Je prie seulement le camarade directeur de *La Revue Socialiste*, s'il reçoit une réponse d'Alvarez del Vayo, de ne pas l'accepter et de la renvoyer comme il se doit à la tribune de sa tendance : non aux *Cahiers du Communisme*, mais aux *Cahiers Internationaux*, l'organe théorique du Parti socialiste unifié. Pour un « diplomate » comme M. Alvarez del Vayo, il convient de garder les formes.

Jordi ARQUER.

Parmi nos LETTRES

Nous avons reçu les deux lettres suivantes :

DE F. LAURENT (Cheminots)

Je tiens à vous faire savoir que je ne renouvellerai pas mon abonnement quand il arrivera à expiration. Pour quelles raisons ? Je vous les donne ci-dessous :

Le contenu du numéro de décembre 1951 et en particulier l'article signé de G. Walusinski intitulé : « On a perdu un Prix Nobel ». Je ne pensais pas que dans l'abject la « R.P. » puisse rejoindre les cocos, « l'Humanité », le « Peuple » et toutes les publications ou individus moscovites acharnés à salir Jouhaux en toutes occasions.

Je ne pensais surtout pas que ce serait un secrétaire de Fédération F.O. et de l'Education (nationale) qui rédigerait et signerait un texte aussi sale.

Je ne suis pas de ceux qui viennent dans un mouvement syndical pour un homme ou qui refusent d'y adhérer pour une question touchant à la personnalité d'un dirigeant. Je suis libre à l'égard de Jouhaux ne l'ayant jamais encensé mais ne l'ayant jamais sali non plus.

Vous dites qu'il a commis des erreurs et vous lui reprochez celle qu'il aurait commise en 1914 à la déclaration de guerre. Apprenez que je ne fais aucune différence entre l'erreur supposée de Jouhaux et l'attitude de ceux qui rejoignent docilement leur centre mobilisateur ou leur dépôt alors qu'ils avaient participé à des campagnes pacifistes et antimilitaristes.

Puisque j'écris aux « syndicalistes stratosphériques » de la « R.P. », je vous indique que je ne fais aucune différence entre ce que Walusinski dépeint comme une faute de Jouhaux et le fait que Monatte ait rejoint son dépôt.

Permettez-moi de vous dire également que la présence de Jouhaux dans différents organismes en particulier au B.I.T. a plus apporté à la classe ouvrière en général que toutes les critiques systématiques et stériles des « syndicalistes de salons » de la « Révolution prolétarienne ».

Quant au courage je crois que Jouhaux n'a pas de leçon à recevoir de quelques-uns d'entre vous à qui dans certains moments on n'aurait pu passer un pétale de rose entre les fesses. Pour le 12 février 1934, il a su prendre des responsabilités que d'autres refusaient d'assurer. Il l'a fait avec un courage auquel René Frémont (ancien secrétaire de la Fédération anarchiste, tué le 9 juin 1940 dans les Ardennes) rendait hommage au cours d'une conversation que j'eus avec lui en décembre 1939 quelque part vers Bitche.

L'erreur est humaine : tous les hommes peuvent commettre des fautes, même ceux dont la tâche essentielle est de critiquer, de saisir le moindre prétexte pour annihiler les efforts déployés par d'autres.

Il me semble particulièrement anormal que l'on accepte de participer à la vie d'une Confédération et que d'un autre côté des écrits sapent à travers les dirigeants l'œuvre si durement ébauchée par d'obscurs militants qui pour ne pas être de l'Education dite nationale n'en sont pas moins dévoués et totalement désintéressés.

DE H. PLANAIS (Employés)

Notre camarade G. Walusinski est un jeune plein de fougue, ce qui n'est pas pour me déplaire. Il prétend qu'on a perdu un prix Nobel en l'attribuant à Léon Jouhaux. Il reproche à Jouhaux d'avoir dit dans son discours prononcé aux obsèques de Jaurès, en juillet 1914 : « Ceux qui vont défendre le sol national... dont je suis. »

Eh oui, à ce moment, il n'y avait pas autre chose à dire, n'en déplaise à Walusinski. Nous avions manifesté contre la guerre à la Butte-Rouge, au Pré-Saint-Gervais, sur les grands boulevards, mais nous n'avions pu empêcher Guillaume II et sa clique de vouloir la guerre et nous avons dû la subir.

Et alors, que fallait-il faire ?

Accepter d'être prussianisés ? !

Jouhaux a traduit, à ce moment, le sentiment ouvrier.

Cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas digne du prix Nobel, car toute sa vie Jouhaux a préconisé la Paix ; il a prêché la Paix à tous les congrès nationaux et internationaux, il a fait retentir la voix ouvrière dans le monde entier en faveur de la Paix.

Walusinski ne parle pas de l'hommage des travailleurs français au président Wilson, en 1919, dont Jouhaux était le premier signataire :

« Monsieur le Président,

Les travailleurs de France, groupés dans la Confédération Générale du Travail, saluent personnellement en vous le peuple américain tout entier...

Avec vous, nous pensons que les traités et conventions qui mettront un terme officiel à la guerre devront réaliser leurs principes de liberté aux peuples à se déterminer eux-mêmes, rejeter toute idée d'annexion et d'indemnité punitive, pour créer une paix qui soit digne d'être garantie et protégée ; une paix qui conquière l'approbation de l'humanité et non pas uniquement une paix qui servira les intérêts divers et les buts immédiats de nations engagées mais de l'organisation d'une paix commune.

Pas de guerre économique qui créerait encore les germes de conflagration future...

Nous nous permettons de rappeler, Monsieur le Président, que la Paix qui vient, qui doit être la Paix de la libération pour tous les peuples, est la victoire de l'organisation et du travail...

Nous disons, dès à présent, que la reconstruction économique du monde ne saurait être envisagée que dans son ensemble, par tous les peuples et que les pays en voie de transformation politique et économique, loin d'être combattus, doivent être soutenus. »

Et je demande à Walusinski si ce langage n'est pas celui d'un pacifiste.

Et la Société des Nations qui est actuellement transformée ne fut-elle pas réclamée en 1919 par la C.G.T. d'alors et par Jouhaux ? Et le Bureau International du travail ne fut-il pas l'émanation des travailleurs et transmise par leur porte-parole, Léon Jouhaux ?

Walusinski prétend que Jouhaux n'est plus l'homme qu'il était en 1910. Assurément mais il a beaucoup plus d'autorité qu'à cette époque. Et je rappelle à Walusinski, qui était bien jeune, que le Conseil Economique a été une revendication ouvrière décidée au Congrès de Lyon, en septembre 1919.

Vous reprochez à Jouhaux de n'être plus aussi révolutionnaire ; cela, mon ami, c'est une question d'appréciation et de dialectique : il s'agit de déterminer ce que l'on entend par révolution. En tout cas, il est un des artisans de l'édification du Droit ouvrier, des lois ouvrières, et cela compte, il me semble.

Planais et Laurent peuvent juger impertinente ou « ordurière » l'appréciation de Walusinski sur le prix Nobel. Pour d'autres, c'était vraiment le *moins* qu'on pouvait dire. Encore faut-il ne pas se méprendre sur la signification de ces propos « impertinents ».

Non, Planais, nous ne reprochons pas à Jouhaux de n'avoir rien fait. Nous n'approuvons pas ce qu'il a fait ou voulu faire.

Laurent est étonné qu'un militant F.O. — qui n'est d'ailleurs plus secrétaire fédéral — puisse émettre de tels propos sur la personne du président de la C.G.T.-F.O. A notre tour de nous étonner. Laurent a-t-il jamais pu croire que le ralliement de nombreux syndicalistes à F.O. impliquait l'abandon partiel ou momentané de leurs oppositions essentielles avec la tendance (et non la personne) des dirigeants confédéraux ?

Nous serons donc privés, à l'avenir, de l'abonnement de Laurent. Ce sera une perte, évidemment. Mais pour Laurent, en mettant bout à bout de petites économies semblables, peut-être parviendra-t-il à publier le journal de sa fédération sans passer par la publicité B.E.D.E.S.

PROPOS DE PRINTEMPS...

... en hiver

Alain dans « les Saisons de l'Esprit » étudie, par une pénétrante analyse, le sens des Fêtes de Noël et du jour de l'An. « *Tant que les feuilles de l'an passé tombent au vent, nous ne cessons de commémorer, notre pensée retourne au dernier printemps d'après ces éloquents débris. Maintenant les arbres sont tout neufs... Printemps est mort, printemps est né.* »

Rien ne reste de la belle saison d'hier. Mais, « *malgré les nuages, le brouillard, le froid, chaque jour annonce un peu plus de soleil. Le chant de Noël est le premier chant de printemps qui s'élève sur la terre ; c'est une prédiction de l'homme à toute la nature* ».

Tout est mort, tout semble mort du « beau temps » dont nous jouissions, autrefois, sans en avoir conscience. Hier, c'était le temps de regretter. Aujourd'hui, c'est le temps d'espérer. Le réveil de l'esprit de Zimmerwald, c'est peut-être « ce chant de Noël » dont parle Alain. Il importe peu que tous ne le chantent pas dans la même langue, selon le même rythme. « *Nous ne pouvons nous empêcher d'espérer,* dit encore Alain. *Libre à nous d'y consentir ou non.* »

L'ESPOIR D'UN NOUVEAU ZIMMERWALD

On peut se féliciter de la création du *Cercle Zimmerwald,* comme nous nous sommes félicités en 1929 de la publication d'un discours de Chambelland sous le titre « *Vers un nouveau congrès d'Amiens* », comme nous nous sommes félicités de la naissance des « *Cahiers Fernand Pelloutier* ». Ces noms plus « légendaires » encore qu'historiques résument notre héritage commun, notre patrimoine « indivisible » que nos divergences temporaires ne peuvent atteindre ou disperser.

Il n'est pas question de se replier sur le passé, pour se consoler de son impuissance présente, de s'isoler dans l'orgueilleuse méditation des Byzantins qui ne pouvaient, ni ne voulaient s'opposer « aux grands Barbares blancs ». C'est un héritage réel et vivant que l'on veut maintenir. *Pelloutier,* c'est l'institution purement ouvrière, bâtie au sein de la société bourgeoise ; *Amiens,* c'est l'indépendance du mouvement ouvrier, conçue comme une affirmation révolutionnaire ; *Zimmerwald,* c'est la volonté de reconstitution d'une Internationale ouvrière, en pleine guerre, alors que les ruines physiques et morales s'accumulaient en Europe, c'est aussi l'expression d'une politique ouvrière internationale, autonome en son inspiration comme en ses effets, qu'elle soit essentiellement pacifiste ou essentiellement révolutionnaire.

Le Cercle Zimmerwald ne peut se substituer aux organisations ouvrières, ou imposer au départ des thèses d'orientation et des règles d'action aux militants qui s'y retrouveront. Ce qui loin de le minimiser élargit au contraire sa mission.

La conférence tenue à Zimmerwald en Suisse, en 1915, avec la participation de Merrheim et de Bourderon (1), deux militants syndicalistes français, se prolongea dans notre pays par le *Comité pour la Reprise des Relations internationales,* dont le titre — tout un programme — ne se transforma en *Comité de la Troisième Internationale* qu'après la fondation de celle-ci en 1919. Parlera-t-on aujourd'hui de « reprise des relations internationales » ?

Programme actuellement dépassé, ou irréalisable ? En 1915, les organisations syndicales et socialistes officielles ne se réunissaient qu'en « conférences interalliées ». Zimmerwald et Kienthal en 1916 furent d'admirables exceptions. Les révolutionnaires russes de 1917 lancèrent l'idée de la conférence internationale de Stockholm, qui ne put se réunir, car l'acceptation des partis socialistes (les majoritaires de guerre n'osant s'y opposer) se heurta au veto des gouvernements de l'Entente. Seulement dans tous les pays de l'Europe — même en Russie tzariste — les syndicats et les partis ouvriers manifestaient leur existence. On connaissait même l'action publique ou secrète de minorités d'opposition. A Zimmerwald, les seuls exilés étaient russes, encore se tenaient-ils en relations constantes avec les partis bolchevique et menchevique demeurés en Russie.

On voit déjà la différence avec la situation actuelle. La scission ouvrière internationale suit-elle la frontière entre les deux blocs ? Aucun doute, quant à l'Orient. La F.S.M. et le Kominform ne groupent que des syndicats et des partis strictement soumis à Moscou. Ce ne sont pas des agents de « l'impérialisme américain », mais des communistes yougoslaves, mais des communistes français soupçonnés de titisme qui ont été exclus des internationales staliniennes... même des comités de « Partisans de la Paix ». La *Confédération Internationale des Syndicats libres* groupe, au contraire, des syndicats de nations qui n'adhèrent pas au pacte Atlantique, qui ne subissent pas la politique américaine ou ne l'acceptent pas sans réticences.

Le rôle du Cercle Zimmerwald ne serait-il pas de réunir d'abord une information exacte sur l'importance et les tendances des syndicats et des minorités d'opposition dans tous les pays des deux côtés du rideau de fer ?

Zimmerwald fut surtout une conférence de partis politiques, où à peu près seuls Merrheim et Bourderon représentaient le syndicalisme authentique. Normale en 1915, cette confusion serait dangereuse aujourd'hui, dans les pays « démocratiques », où les partis dits ouvriers s'intègrent dans l'appareil d'Etat, où leur opposition au gouvernement dépend des fluctuations des majorités parlementaires et n'a plus aucun des caractères d'une opposition de classe. Ne parlons même pas des « partis uniques » dans les pays à régime totalitaire.

Mais la comparaison avec 1915 révèle un autre aspect de la question et nous abordons là l'essentiel.

Nous avons déjà rappelé ici même que deux grandes tendances se heurtèrent à Zimmerwald. La première appelait la paix, l'autre la révolution. Sans doute l'histoire ne suit jamais exactement les schémas des prévisions humaines. En 1915, la revendication de la paix commandait peut-être des solutions révolutionnaires. En 1917, il suffit aux bolcheviks de lancer le mot d'ordre de paix, pour assurer le succès de la révolution. Mais le heurt précisé à Zimmerwald se prolongea et même s'ag-

(1) Merrheim était secrétaire de la Fédération des Métaux, Bourderon secrétaire de celle du Tonneau. Le premier était libertaire, le second socialiste.

grava pendant la guerre et l'après-guerre. Il se justifiait peut-être par les évolutions différentes des Etats nationaux. Le « défaitisme de Lénine » apparaît aujourd'hui comme une géniale anticipation : le tzarisme russe et sa bureaucratie féodale se décomposaient sur place, sans qu'une bourgeoisie indigène fût assez solide et consciente pour revendiquer la succession. Il ne fallait pas laisser passer l'heure du prolétariat.

En France et en Allemagne les institutions et les classes dirigeantes ne vacillèrent que lorsque la lassitude eut gagné les masses combattantes. Etait-il possible en 1919 de jeter bas tout le système ? Peut-être. Mais ce qui était surtout nécessaire, c'était d'imposer une paix « *sans annexions ni indemnités* » qui aurait consacré la défaite du militarisme. On en fut incapable en 1919, comme on l'a été en 1945.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Une tendance essentiellement révolutionnaire est-elle encore possible ? Sans nul doute, si l'on se satisfait avec de simples affirmations doctrinales. Les zimmerwaldiens que j'ai connus, ceux dont j'ai lu les propos de l'époque, détestaient le verbalisme. L'opposition qu'ils représentaient collait à une réalité tragique. Que leur exemple nous inspire. Tant pis ou tant mieux si nous devons dépasser leur réalisme, comme la réalité de 1951 dépasse celle de 1915 et de 1917.

On pouvait à cette époque confondre sous le même terme de « révolutionnaires » des syndicalistes, des socialistes, des communistes, des anarchistes, sans nier les différences d'écoles, en espérant que la victoire prolétarienne résoudrait les conflits antérieurs. On ne le peut plus aujourd'hui, alors que le socialisme d'Etat et le communisme stalinien présentent à la controverse, non des thèses et des programmes, mais des expériences vécues ou vivantes. Pendant longtemps nous avons engagé le débat uniquement sur les conditions stratégiques, la critique des opérations. On reprochait aux communistes orthodoxes d'aller trop vite, ou trop lentement, de céder à « l'aventurisme putschiste » ou de se rallier à des coalitions de gauche. Il s'agit bien de cela. Il s'agit de proclamer en termes nets qu'ils ont prostitué le mot de révolution, que leurs méthodes brutales ou tortueuses n'ont pas d'autre but que d'assurer le succès de la bureaucratie moscovite. Un ami socialiste tchèque me disait dernièrement que ses correspondants de Tchécoslovaquie paraissaient plus tranquilles en ce moment, car toute la police se consacre uniquement à l'épuration du parti communiste, à la poursuite des communistes. Ce phénomène a commencé en Russie avec la déportation de Trotsky... Il n'est que l'extermination en plusieurs étapes de tous ceux qui représentaient encore, à des degrés, de plus en plus faibles, la conscience du prolétariat ou même d'une bureaucratie nationale née du prolétariat. Si la tendance zimmerwaldienne révolutionnaire subsiste, elle doit s'orienter vers la destruction immédiate du régime stalinien. *Le révolution est « défaitiste » pour la Russie de* 1952 *comme pour celle de* 1917.

Cette conclusion dont on sent toute la gravité s'impose à des révolutionnaires « conséquents », sans aucune intervention de la notion des « deux blocs ». Nous y aboutissions déjà lors des procès de Moscou de 1936 et 1937. L'existence d'Hitler ne nous permettait pas de la formuler, car le mouvement ouvrier européen était plus menacé par le nazisme que par le tzarisme rouge. La seule objection qui nous vienne aujourd'hui à l'esprit — et elle est décisive — c'est que nous ne sommes pas en guerre, comme en 1915, et que nous n'avons jamais accepté l'éventualité d'une guerre, même si nous en espérions la révolution.

Il reste donc à reprendre l'autre tradition zimmerwaldienne, celle de la tendance pacifiste. Seulement l'objection se pose dans les mêmes termes. Nous n'avons pas à arrêter une guerre en cours, mais à prévenir une guerre qui se prépare. Et le pacifisme ouvrier s'est toujours distingué du pacifisme pur, en ce qu'il ne rejette pas l'idée de la violence, l'idée de la résistance armée à l'oppression. La différence essentielle avec la situation de 1915 est cependant d'une autre nature. La première grande guerre avait exclusivement le caractère d'un conflit impérialiste. Sauf en Russie, le prolétariat n'avait rien à y gagner. Déjà la deuxième grande guerre ne se définissait plus aussi simplement. La chute de Mussolini et d'Hitler, quoi que l'on puisse prétendre, a libéré le prolétariat italien et le prolétariat de l'Allemagne occidentale.

Metal, l'organe officiel du syndicat ouvrier de l'industrie métallurgique de la République fédérale allemande, a publié en 1951 un article de son rédacteur en chef Kuno Brandell, dont le titre exprime un doute pessimiste : « *Les syndicalistes allemands ont-ils quelque chose à défendre ?* ». On y trouve cependant ces phrases significatives : « *Nous avons de nouveau des syndicats ouvriers, c'est-à-dire une arme dans la lutte pour l'amélioration de notre situation économique et pour le progrès social. Que personne n'essaie de déprécier l'importance de ce droit démocratique ! Car nous nous rappelons trop bien le temps où nous n'avions plus de syndicats ouvriers et où les ouvriers étaient livrés au pouvoir arbitraire des employeurs (particulièrement si l'employeur était porteur d'un uniforme noir ou brun).* »

Nous n'avons pas à dissimuler que l'hypothèse d'un renversement de l'hitlérisme par la guerre ne troublait pas, en 1938, notre affirmation pacifiste. Nous ne renions rien. Nous tirons cependant de cette expérience effroyable la conviction que l'efficacité du pacifisme dépend peut-être de notre pression sur les « bellicistes occidentaux », mais surtout de la recherche d'un moyen d'affaiblissement du stalinisme. Si nous ne le trouvons pas rapidement, il faut se résigner à la résistance armée. Au Cercle Zimmerwald d'étudier concrètement cette question.

On évitera cette position d'équilibre commode qui traduit la fuite devant les responsabilités directes. Facile de frapper, par mouvement alternatif, sur chacun des deux blocs, et de veiller à tenir horizontal le fléau de la balance. On ne pèse que des abstractions, on ne mesure que du vent. Un exemple tiré — hélas ! — de *l'Ecole Libératrice :* il faudrait dénoncer, pour maintenir la paix, en même temps « *l'expansionnisme politique russe et l'expansionnisme économique américain* ». Il est démontré cependant que les économies des Etats vassaux de Staline sont soumises aux intérêts économiques et stratégiques de Moscou. La rupture avec Tito, les affaires Rajk, Gomulka, Clémentis, les crises tchécoslovaques s'expliquent-elles autrement ? S'il a fallu imposer aux paysans hongrois le rationnement du pain, si les fruits de Bulgarie partent en Russie sous forme de conserves, n'est-ce pas l'effet d'une colonisation qui s'apparente au pillage des « Indes occidentales » au XVIe siècle par les conquérants espagnols ?

Acceptons le terme « expansionnisme économique américain ». Il resterait à le définir et le décrire exactement. Le terme même — et la réalité — exclut la nécessité des conquêtes militaires et politiques. A-t-il abouti cependant à l'appauvrissement des pays dominés ? Il ne peut se matérialiser que sous deux formes : l'exportation des marchandises ou celle des capitaux. Or n'est-il pas incontestable que le jeu normal des lois économiques permettait aux U.S.A. de concurrencer victorieusement

et de dominer financièrement toutes les industries de l'Europe occidentale ? L'opposition des Etats nationaux n'est-elle pas contraire au progrès, comme aux intérêts des peuples ? L'ouvrier français souffrirait-il plus d'être exploité par un capitaliste américain... surtout s'il pouvait s'aligner sur l'ouvrier américain ? Au reste, ces Etats européens auraient-ils pu résister à la pression du super-Etat américain ? Les anciens se souviennent de la crise allemande et française qui aboutit au plan Dawes en 1924, puis au plan Young, quelques années plus tard. Les U.S.A. profitèrent de la division européenne pour imposer leur intervention et leurs capitaux... qui jusqu'au séisme financier de 1929 contrôlèrent presque toute l'industrie allemande.

Qu'on le veuille ou non, le plan Marshall a été exactement le contraire. Il a voulu revigorer les économies nationales de l'Europe occidentale. Et cette fois, les U.S.A., au lieu de « diviser pour régner », tendraient plutôt à conditionner leur aide future à la réalisation de l'unité européenne.

Il est vrai que les U.S.A. ont signé ou renouvelé en 1951 des traités commerciaux avec l'Italie, la Colombie, Israël, la Grèce, l'Ethiopie, le Danemark, qui ont pour principal objet d'assurer, avec le maximum de sécurité, l'exportation des capitaux américains. Et ce ne sont là que des exemples limités. Une seule question doit se poser pour nous. Cet expansionnisme provoque-t-il une exploitation de forme coloniale, ou au contraire favorise-t-il le développement d'un mouvement ouvrier libre, contrarié jusque-là par des Etats reactionnaires ou bureaucratiques ?

En d'autres termes, l'impérialisme américain constitue-t-il un progrès ou une régression ?, étant bien entendu que *pour nous le progrès c'est d'abord le développement autonome d'un mouvement ouvrier libre.* Répondre affirmativement, ce n'est pas abdiquer devant la politique de Washington ; le choix n'a de valeur que s'il développe ce qui le détermine, c'est-à-dire si *notre effort international tend à renforcer l'antithèse de l'impérialisme américain, soit l'Internationale ouvrière.*

Pour cela, une première tâche s'impose : pourchasser le nationalisme. Ce n'est pas notre faute si le conformisme antiaméricain cache souvent des préjugés nationalistes, sous des phrases révolutionnaires. L'affaire de Tunisie illustre notre propos. Notre impérialisme s'y montre le plus réactionnaire au sens plein du terme. Elle n'est pas exceptionnelle. Selon le *New York Post* de décembre 1951, lors de la construction de pistes d'aviation américaines au Maroc, les autorités françaises voulurent imposer aux entrepreneurs américains le paiement de « *salaires très bas aux travailleurs marocains et une échelle de salaires discriminatoire qui assure aux Marocains pour le même travail des salaires inférieurs à ceux des Européens* ».

Entre l'impérialisme qui exploite dans des conditions normales et le colonialisme qui exploite dans des conditions anormales, notre jugement doit-il s'inspirer de l'intérêt général... français ? (2).

Il convient aussi d'envisager le problème dans son ampleur et de ne pas se laisser égarer par des accidents... Ne pas croire que « les profiteurs de la guerre » en sont les premiers agents. Les « marchands de canons » se félicitent peut-être de l'affaire de Corée. Mais celle-ci a éclaté lorsque l'industrie américaine avait surmonté la crise de 1949 et reprenait son ascension. La politique de guerre impose d'ailleurs au capitalisme des servitudes fort lourdes. Aux U.S.A. les taxations pour les armements s'élèvent jusqu'à 75 ou 80 pour cent des bénéfices exceptionnels et les bénéfices ordinaires des sociétés passeraient de 27.800 millions de dollars pendant le dernier trimestre de 1950 à 19.300 pour le troisième trimestre de 1951. Ce ne sont donc pas les appétits immédiats qui sont les mobiles déterminants de la politique capitaliste américaine. Des mouches sur un cadavre, des Thénardiers sur un champ de bataille sont à disperser ou à abattre, par mesure d'hygiène — mais ce n'est pas résoudre la question de la vie ou de la mort, de la paix ou de la guerre.

Abandonnons donc une fois pour toutes les formules rituelles qui soulagent. D'une part, tentons l'analyse exacte des phénomènes impérialistes, en éclairant le mouvement et non l'état, le devenir et non l'être.

D'autre part, cherchons les éléments d'une politique ouvrière internationale, absolument indépendante, non seulement par les idées qui l'inspirent mais surtout par les solutions précises, concrètes qu'elle apporte (3).

Ce sont là des thèmes pour les futurs débats du Cercle Zimmerwald. C'est peut-être en s'y consacrant sérieusement que l'on rassemblera les travailleurs révolutionnaires et internationalistes, beaucoup plus gênés actuellement par l'ignorance du devoir que par les dangers de son accomplissement.

Roger HAGNAUER.

(2) C'est justement parce que nous proclamons cela que nous sommes classés dans le parti américain. Il nous paraît absurde, non de condamner tous les **généraux**, les **armées**, les **casernes**, mais exclusivement un général **américain**, une armée **européenne**, des casernes **allemandes**. Selon certains logiciens, tout ce qui est réactionnaire est américain.

Mais dans l'antiaméricanisme, on retrouve des grands patrons français, les staliniens, les neutralistes et... de Gaulle.

Au contraire, je maintiens que le peuple américain, par sa formation même, est plus perméable que les autres aux influences internationales.

(3) Faut-il également préciser que les résolutions de la C.I.S.L. ne nous donnent guère satisfaction à ce sujet ? Mais justement le rôle du Cercle Zimmerwald serait d'influencer les grandes centrales y adhérant... sans parti pris d'hostilité ou de méfiance.

LE MARTYROLOGE DES PEUPLES SOUMIS A LA DOMINATION FRANCAISE

(Suite et à suivre) (1)

Au Maroc, le 1er novembre, sous le couvert d'élections aux Chambres de Commerce, le gouvernement français a voulu renouveler les « tragiques mascarades » qu'ont été les élections algériennes.

Les Marocains ayant protesté contre cette comédie, les troupes de l' « ordre » ont tiré à Casablanca contre la foule.

Résultat : 6 tués, dont un enfant, et plus de 30 blessés (chiffres officiels).

C'est ce que M. Schuman appelle la « présence » française. La présence des mitrailleuses.

(1) Voir **R.P.** de septembre 51.

POUR CES MESSIEURS DE LA FACULTE DES SCIENCES

Nous les avons vus à l'œuvre, tous ces savants, d'autant plus racornis qu'ils ont plus étudié, d'autant moins larges dans leurs idées qu'ils ont passé plus de temps à examiner quelque fait isolé sous toutes ses faces, sans aucune expérience de la vie, parce qu'ils n'ont eu longtemps d'autre horizon que les parois de leur fromage, puérils dans leurs passions et leurs vanités, parce qu'ils n'ont pas su prendre part aux luttes sérieuses et n'ont jamais appris la juste proportion des choses.

Elisée RECLUS et CAFIERO.

AU SUJET DE LA PRODUCTIVITÉ

Dans le dernier numéro de la *R.P.*, Louzon s'est livré à une offensive systématique contre la « *Productivité* » en général et « *La Lettre aux Militants* », en particulier. N'ayant pas personnellement collaboré à la rédaction de cette « Lettre » (n° 10) à cause d'un voyage de quinze jours en Yougoslavie, j'ai demandé au camarade ayant tenu la plume de faire lui-même une réponse à Louzon. La voici :

Si la critique de nos développements n'était signée Robert Louzon, nous conclurions sans hésiter à la mauvaise foi. Mais comme Louzon ne s'est jamais abaissé à de tels procédés, sa polémique ne peut s'expliquer que par une lecture hâtive, donc superficielle du texte qu'il pourfend.

Louzon écrit :

« Ce qui est pratiquement plus grave que toutes les énormités que nous venons de voir, c'est l'accouplement constant qu'on y fait des deux moyens dont la productivité peut être accrue (progrès technique et intensification du travail), *sans que jamais on ne les oppose l'un à l'autre* (c'est nous qui soulignons), l'auteur se rendant ainsi complice, etc... »

Or, nous avions écrit dans la Lettre aux Militants, *en parlant de la rationalisation d'il y a un quart de siècle :*

« Les adversaires de la rationalisation *n'avaient pas tort* de montrer que... la rationalisation en France (et en Europe en général) portait bien moins sur la modernisation de l'outillage que sur l'intensification du travail, et qu'elle risquait ainsi d'entraîner une surexploitation de la main-d'œuvre. »

Contrairement à ce qu'affirme Louzon, nous avons donc opposé *ces deux méthodes l'une à l'autre : aussi ne sommes-nous complices d'aucune « œuvre scélérate », et notre « honnêteté intellectuelle », qu'il se permet de mettre en doute à ce propos, reste indemne malgré son réquisitoire.*

Louzon nous accuse de croire que ce n'est que « depuis le plan Monnet qu'on multiplie les chevaux-vapeur et qu'on perfectionne l'appareil productif ».

Or, il ressort de tout notre contexte que, puisque nous confrontions la situation actuelle avec celle de l'immédiate avant-guerre, nous n'avions aucun motif pour remonter jusqu'à l'invention de la machine à vapeur et des métiers mécaniques. Il ressort clairement de notre texte qu'en opposant la rationalisation de 1925-27 *à celle d'aujourd'hui, nous mettions en relief que, contrairement à alors, le facteur technique joue un rôle des plus importants. Louzon ne prétendra assurément pas le contraire ! Nous écrivions dans la* Lettre aux Militants :

« L'accroissement de la productivité ne pèse plus, comme alors, *unilatéralement* sur les travailleurs. »

Louzon cite lui-même cette phrase et se demande comment les chevaux-vapeur peuvent contrebalancer l'effort du travailleur. Précisément en ce que, contrairement à ce qui se passait voici 25 *ans, le progrès technique,* réel aujourd'hui, *permet de produire plus dans le même laps de temps, même si les nouvelles mécaniques et installations n'entraînent pas l'intensification du travail !*

Mais le vrai problème n'est pas là. *Les mises au point que nous venons de faire ne s'appliquent, au fond, qu'à des phrases que Louzon a mal lues ou mal comprises. Nous n'arrivons au cœur du problème que là où Louzon s'insurge contre notre constatation que l'évolution économique des dernières décades a créé des lois et des institutions assurant à la masse des salariés une participation plus importante aux avantages d'une productivité accrue (pour ce qui est de la France de nos jours, nous avons, dans la* Lettre *même, fait les réserves qui s'imposent). Le vrai problème est dans cette phrase de Louzon :*

« L'augmentation du salaire n'est jamais proportionnelle à l'augmentation de la production. »

Cette affirmation est vraie pour le capitalisme de jadis, pour celui que Marx a analysé. La question fondamentale qui se pose aujourd'hui est précisément celle de savoir dans quelle mesure le capitalisme d'aujourd'hui ressemble encore à celui de jadis, et par conséquent dans quelle mesure les lois que lui attribuait Marx (à notre avis avec raison !) fonctionnent encore aujourd'hui, sont valables encore aujourd'hui. Ont-elles été infléchies, oui ou non, par l'évolution du capitalisme (de sa structure et de son fonctionnement) d'une part, par le développement de l'anticapitalisme organisé d'autre part ?

Telle est la question cruciale que le mouvement prolétarien, de quelque tendance qu'il se réclame, doit se poser à l'heure qu'il est. Nous nous bornons à la signaler — ce n'est pas dans le cadre d'un article, et encore moins dans celui d'une note rectificative, qu'on la résoudra. Toujours est-il que la charge à fond de Louzon contre notre Lettre *sur la productivité donne tort à ceux qui, voici quelques mois, croyaient pouvoir lui reprocher, dans la* R.P., *d'être devenu « réformiste » !*

Ceci dit, je ne pense pas que le débat soit tranché pour cela. Le sujet est trop important pour être liquidé en quelques lignes. La *R.P.* serait bien inspirée d'ouvrir ses colonnes à ceux que le problème intéresse. Sans parler de la C.G.T. dont les raisons d'opposition à toute amélioration de la productivité relèvent de la politique extérieure de Moscou, on constate que l'attitude de F.O. est dans son ensemble plutôt décevante. Les syndicats ne se rendent pas compte que s'ils ne s'intéressent pas à la productivité, tout le surprofit technique dû à son amélioration ira dans les poches du patronat. Jusqu'à présent, il est exact que la masse des salaires n'a jamais suivi la hausse de la production. Cela découle de la structure même du salaire à laquelle s'accrochent par simple esprit de routine de trop nombreuses organisations syndicales. Sur cette base, les travailleurs continueront à faire seuls les frais de l'abaissement des prix de revient. Il dépend des syndicats et par conséquent des personnes en mesure de les conseiller — parmi lesquelles je range Louzon — d'éviter une attitude purement négative et qui soit autre chose que la réédition, 110 ans après, de la « Philosophie de la Misère » de Proudhon.

Hauts salaires et bas prix de vente, tels sont les deux buts qu'un accroissement de la productivité pourrait permettre d'atteindre. Si le second regarde plus spécialement le patronat et l'Etat, le premier dépend essentiellement des syndicats. C'est à eux de promouvoir et au besoin d'imposer un salaire lié à la production ; c'est à eux de veiller à ce que la rationalisation dépende d'une meilleure organisation, de meilleures machines et non d'un « sweating system » de nature stakhanoviste ! Il faudra pour cela d'autres articles que ceux de Louzon et d'autres C.C.N. que le dernier en date de F.O. Mais si les syndicats se révélaient incapables de remplacer une tactique faite pour une économie malthusienne par une autre adaptée à une économie en expansion, alors ils signeraient eux-mêmes leur acte de décès.

Michel COLLINET.

Notes d'Economie et de Politique

De la productivité du travail en Amérique et en Europe

Un collaborateur de la « R. P. », ingénieur, qui revient des U.S.A. où il était allé avec l'une de ces innombrables missions qui déferlent chaque été sur le continent américain, nous disait qu'on lui avait fait visiter beaucoup d'usines, et que dans toutes, on y voyait, naturellement, des ouvriers qui travaillaient, mais qui ne travaillaient, dans l'ensemble, que sur des machines équivalentes aux nôtres, selon des méthodes et à un rythme semblables aux nôtres ; aussi, concluait-il, ce n'est pas « au niveau de l'usine » qu'il faut chercher les raisons de la plus grande « productivité » (1) du travailleur américain. Et c'est bien là, je crois, l'opinion à peu près générale de tous ceux qui ont regardé d'un peu près les usines américaines, ou y ont travaillé.

Il n'est point douteux cependant que la production américaine par travailleur est bien supérieure à la production européenne par travailleur. A quoi donc cela est-il dû, puisque ça ne vient pas du mode de travail ?

La plus grande « productivité » américaine provient essentiellement, à mon avis, de trois facteurs.

Le charbon

Le premier est un facteur d'ordre naturel sur lequel on ne saurait trop insister car il est d'importance capitale : c'est le bas coût du charbon.

Les Etats-Unis possèdent en quantité presque illimitée des charbons de toute nature, très facilement **exploitables,** beaucoup plus facilement exploitables, non seulement que ceux de Belgique et de France, mais aussi que ceux d'Allemagne et de Grande-Bretagne.

Rappelons, en effet, que loin d'être enfoui à plusieurs centaines de mètres de profondeur, comme c'est le cas général en Europe (la France exploite en quelques points du charbon situé à mille mètres de profondeur), le charbon américain se trouve la plupart du temps presque en surface, ce qui permet de l'extraire, non par puits, mais par des galeries inclinées à flanc de côteau, ou même en carrière, complètement à découvert. En outre, avantage au moins aussi important, les couches des gisements américains sont très régulières : elles ne sont point coupées à chaque instant par des failles qui les déplacent, comme c'est le cas notamment dans nos gisements du Nord ; d'autre part, elles présentent presque toujours l'épaisseur la plus favorable pour l'exploitation, c'est-à-dire qu'elles sont suffisamment épaisses pour qu'on ne soit pas obligé d'enlever une couche de stérile en dessus ou en dessous pour se livrer passage (ainsi que c'est le cas dans nos gisements du Nord et du Pas-de-Calais), tout en n'étant pas d'une épaisseur telle qu'on doive les enlever par tranches successives (comme dans le bassin de Saint-Etienne), ce qui oblige à des précautions spéciales pour éviter le risque d'incendie.

Pouvant être extrait, pour ces raisons, avec beaucoup moins de travail qu'en Europe, et tout particulièrement qu'en France, le charbon américain est bien moins cher que le charbon européen. Bien moins cher en valeur réelle, s'entend, quels que soient les prix nominaux pratiqués du fait des manipulations monétaires.

Or comme tout le monde le sait, le charbon est le « pain de l'industrie ». Il n'est guère de productions dans lesquelles le charbon n'intervienne pas, directement ou indirectement. Toute fabrication qui exige des machines, même si celles-ci sont mues par le pétrole ou l'énergie hydraulique, dépend, au moins indirectement, du charbon, car il y a toujours dans les machines des métaux, notamment du fer, qui n'ont pu être obtenus que par fusion d'un minerai dans un four **alimenté au charbon.** C'est pourquoi le bas prix du charbon est bien certainement l'une des principales raisons qui ont amené le grand développement du machinisme qui caractérise les Etats-Unis. Les hauts salaires, la revendication constante des travailleurs pour un plus haut standard de vie, sont un facteur qui pousse au développement du machinisme, ainsi que nous l'avons dit précédemment (2), mais le bas prix du charbon agit aussi dans le même sens. Si, en effet, on se propose de substituer à un travail effectué à la main un travail à la machine, la substitution ne pourra être avantageuse que si le coût du fonctionnement de la machine et son amortissement sont inférieurs à l'économie de travail qu'on réalisera, au cours de l'opération considérée, du fait de la machine ; si, par exemple, l'emploi de la machine permet de faire en une heure le nombre d'objets qu'on faisait précédemment en deux heures, la machine ne sera avantageuse que si son fonctionnement pendant une heure et son amortissement durant ce temps ne coûtent pas plus d'une heure de travail. Or il va de soi que moins le charbon demande de travail pour être extrait et moins demanderont de travail le fonctionnement d'une machine (dans le cas où elle est mue par un moteur à vapeur) et son amortissement (dans tous les cas, du fait que le charbon intervient dans sa fabrication). D'où il résulte qu'une machine pourra être avantageuse, et par conséquent sera employée, dans un pays où le charbon n'est pas cher, alors qu'elle serait désavantageuse, et par conséquent n'existera pas, dans un pays où le charbon sera cher, bien que dans les deux cas il s'agisse exactement du même travail à effectuer.

Le charbon bon marché que les grands gisements du Nord-Est des Etats-Unis fournissent à l'industrie américaine, dans toute la mesure où elle en a besoin, est donc l'un des facteurs essentiels de la productivité américaine.

Le pain

Un second facteur qui me semble venir en importance tout de suite après le précédent réside dans la contexture de la propriété agricole aux Etats-Unis.

(1) J'emploierai dans tout ce qui suit le mot « productivité » dans le seul sens où il devrait l'être : production effectuée avec une dépense donnée d'énergie humaine. Ce qui exclut totalement cette idée antiscientifique que la productivité doit s'évaluer par rapport au temps de travail et non par rapport à l'effort fourni, idée d'où l'on tire cette conséquence si utile au patronat, mais si absurde : la productivité peut être accrue par une augmentation de l'intensité du travail.

(2) Voir la R.P. de septembre 51.

L'étendue des propriétés américaines est généralement celle qui convient le mieux au genre de culture qui est pratiquée. Là où il s'agit de cultures intensives (légumes, fruits, production de lait frais, coton), comme en Nouvelle-Angleterre, en Californie et dans une partie du Sud (3), les propriétés sont relativement de peu d'étendue ; là, au contraire, où il s'agit de cultures extensives (blé, coton dans certaines régions), les propriétés sont suffisamment grandes pour que la machine puisse y être utilisée avec le maximum d'avantages.

En outre, ces propriétés sont presque toujours d'un seul tenant, ce qui évite ces énormes pertes de temps que connaît le cultivateur français pour aller de l'une de ses parcelles à l'autre, distante parfois de plusieurs kilomètres, bien heureux encore lorsqu'il ne se trouve point dans l'impossibilité absolue de cultiver sa propriété, bien que la contenance totale de celle-ci soit suffisante, du fait qu'elle est divisée en parcelles qui n'ont toutes que quelques mètres carrés, ainsi que cela arrive dans certaines régions !

Le temps perdu par le cultivateur pour se transporter, lui et son matériel, d'une parcelle à l'autre, est d'autant plus grave que l'une des grandes difficultés que rencontre la culture est d'effectuer les travaux « en temps voulu ». Avec les pluies, les moments de trop grande sécheresse et toutes les sortes d'intempéries, le cultivateur ne dispose généralement que de très peu de jours pour effectuer les travaux qu'exige la saison. Il s'ensuit que le temps perdu diminue d'une double manière la productivité du travailleur agricole : d'une part, pendant qu'il se déplace, il ne produit pas, et d'autre part, le travail productif qu'il accomplit produit moins de résultats du fait qu'il n'aura pas été exécuté en son temps.

L'agronome Dumont estime qu'en « polyculture classique », c'est-à-dire dans les fermes où les cultures essentielles sont celles des céréales et du fourrage, il ne peut y avoir une productivité de la famille paysanne suffisante si la ferme est de moins de 30 hectares et que, d'ailleurs, « ce minimum est très loin de l'optimum nécessaire à l'emploi du matériel moderne de culture, qui exige plusieurs centaines d'hectares ».

Or que d'exploitations françaises qui ont moins de 30 hectares, même dans les régions céréalifères ! Je ne crois pas exagéré de dire qu'il y en a peut-être plus de la moitié. En tout cas, l'étendue moyenne d'une exploitation agricole en France est d'une quinzaine d'hectares, tandis qu'en Amérique, elle dépasse la trentaine d'hectares : le double.

C'est donc essentiellement à la concentration de la propriété paysanne autour du niveau optimum correspondant à chaque culture qu'il faut attribuer le fait qu'en Amérique le travail agricole est beaucoup plus productif qu'en France.

Or tout comme la plus grande productivité du mineur, la plus grande productivité du paysan réagit sur l'ensemble de la productivité industrielle. Car si le charbon est le pain de l'industrie, les produits agricoles sont le pain du travailleur, si bien que le bas coût des produits agricoles, conséquence de la haute productivité agricole, aboutit pour l'ensemble de l'industrie aux mêmes conséquences que celles qu'entraîne le bas coût du charbon, bien que d'une autre manière.

En effet, le bas coût d'un produit agricole veut dire qu'on pourra se procurer le produit avec un faible nombre d'heures de travail ; le travailleur américain pourra donc acheter les produits agricoles qui lui sont nécessaires pour vivre avec un petit nombre des heures de travail qu'il fournit à son usine ; toutes ses autres heures de travail (en supposant, pour la simplicité du raisonnement, que l'ouvrier n'a besoin pour vivre que de produits agricoles) seront de la plus-value. Donc, plus le travail agricole est productif, et plus grande est la plus-value. Or plus grande est la plus-value et plus importante est la part de la plus-value qui peut être transformée en capital, c'est-à-dire qui peut être employée pour construire de nouvelles usines ou... **pour transformer les anciennes.** La forte plus-value que produit le travailleur américain du fait du bas prix des produits agricoles donne donc à l'industriel américain beaucoup plus de moyens qu'à l'industriel français pour transformer son matériel et ses procédés de travail dès que cela est nécessaire pour les maintenir au niveau des progrès techniques.

Si un industriel dispose d'un capital nouveau de un million et qu'il a deux transformations à faire dans son usine, qui, toutes deux, abaisseront son prix de revient, mais qui coûtent chacune d'elles un million, il n'en fera qu'une, celle dont l'utilité sera la plus grande, l'autre devra attendre, peut-être indéfiniment ; au contraire, l'industriel qui disposera de deux millions fera aussitôt les deux transformations et augmentera ainsi la productivité de ses ateliers plus que le précédent.

Or c'est exactement cela qui se produit, en grand, pour l'industrie européenne d'une part, et pour l'industrie américaine d'autre part. Disposant d'une plus grande quantité de plus-value, donc de plus de capitaux que l'industrie européenne, du fait de la plus haute productivité de l'agriculture, l'industrie américaine peut davantage en augmenter sa productivité, que l'industrie européenne.

Ainsi, bas coût du charbon et bas coût des vivres, ces deux faits qui frappent tous ceux qui sont allés en Amérique, amènent, du fait que charbon et vivres sont à l'origine de la production, une sorte de réaction en chaîne, qui accroît la productivité dans toutes les autres branches de l'économie. La haute productivité du mineur et du cultivateur n'améliore pas la productivité moyenne américaine du fait seulement que le mineur et le cultivateur font partie des travailleurs américains et que leur haute productivité propre élève la moyenne générale de la productivité, mais aussi, et surtout, du fait qu'elle accroît indirectement la productivité propre de tous les autres travailleurs.

8 millions de kilomètres carrés et 150 millions d'habitants

Il est, enfin, un troisième facteur, bien connu, qui a été souvent signalé, et qui est également fort important, quoique son importance nous semble moindre peut-être que celle des deux facteurs précédents.

L'étendue du territoire des Etats-Unis et la grandeur de sa population, d'une part, le maintien de la concurrence entre les entreprises, grâce à une intervention énergique de l'Etat, d'autre part, tendent constamment à éliminer les entreprises qui, pour des raisons naturelles ou autres, ont des prix de revient élevés, et à ne laisser subsister que celles à bas prix de revient, c'est-à-dire, à forte productivité.

Si l'on divisait le territoire des Etats-Unis en une quinzaine d'Etats, ce qui donnerait des Etats de la grandeur de la France, séparés les uns des autres par des barrières douanières, il est évident que dans chacun de ces Etats il pourrait s'établir des industries qui produiraient dans de moins bonnes conditions que celles installées dans certains des autres

(3) Cette partie du Sud ne comprend pas l'Oklahoma et le Texas, où la fertilité naturelle du sol permet une culture du coton plus intensive et dont les grandes plaines conviennent tout à fait à la machine.

Etats, mais qui pourraient néanmoins subsister grâce à des droits de douane compensant la différence entre leurs prix de revient et ceux des usines des autres Etats. De telles industries seraient cependant peu productives et abaisseraient donc la productivité générale de leur Etat. Au contraire, dans les Etats-Unis tels qu'ils existent réellement, c'est-à-dire comme une seule unité économique, sans aucun droit de douane intérieur, de telles entreprises ne peuvent exister, elles seraient automatiquement tuées par la concurrence de celles mieux situées. La productivité de chaque région des Etats-Unis, et, par suite de l'ensemble des Etats-Unis, est donc supérieure à ce qu'elle serait si ces régions étaient constituées en Etats distincts, séparés par des douanes, comme nous en avions formulé l'hypothèse.

Ainsi, le fait que les Etats-Unis ne forment qu'un seul territoire de 8 millions de kilomètres carrés au lieu d'être divisés en Etats d'un demi-million de kilomètres carrés, ordre de grandeur de la superficie des « grands » Etats de l'Europe occidentale, permet une productivité qui est d'autant plus grande par rapport à celle des pays européens que les droits de douane qui séparent ceux-ci sont plus élevés.

En second lieu, l'industrie américaine produit librement (c'est-à-dire compte non tenu des exportations qu'une décision étrangère peut toujours diminuer ou même annuler) pour 150 millions d'habitants ; les usines des « grands » Etats européens ne produisent librement, elles, que pour 50 millions d'habitants. Or si, pour certaines fabrications, un marché de 50 millions de personnes suffit pour qu'on puisse produire en « grande série », ce n'est pas le cas pour toutes les sortes de fabrications, et si, pour ces fabrications qui ont besoin d'un marché de plus de 50 millions de personnes pour pouvoir fabriquer en grande série, il n'existe point de débouchés suffisants à l'étranger par suite des droits de douane, la production ne pourra point y atteindre les chiffres nécessaires pour la « grande série », c'est-à-dire pour que soient réalisées les conditions techniques optima pour l'abaissement au minimum du prix de revient. Donc, plus petite productivité dans ces usines que dans celles du pays qui, disposant d'un marché intérieur de 150 millions de personnes, pourra, en faisant la grande série, abaisser au maximum son prix de revient.

Ainsi, tant parce que l'étendue de leur territoire leur permet de n'établir des usines que là où les conditions sont les plus favorables, que parce que l'importance de leur population leur procure, plus souvent, les avantages de la production en masse, les Etats-Unis peuvent avoir également, de ce fait, une productivité plus grande que celle des Etats européens.

Attention cependant ! Cela n'est vrai qu'à la condition que la concurrence règne à l'intérieur du pays. S'il n'en était pas ainsi, si un monopole s'établissait dans une branche de la production, il produirait les mêmes effets que les droits de douane.

Assuré de ne plus avoir de concurrents, soit parce qu'il jouit d'un monopole légal, soit parce que sa situation financière lui permet de tuer tout concurrent qui voudrait s'installer, ledit monopole ne serait pas obligé de produire dans les meilleures conditions possibles, il pourrait se laisser guider par d'autres considérations, et sa productivité, par conséquent, en serait diminuée. C'est d'ailleurs là une chose dont les Américains sont profondément convaincus et c'est pourquoi ils continuent à appliquer, avec une vigilance qui ne se dément pas, la loi Sherman antitrust, vieille d'un demi-siècle.

On peut dire que grâce à l'application constante et rigoureuse de cette loi, il n'y a à peu près point jusqu'ici de monopoles industriels aux Etats-Unis, malgré tous les facteurs qui y poussent. Ce qu'on appelle des « trusts » sont de grandes entreprises, des entreprises souvent gigantesques, mais qui ne sont point de véritables trusts au sens exact du mot, c'est-à-dire des entreprises ayant accaparé, « trusté », toute une production. Dans une même industrie il n'y a pas un trust, mais **des** trusts, ce qui implique qu'il n'y a point trust. Cela est vrai pour les plus grandes industries comme celle de l'acier (Steel Trust, Bethleem, Republic Steel, etc.), ou comme celle de l'auto (General Motors, Chrysler, Ford, etc.) et même, semble-t-il, pour l'industrie chimique, bien que dans celle-ci le Procureur général ait fort à faire pour appliquer la loi Sherman.

Remèdes pour l'Europe

Tels sont donc, à mon sens, les trois principaux facteurs de la « haute productivité » américaine, et qui sont, en même temps les facteurs de toute haute productivité à l'époque actuelle. Chercher à accroître la productivité européenne revient donc à chercher à introduire, si possible, ces trois facteurs dans l'économie européenne.

Pour le premier, le bas prix du charbon, il ne saurait en être question. Les gisements houillers de l'Europe sont ce qu'ils sont et rien ne pourra faire que le charbon s'en extraie avec aussi peu de travail qu'en Amérique.

Mais, pour les deux autres, c'est différent. L'Europe peut faire énormément pour accroître sa productivité agricole ; l'Europe peut faire tout pour transformer ses marchés de 50 millions d'habitants en un marché unique de 250 millions d'habitants, couvrant un territoire qui ne soit plus seulement le quinzième, mais le quart de celui des Etats-Unis.

L'accroissement de la productivité agricole en Europe, et tout particulièrement en France, le pays le plus agricole de l'Europe, peut se résumer en deux mots : remembrement et concentration. Remembrement de la propriété, c'est-à-dire réunion en pièces d'un seul tenant des parcelles en lesquelles sont divisées les propriétés ; puis, si la propriété, ainsi remembrée, est de grandeur insuffisante, réunion de cette propriété avec ses voisines.

L'étendue actuelle des propriétés agricoles françaises, et même, pour une part, leur morcellement en parcelles, proviennent de conditions techniques et sociales qui n'existent plus ; malgré la disparition de ces conditions, les propriétés sont restées telles qu'elles étaient auparavant, d'une part en vertu de l'inertie propre à tous les phénomènes sociaux, et, d'autre part, du fait d'un certain nombre de mesures artificielles tendant à ce que la basse productivité soit compensée par une aide de l'Etat, soit directe (primes de toutes sortes et sous toutes les formes), soit indirecte (droits de douane et contingentements pour les produits agricoles étrangers).

C'est donc, en fait, l'Etat qui est l'origine et la cause de la basse productivité de l'agriculture française. Qu'il cesse de maintenir cette dernière « hors d'équilibre » en lui évitant d'adapter la structure de ses propriétés aux nouvelles conditions techniques, qu'il cesse ses primes, qu'il ouvre largement le marché français aux produits agricoles de l'étranger, qu'il laisse les prix s'établir librement, et nécessairement alors, la propriété agricole française devra se remembrer et se concentrer et acquérir ainsi la structure qui lui permettra d'accroître sa productivité.

Comme toutes les adaptations, surtout lorsqu'elles ont été longtemps différées, celle-ci ne se fera point sans pleurs ni grincements de dents. Il y aura des gens qui seront ruinés, d'autres qui devront se déplacer, vivre sous d'autres cieux, ou se mettre à d'autres travaux. Toutes choses ennuyeuses et difficiles. Le rôle de l'Etat serait alors d'adoucir le plus

possible ces misères. Mais vouloir les éviter ou les ajourner **sine die** en maintenant coûte que coûte la structure actuelle de la propriété agricole c'est, non seulement s'adonner à une tâche qui s'avérera impossible à la longue, mais c'est, en outre, se refuser pour le présent à toute augmentation sérieuse de la productivité agricole, productivité qui est, comme nous l'avons vu, l'un des deux piliers fondamentaux, et le seul qui soit à notre portée, de la productivité industrielle.

En ce qui concerne le troisième facteur, ce qu'il y a à faire est bien connu, aussi connu que le facteur lui-même : c'est de créer les Etats-Unis d'Europe, autrement dit abolir toute barrière économique, financière et politique entre les divers Etats de l'Occident européen afin qu'un unique marché, de plusieurs centaines de millions d'hommes et s'étendant des mers du Nord à la Méditerranée, soit créé pour les marchandises, les capitaux et les hommes.

Mais ici, de nouveau, attention !

Distinguons marché libre et marché unique à monopole. Des institutions comme celle du « pool » Schuman sont, par définition, ainsi que tout « pool », des monopoles. Il s'agit, dans le plan Schuman, de grouper en une unique entreprise, ou, si l'on veut, pour respecter les langes pudiques dont les auteurs du plan Schuman ont enveloppé le corps de leur enfant, de grouper « sous une même autorité » toutes les entreprises, situées dans l'Europe occidentale continentale qui extraient du charbon ou du minerai de fer, ou fabriquent de la fonte ou de l'acier. Un formidable monopole, comme on le voit, un monopole pour ces deux matières fondamentales : le charbon et le fer.

Or qui dit monopole, dit possibilité de fixer souverainement les prix. Notamment, possibilité de fixer les prix à un niveau permettant aux entreprises les moins bien situées, les moins « rentables », de vivre. Certes, le plan Schuman prévoit que la « haute autorité » pourra décréter la fermeture des mines et usines les moins rentables. Elle « pourra », mais elle n'y sera pas obligée. La dure nécessité qui aurait amené ceux des hauts fourneaux de France, de Belgique ou d'Allemagne, qui produisent avec les plus hauts prix de revient, à fermer devant la concurrence de leurs voisins, le jour où, dans un marché libre, ils n'auraient plus été protégés par des droits de douane, ne se fera pas sentir. Aussi, est-il très probable qu'étant donné les difficultés de toutes sortes qu'entraîne la fermeture d'une entreprise, la « haute autorité », suivant la politique la plus facile, fermera le moins possible de puits et d'usines, si basse que puisse être la productivité de certains. Rien d'ailleurs n'assure que ces fermetures, dans la mesure où elles se produiront, ne seront pas entachées dans une large mesure d'arbitraire, qu'elles ne seront point dictées par des considérations politiques beaucoup plus que par des objectifs économiques. Et même en agissant avec la plus parfaite bonne foi, il est souvent extrêmement difficile d'apprécier sur « documents » si une entreprise est « rentable » ou non. Rien ne vaut l'épreuve des faits : une entreprise n'est pas rentable lorsque, maîtresse de ses prix et de sa production, elle fait faillite et n'est point remplacée par une autre. En matière économique, comme en toute autre, en dehors de l' « expérience », il n'est que « conjecture ».

Ainsi, l'augmentation de productivité que peut procurer la constitution d'un marché unique, par élimination des entreprises les moins productives, est beaucoup plus aléatoire avec un marché unique à monopole qu'avec un marché unique libre.

En second lieu, les entreprises qui seront maintenues n'auront plus comme auparavant à subir la concurrence des entreprises similaires de leur propre pays sur le marché national, ni celle des entreprises des pays avec lesquelles elles ont formé le pool sur les marchés d'exportation, elles seront donc beaucoup moins portées que précédemment à diminuer leurs prix de revient par l'amélioration de leur technique. Les avantages que pourra apporter le marché unique au point de vue de la productivité seront donc sans doute plus que compensés par le fait que ce marché unique ne se sera réalisé que par la substitution du monopole au marché libre.

D'une façon générale, on peut dire que l'Europe ne pourra accroître sérieusement sa productivité, du fait du facteur qui nous occupe, qu'à la condition d'établir chez elle, à la fois, les deux choses que possèdent les Etats-Unis : un large marché et un marché libre. Si on n'élargit le marché qu'en supprimant la liberté du marché, le remède risque fort d'être pire que le mal.

En un mot, la productivité des Etats européens ne pourra s'accroître par extension de leurs marchés que par l'abolition des barrières douanières, par création d'une union douanière européenne et non par la constitution de monopoles d'Etat internationaux.

Robert LOUZON.

P.-S. — Je m'excuse auprès de Collinet pour lui avoir attribué dans mes notes du mois dernier un article dont il n'est point le père. Mais les « Lettres aux militants » n'ayant contenu jusque-là que le nom de Collinet, je croyais, ainsi d'ailleurs que tout le monde, je pense, que toutes les lettres étaient écrites par Collinet. Puisqu'il n'en est pas ainsi, ce que j'ai dit s'adresse donc, naturellement, non à Collinet, mais aux auteurs anonymes de cette lettre sur la productivité qui était tout à fait digne de BEDES ou de quelque autre organe de pénétration patronale au sein du mouvement ouvrier.

PRODUCTIVITÉ

par Alexandre Hébert

Secrétaire général de l'U.D.-F.O. de la Loire-Inférieure.

Connaissez-vous le dernier mot à la mode ?... Productivité.

Dans tous les milieux on « découvre » la productivité !

Il apparaîtrait même que la productivité pourrait nous apporter jusques et y compris... la justice sociale ! ! !

Dès l'abord, une remarque s'impose ! Est-ce bien sûr que notre patronat si âpre au gain n'ait pas déjà songé à ce problème ? Ne se fait-on pas quelque illusion sur les possibilités d'améliorer la productivité ?

En tout état de cause, nous sommes persuadés que, dans la situation actuelle, tout accroissement de la productivité risque de se traduire, surtout, par une augmentation des profits patronaux.

Avant de songer à augmenter la production, il faudrait peut-être s'efforcer, d'abord, d'en répartir le volume actuel d'une manière un peu équitable.

Il est vain de vouloir espérer un accroissement de la productivité aussi longtemps que les salariés seront réduits à la portion congrue.

La « productivité » ne nous amènera pas la justice sociale.

Un peu plus de justice sociale pourrait être un facteur d'accroissement de la productivité.

(*Populaire de l'Ouest* du 4 déc. 51.)

Une heureuse initiative de la Typographie parisienne

La Fédération du Livre a toujours été donnée en exemple, comme un modèle d'organisation syndicale, ayant su, depuis ses origines, qui datent de trois quarts de siècle, joindre à la défense des revendications de ses membres l'institution et le développement d'œuvres de solidarité, telles que secours statutaires de grève, de chômage, de maladie, d'invalidité, de décès, et ce, bien avant la création des caisses de Sécurité sociale et l'institution de secours de chômage par les municipalités des grandes villes.

Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, elle avait aussi un secours de « viaticum », tombé à présent en désuétude et qui consistait à verser à tout syndiqué se déplaçant d'une ville à une autre un secours de route qui s'élevait à un sou par kilomètre parcouru, ce qui correspondait au prix du voyage. C'était un vestige des traditions du compagnonage à présent abandonné, mais qui a permis à bien des typographes du début du siècle de faire à peu de frais leur petit tour de France, tout en semant le bon grain syndicaliste dans les coins les plus reculés du pays.

Plus près de nous, et encore en avance sur la création des caisses d'Assurances sociales, la Fédération du Livre a institué, voilà une trentaine d'années, une retraite vieillesse, qui fut et demeure un symbole, en raison de sa modicité, mais qui montrait la voie dans laquelle maintenant tout le monde s'est engagé.

L'idée était lancée. Et, sous la pression des syndicats parisiens, avant-garde de la Fédération, plusieurs grands journaux ont créé des caisses de retraites particulières, dont ont bénéficié un certain nombre de « carnardiers ».

C'étaient quelques îlots privilégiés. Mais il fallait en répandre les bienfaits à tous les ouvriers de la presse parisienne. De longs efforts ont été tentés pour la création d'une caisse générale de retraite. Il semble qu'ils n'aient pas abouti en raison de la mauvaise volonté des dirigeants de la Fédération de la presse et des difficultés financières dans lesquelles se débattent la plupart des journaux parisiens, comme d'ailleurs leurs confrères de province.

Formule originale

Aussi, un noyau de militants s'est-il attaché à préparer la création d'une caisse de prévoyance et de retraite des ouvriers de la presse parisienne, en se passant du concours patronal. Un projet de statut est établi qui prévoit l'alimentation de cette caisse par les seules cotisations des assurés et son fonctionnement sous l'égide de la Chambre Syndicale Typographique Parisienne.

Les avantages que l'on se propose d'accorder aux assurés consistent, d'une part, en paiement d'un capital en cas de décès ou d'invalidité, d'autre part, en institution d'une retraite vieillesse complémentaire de celle servie par la Sécurité sociale.

Une formule originale a été trouvée pour fixer le montant des « prestations » : Au lieu de les établir en francs toujours de plus en plus dépréciés, les auteurs du projet ont fixé le montant des « services » à attribuer à chaque catégorie de bénéficiaires. (Dans la presse, les « services » sont les journées de travail.)

Et c'est ainsi qu'après avoir fixé la base de calcul des cotisations à 300 services par an, on prévoit de verser aux ayants droit de l'assuré décédé la valeur correspondante à 78 services et au retraité la valeur de ce service multipliée par 115. Ce qui revient à dire qu'il sera versé trois mois de salaire en cas de décès et quatre mois et demi par an au retraité.

La seule condition imposée pour bénéficier de ces avantages est d'appartenir à la Chambre Syndicale depuis au moins 20 ans. Ceux qui y sont depuis plus de 10 ans et moins de 20 ans toucheraient une retraite proportionnelle.

La retraite pourrait être servie par anticipation aux invalides à partir de 55 ans. Les veuves ou « concubines notoires » recevraient la moitié de la retraite des assurés. Les orphelins jusqu'à l'âge de 16 ans toucheraient 20 pour cent chacun de la pension du père.

Pour donner une idée plus précise de ce que représentent actuellement l'effort demandé aux ouvriers en activité et les avantages accordés aux éventuels bénéficiaires, disons que le salaire actuel du « service » est de 1.370 francs ; que la cotisation annuelle exigée des ouvriers effectivement en activité est de 9,30 pour cent de ce chiffre multiplié par 300, tandis que la retraite s'établirait à 1.370 francs multipliés par 115, et le capital décès également à 1.370 multiplié par 78.

Ce sont, certes, des avantages appréciables et en particulier la retraite vieillesse « complémentaire » qui serait servie par cet organisme serait supérieure à celle versée par la Sécurité sociale. Il y a là de quoi calmer les appréhensions de ceux qui redoutent le moment où ils ne pourront plus occuper leur emploi et se voyaient menacés de se contenter de la maigre retraite de la Sécurité sociale.

Retraite facultative ?

Et pourtant, l'annonce de l'entrée en application prochaine de ce projet n'enchante pas tous les ouvriers des journaux parisiens appelés à en bénéficier. Nous allons ici traduire leur état d'esprit. Il s'agit de ceux qui, ayant atteint ou dépassé l'âge de 65 ans, ne consentent pas à se considérer comme des vieux, en ce sens qu'ils se sentent encore aptes à accomplir convenablement leur travail.

« Qu'on fasse bénéficier de la retraite tous les camarades déficients, tous ceux qui ont besoin de se reposer et que, pour ceux-là, on abaisse autant qu'il sera nécessaire la limite d'âge, rien de plus légitime, disent-ils. Mais nous ne concevons pas que l'on oblige automatiquement tous ceux qui ont atteint l'âge fatidique à cesser toute activité, surtout si l'on ne conteste pas qu'ils continuent à ac-

complir leur besogne quotidienne aussi bien que des camarades plus jeunes. »

Et ils invoquent le fait que la Sécurité sociale n'impose pas aux bénéficiaires de ses pensions l'obligation d'abandonner leur emploi.

Même chez les fonctionnaires où le taux de la retraite atteint environ 75 pour cent du traitement d'activité, la mise à la retraite est souvent retardée.

Et si l'on jette un coup d'œil dans le camp patronal, on s'aperçoit que la limite d'âge ne joue pas et que de nombreux chefs d'entreprises continuent à diriger leurs affaires tant qu'ils se sentent capables de le faire.

Et si l'on poursuit les comparaisons dans un autre domaine, on constate que le personnel gouvernemental, aussi bien en France qu'à l'étranger, est souvent composé d'hommes à cheveux blancs, qui ont conservé une démarche alerte et un esprit lucide.

Pourquoi n'en serait-il pas de même parmi les travailleurs salariés ?

La règle d'or consisterait en ce que chaque ouvrier apte à remplir un emploi puisse le conserver s'il le désire et si son employeur est satisfait de ses services. (Dans les ateliers de journaux où le travail se fait en équipe, celle-ci pourrait se substituer au patron et déterminer si tel ou tel ouvrier, vieux ou moins vieux, accomplit ou non le travail qui lui est assigné.)

Ainsi la retraite serait accordée à ceux qui en auraient vraiment besoin, sans contraindre à un repos forcé ceux qui peuvent encore gagner leur vie en travaillant et fournir à la collectivité leur part d'effort.

Nous n'ignorons pas que, pour certains camarades, l'institution de cette caisse a un double but : d'abord permettre aux vieux de jouir d'un repos mérité et à l'abri du besoin dans la plus grande mesure possible ; ensuite résorber le chômage qui sévit dans la profession depuis de nombreux mois.

Or, nous avons connu d'autres périodes de chômage dans la profession ; elles ont été résorbées sans cela. Et puis, l'expérience nous a enseigné qu'à des périodes de chômage succèdent toujours des périodes de plein emploi. Il ne faudrait donc pas que pour remédier à une situation passagère, on adopte des mesures d'un caractère définitif. D'autant plus que si on procède avec souplesse et discernement dans les choix des bénéficiaires de la retraite, on doit pouvoir aboutir au même résultat, sans contrainte et sans injustice.

Nous avons tenu à soumettre ces réflexions à nos camarades de la presse parisienne, non pas pour diminuer leur mérite, qui est grand, d'avoir conçu, et bientôt réalisé, une œuvre de solidarité ouvrière, sans précédent, dans le cadre exclusif de l'organisation syndicale, mais pour attirer leur attention sur les défauts d'une conception quasi générale des conditions d'attribution des retraites aux vieux travailleurs.

Car ce n'est pas seulement pour les travailleurs des journaux qu'il faudrait reviser les conceptions actuellement en honneur. Tous les régimes de retraites pourraient s'inspirer de nos remarques, d'autant plus qu'actuellement, grâce aux importants progrès réalisés ces dernières années par la science médicale et grâce aussi à la possibilité offerte aux travailleurs par la Sécurité sociale de bénéficier de soins coûteux, autrefois inaccessibles aux plus humbles, la santé des Français s'est améliorée, la mortalité réduite et la longévité prolongée. C'est du reste ce qui ressort de statistiques récentes non contestées.

F. CHARBIT.

Le droit de grève dans les Services publics

Que faut-il attendre et craindre du projet de limitation du droit de grève, présenté par le gouvernement, analysé dans le *Monde* du 8 décembre ?

D'abord les justiciables : fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes, personnel des services publics, des régies, des sociétés nationales.

Ensuite les motifs : l'obligation de satisfaire avec continuité les besoins permanents de la nation — la stabilité de l'emploi assurée à ces fonctionnaires et salariés — l'exemple de l'étranger : Belgique, Suisse, Etats-Unis, U.R.S.S. où la grève des services publics est déjà réglementée ou interdite.

Enfin les limitations : suppression absolue du droit de grève pour les magistrats, gens de la police, fonctionnaires d'autorité participant à l'action gouvernementale — aussi « *pour tous ceux qui occupent des emplois indispensables à la sécurité physique des personnes, à la conservation des installations et du matériel, ainsi qu'au fonctionnement des liaisons indispensables à l'action gouvernementale* ». Pour tous les autres, « la cessation concertée du travail » serait soumise à un referendum organisé par le ministre intéressé, sur demande d'un syndicat groupant au moins 10 pour cent du personnel. Entre la demande et le referendum un délai de quinze jours. Entre le referendum s'il est favorable à la grève et le déclenchement de celle-ci, un nouveau délai de cinq jours.

Les sanctions pour les contrevenants seront appliquées sans intervention des conseils de discipline ; et le droit de réquisition du gouvernement, institué par la loi du 11 juillet 1938, est confirmé, avec suspension, à l'égard des réfractaires, des garanties légales, en matière disciplinaire.

Il ne paraît pas utile de commenter longuement un projet qui s'inspire de thèses que nous avons fréquemment exposées dans la *R.P.* Le gouvernement n'innove rien, quant aux principes. Il reprend la distinction que nous avons établie entre « fonctionnaires d'autorité » et agents de gestion ou d'exécution. On a eu tort de laisser, dans nos syndicats, cette notion disparaître ou s'estomper. L'homme qui agit par délégation des pouvoirs régaliens accepte une limitation de ses droits civiques, exactement comme le représentant syndical doit échapper aux obligations du partisan. Et la formule « participation à l'action gouvernementale » nous paraît assez précise pour s'appliquer de la base au sommet de l'échelle hiérarchique. Le « frère flic » est un fonctionnaire d'autorité, l'inspecteur des Finances chargé d'appliquer des règles permanentes de comptabilité publique reste un agent de gestion. (La question des syndicats de « cadres » et de leur adhésion à une centrale ouvrière doit se résoudre en vertu de normes absolument indépendantes de cette qualification du fonctionnaire d'autorité.) Les magistrats, en principe, se placent hors de l'action proprement gouvernementale. En leur interdisant de « cesser le travail » le gouvernement reste dans la tradition

de « l'ancien régime » qui, depuis la Fronde du XVIIe siècle, condamnait les « démissions concertées » de parlementaires ou de titulaires d'offces. Paralyser le pouvoir judiciaire, c'est suspendre en fait l'action gouvernementale.

Au contraire, la définition des services de sécurité reste dans une imprécision voulue et dangereuse, dont l'on sortira par un décret du gouvernement, c'est-à-dire hors de l'action du législateur. Notons simplement que « la sécurité physique des personnes » est assurée par tous les employés des services hospitaliers, du médecin à la femme de ménage. Les liaisons indispensables sont assurées par les agents des centres téléphoniques et télégraphiques. L'arbitraire gouvernemental peut ainsi supprimer le droit de grève à d'importantes catégories de travailleurs, syndiqués depuis le début du siècle.

Ce qui est encore significatif, c'est la notion de *service public* basée non sur un régime administratif, mais sur la satisfaction des besoins permanents de la nation. Nous avions donc raison de distinguer entre le service public et l'administration d'Etat, celui-là pouvant fort bien être assuré par une administration privée ; c'est le cas aux Etats-Unis pour les Transports, les Transmissions, dont l'interruption peut paralyser presque toutes les activités sociales. Dans ces conditions, la loi projetée risque de s'étendre à la grande majorité de la population salariée. Une grève de minotiers, de boulangers, de transporteurs de lait ; une longue grève Michelin comme en 1951, gênent la satisfaction des besoins permanents de la nation, avec plus d'acuité momentanée que la désertion des écoles ou des manufactures de tabac.

Voilà un des éléments de la réponse à la question posée dans la *R.P.* sous la forme... indirecte de l'évocation de Milan. Impossible de nier le poids de l'Etat sur toute l'économie nationale. Impossible de tracer, dans l'évolution de celle-ci, une frontière nette entre le service public et l'industrie privée. Impossible aussi de tirer argument de la situation privilégiée des agents des services publics.

Le gouvernement, qui classe la « stabilité de l'emploi » dans les motifs de son projet, nous offre avec quelque légèreté des exemples étrangers, pour dissocier son argumentation. Bien entendu, il s'appuie sur les deux « blocs », lui aussi, sur les législations de l'U.R.S.S. et des U.S.A.

En U.R.S.S. ce n'est pas la grève des services publics, mais toute grève qui est jugée comme crime d'Etat. Le totalitarisme ne reconnaît aucun privilège, aucun droit supérieur à son pouvoir absolu.

Aux U.S.A., les fonctionnaires fédéraux sont soumis à un statut de plus en plus rigoureux. Outre qu'ils sont relativement peu nombreux, leur recrutement dépend officiellement de la politique du parti présidentiel. Quant aux employés des Etats, des « countries » et des « cities », leurs conditions de travail et leurs droits varient selon les influences régionales et locales et surtout selon la force de leurs organisations. Ici, on leur refuse le droit syndical, là on refuse de discuter avec leurs syndicats, dans la plupart des Etats, leurs représentants ne pouvant négocier officiellement avec leur patron public s'efforcent d'agir sur les législateurs. Leurs militants syndicaux, que nous rencontrâmes à Madison, réclament la signature de conventions collectives et une sécurité protégée contre les accidents politiques. *Ce n'est pas « la stabilité de l'emploi » qui motive une restriction de leurs droits sociaux. C'est la faiblesse de leur action syndicale qui explique « l'instabilité de leur emploi ».* Exemple, en effet, singulièrement démonstratif.

Cependant, les mesures prévues dans le projet sont-elles de nature à gêner sérieusement l'action syndicale ?

Le referendum avant la grève ne soulève pas d'objections de principe. Il est en général appliqué aujourd'hui. Ce qui est grave pour nous, c'est l'intervention des inorganisés dans une décision de compétence exclusivement syndicale. On ne décide pas de la conclusion d'une action que l'on n'a pas discutée et à laquelle on n'est pas tenu de participer. Que le syndicat consulte ses adhérents avant toute grève, que les non-syndiqués suivent ou non ses mots d'ordre, ce sont là des affaires intérieures qui n'appelleraient l'intervention du gouvernement que si celui-ci intervenait dans la vie propre des syndicats. C'est dire qu'en fait, l'initiative du gouvernement limite ici la liberté syndicale, en mutilant le droit de grève. Au reste, le referendum ainsi conçu engagerait l'autorité qui contrôle comme l'agent qui exécute. Le ministre intéressé serait logiquement tenu de se soumettre lui aussi au vote qu'il aurait présidé, c'est-à-dire de faciliter, au lieu de briser, la grève décidée par la majorité.

Le plus efficace et le plus grave, c'est évidemment l'obligation d'un délai de vingt jours entre la conception et l'exécution. On n'a pas le droit de supprimer « l'effet de surprise » qui dans certains cas suffit pour assurer le succès et donc abréger la grève. Mais en perdant cette arme précieuse, les syndicats laisseraient à la partie adverse l'avantage des manœuvres et des pressions qui pèseraient sur le referendum ou compromettraient le succès du mouvement. Dans certains services publics, il suffirait d'avantager en dernière heure — si la majorité était résolue à l'action — une catégorie même numériquement très faible, pour briser la grève et mépriser les intérêts et les volontés du plus grand nombre.

Le projet du gouvernement, s'il est discuté, peut fort bien être voté. Nous ne jugerons pas ce résultat décisif. La loi dépend d'une majorité flottante, l'application de la loi dépend surtout de la force syndicale. Dans le passé, le fait syndical a triomphé des lois, s'est imposé aux gouvernants et aux législateurs. Mais le vote du Statut de la Fonction publique a consacré la faillite du syndicalisme des fonctionnaires ; les chicanes autour « des coefficients », l'incapacité de concilier la lutte contre l'Etat-patron et les obligations envers le public par l'étude sérieuse de nouvelles formes de lutte comme *la grève gestionnaire*, la colonisation stalinienne, la liaison occulte ou avouée avec des partis gouvernementaux, ont obscurci les notions claires de la solidarité ouvrière et de la lutte permanente pour « maintenir » ou « conquérir ». Les menaces gouvernementales provoqueront-elles un nouveau départ ? On s'en féliciterait. Mais un nouvel esprit s'impose. Une nette rupture avec toute politique. Que les législateurs délibèrent et légifèrent ! Que les syndicats délibèrent et agissent ! Dans un combat entre la loi qui consacre l'équilibre des forces et l'action qui détruit celui-ci, l'issue n'est pas douteuse.

R. H.

On ne peut rien contre la haine

D'un article du « New York Herald » écrit au Caire par son envoyé spécial, Stewart Alsop :

« Un Anglais d'ici, sage et expérimenté, m'a dit : « Si une population entière vous hait réellement, tôt ou tard votre position devient intenable. Vous dépendez trop des gens pour la nourriture, pour le travail, pour les communications, etc. C'est ce que nous avons expérimenté en Palestine et ailleurs. »

« Or, la population d'ici, ou, tout au moins tout ce qui compte, « hait réellement » maintenant les Britanniques, tout au moins comme le symbole d'autre chose. »

LA REVOLTE CONTRE L'HISTOIRE

Le privilège paradoxal de notre époque est d'avoir étrangement confondu les problèmes en livrant aux mêmes impasses la philosophie, l'histoire et la vie. Non pas que cette solidarité soit une découverte de notre temps, mais jamais comme aujourd'hui elle n'avait été aussi manifeste ni aussi tragique, en raison même de la rigueur massive de notre expérience. Le contemporain d'Octobre, du drame espagnol et de la guerre s'est effrayé de voir que sa vie propre se confondait avec l'histoire du monde, et que l'une et l'autre pouvaient en même temps prendre un sens ou le perdre atrocement. C'est alors que tout fut mis en question, c'est-à-dire le choix des valeurs qui définissent une vie et décident si elle mérite ou non d'être vécue.

A Camus revient le mérite d'avoir éclairé ce choix. En traçant l'épure du désespoir universel, il propose pour notre génération une méditation commune au philosophe, à l'artiste et au militant. Il fait le diagnostic de notre désordre avec l'art du clinicien. Ainsi, au siècle de la mort violente et des statistiques il reproche moins de multiplier le meurtre que de le préméditer et de le raisonner, et il montre que ceci est la cause de cela. Ecoutons-le :

« Heathcliff, dans les *Hauts de Hurlevent,* tuerait la terre entière pour posséder Cathie, mais il n'aurait pas l'idée de dire que ce meurtre est raisonnable ou justifié par le système. Il l'accomplirait, là s'arrête toute sa croyance. Cela suppose la force de l'amour et le caractère. La force de l'amour étant rare, le meurtre reste exceptionnel et garde alors son air d'effraction. Mais à partir du moment où, faute de caractère, on court se donner une doctrine, dès l'instant où le crime se raisonne, il prolifère comme la raison elle-même, il prend toutes les figures du syllogisme. Il était solitaire comme le cri, le voilà universel comme la science. Hier jugé, il légifère aujourd'hui. » (1).

D'un côté le crime de passion ou de fatalité, de l'autre le meurtre de raisonnement et de logique. Dans cette page d'un style pur, Camus pose la distinction fondamentale dont tout le livre n'est qu'un commentaire et qui l'amène à proclamer l'interdiction de tuer. Mais comment concilier le refus du meurtre et le devoir de révolte ?

L'homme révolté est celui qui dit non. C'est l'esclave qui se retourne et fait face à son maître. Il y a une révolte métaphysique quand l'homme découvre la mort, l'absurdité du monde et l'absence de Dieu. Il y a une révolte sociale lorsque de Spartacus à la Commune de Paris, les humiliés se dressent contre une condition injuste. « L'homme est la seule créature qui refuse d'être ce qu'elle est », mais ce refus n'est pas pure négation. Il ne peut dire non à l'absurdité du monde et à l'injustice sans dire oui en même temps à ce qui exige un sens et une justice. Donc ma révolte ne se comprend que si j'affirme une réalité qui me dépasse et que je reconnais, toutes les fois que je préfère souffrir l'offense plutôt que de la commettre. C'est la nature humaine qui m'est ici révélée dans sa permanence et sa dignité meurtrie par la brutalité quotidienne d'un monde qui n'est pas fait pour elle.

Ainsi je brise ma solitude et je rencontre les autres hommes sur mon chemin : tous les autres. « Je me révolte, donc nous sommes », conclut Camus. Et c'est ici que la révolte est incompatible avec le meurtre. S'il ne devait exister que des oppresseurs et des opprimés, des bourreaux et des victimes, mon choix serait simple et il n'y aurait pas de problème. Mais si je veux rester fidèle à ma révolte, je dois m'interdire de changer simplement de camp comme ceux qui volent pour ne pas être volés ou tuent pour ne pas être tués. Dans sa nature même la révolte trouve sa propre limite. En proclamant le salut commun, elle refuse les moyens qui compromettraient le salut d'un seul.

Or, comme par dérision, la révolte a engendré, au cours de l'histoire contemporaine, les techniques de l'oppression et du meurtre démesuré. La littérature et la philosophie ont exprimé en styles divers cette aventure. Camus sait distinguer entre les violences de Sade, Lautréamont et Stirner d'une part et les incertitudes sublimes de Nietzsche et Dostoïevski d'autre part. Mais c'est dans l'histoire surtout que la contradiction s'affirme et qu'elle doit finalement être jugée.

Tout a commencé pour nous avec la condamnation de Louis XVI, que Camus présente comme un symbole, parce qu'elle signifie que la révolution est la conquête du pouvoir politique avec ses moyens d'oppression et de répression. De ce jour la révolution a trahi les sources profondes de la révolte. Mais tandis que les régicides de la révolution jacobine instituèrent la religion de la vertu comme voulait Saint-Just, disciple de Rousseau, leurs successeurs mieux instruits accablèrent le monde par les diverses formes de la « Révolution cynique ».

***

Ces commentaires surprendront ceux qui sont accoutumés aux études techniques et qui, ayant reçu une formation marxiste ou simplement scientifique, envisagent toute l'histoire comme l'expression plus ou moins directe des faits économiques. Il ne faut pas mépriser la technique quand elle n'est pas méprisable, c'est-à-dire quand elle nous permet d'éclairer et de maîtriser un aspect du réel. Mais il faut se méfier des techniciens de vocation d'abord, de gouvernement ensuite, qui résolvent l'expérience humaine en statistiques brillantes et cruelles.

Un fait économique n'explique ni ne justifie un choix métaphysique quelconque. Il peut aider à le comprendre dans la mesure où il a créé l'urgence de certaines solutions, et par exemple on ne peut nier que le *Capital* par sa méthode et par son objet soit l'une des œuvres les plus explicatives de notre temps. Mais le comportement des hommes dénote une source plus profonde. En choisissant entre le combat et la résignation, le respect et le meurtre, le ciel et la terre, la mort et la vie, l'homme assume, souvent dans la nuit, toute sa condition qui est d'agir pour des motifs et au nom des valeurs (le problème est ici de savoir si elles sont authentiques) portant témoignage à l'extrémité du malheur et par ce malheur même qu'il échappe jusqu'à la mort au règne absurde des choses. C'est par là qu'il échappe aussi à la technique et aux statistiques. C'est donc par là que Camus décide de le saisir.

***

La démesure des temps modernes est la croyance à l'histoire. Elle s'ébauche avec le christianisme et prend tout son essor dans la théorie de la vio-

(1) **L'Homme Révolté,** Gallimard.

lence historique. Nous devons savoir gré à Camus d'avoir mis à jour avec une parfaite sûreté le lien secret qui unit sous leur conflit superficiel les deux doctrines ennemies de la révolte. Il lève l'équivoque stupide qui fait du socialisme autoritaire le véritable concurrent de l'Eglise, alors qu'il n'en est, en un sens, qu'une réplique adaptée à la civilisation industrielle. Par là s'explique le goût obscur qu'ont aujourd'hui quelques catholiques pour la lutte révolutionnaire et l'attrait invincible qu'exercent sur eux les formes les plus confuses de l'action politique.

Nous avons affaire à deux espèces d'une même croyance inaccessible aux Grecs, amoureux de la nature et du présent. Leur sagesse excluait l'infinité du temps où se recomposerait une histoire n'ayant de sens qu'à son terme. Ils ne concevaient du temps que l'image cyclique que leur offraient le mouvement des étoiles et le retour des saisons, temps fermé sur soi, rassemblant en un seul jour toutes les possibilités de l'être et toutes les ressources de la vie. Cette pensée les conduisait parfois au mythe du retour éternel, mais la perspective d'une histoire procédant selon une droite infinie leur était interdite.

Au contraire, la tradition judéo-chrétienne nous présente la destinée comme le déroulement tragique d'événements absurdes, mais auxquels le dénouement final donne un sens et une consécration. Et, malgré l'apparence, c'est l'ère chrétienne qui prend au sérieux une nouvelle mythologie, tandis que les philosophes grecs ne croyaient à la leur qu'en souriant. Désormais le dénouement du destin est une justification dernière que le présent peut seulement concevoir et qui fuit sans cesse vers l'avenir imaginaire où toutes choses seront réglées, toutes fautes rachetées et toutes victimes sanctifiées. C'est le royaume de Dieu, le triomphe du progrès et la société sans classes. Voilà pourquoi notre ère fut tout à la fois celle des martyrs et de l'inquisition, des grands sacrifices révolutionnaires et de la terreur policière.

Avec tact et justice, Camus ne reproche à Marx pas plus qu'à Nietzsche sa terrible postérité. Mais l'un et l'autre, quoique différemment, préfèrent l'histoire à la nature et consentent d'avance à sacrifier ce qui est à ce qui n'est pas. Je me plais à relever ici une courte note dans laquelle Camus évoque l'existentialisme athée dont la morale promise est encore attendue. Il dit que cette morale ne pourra s'établir sans introduire des valeurs étrangères à l'histoire. Mais comment faire ? Tout se passe depuis longtemps comme si l'existentialisme, qui est un prolongement de l'idéologie allemande, était impuissant à s'achever sans mourir dans la tradition chrétienne ou sans se confondre avec le marxisme. Or son suicide est fatal, puisqu'il refuse à l'homme une nature à préserver dans l'empire irremplaçable du présent.

***

Si Camus est revenu sur les illusions de 1945, il reste fidèle, dans l'ensemble, à toute son œuvre. Depuis *Noces*, paru à la veille de la guerre, jusqu'à la « pensée de midi » qui termine l'*Homme révolté*, il revient aux sources de la sagesse que les Grecs avaient conçue à la taille de l'homme. Il dénonce en même temps la démence de ceux qui se croient inspirés de Dieu et celle des déicides qui prennent la place du dieu mort, ces dieux aux yeux crevés qui humilient les nations. Son athéisme n'est pas agressif. Simplement, Camus n'a pas de pensée pour un au-delà de la condition humaine. Si les chrétiens, penchés sur l'abîme, reçoivent l'écho de leur cri, lui mourra sans espoir, pour rester fidèle à la terre.

Il nous enseigne la lucidité à une époque cruelle pour ceux qui n'acceptent pas de sacrifier aux idoles. Et s'il s'agit d'un sacrifice humain, il dénonce le meurtre. Mais quelle prédication peut venir à bout de la violence qui s'inspire d'une logique et se recommande des meilleures intentions ? On ne persuade pas des bourreaux qui ont une conscience professionnelle et un sens accompli du devoir.

C'est alors toute l'organisation politique des Etats qui est mise en question, parce qu'elle porte la responsabilité du malheur présent des hommes. Devant un monde où les enfants meurent, la révolte a seulement la valeur d'un témoignage, mais devant une société qui désespère les hommes jusqu'à la folie, la révolte a quelque chance d'entrer dans l'histoire. Contre les politiques de l'illusion tragique qui sacrifient la partie au tout et le présent à un avenir imaginaire, la vraie générosité consiste à opposer une politique de l'urgence. L'homme révolté, comme Sisyphe, doit savoir qu'il n'y a pas de lendemain et que sa destinée se joue tout entière dans le présent. C'est la condamnation sans appel de toute action qui spécule sur l'avenir et qui dans le même temps humilie les vivants.

On comprend alors l'hommage que rend Camus au syndicalisme révolutionnaire dont la tradition libertaire a survécu à la Première Internationale. Son caractère distinctif est de concevoir l'émancipation des hommes comme un effort quotidien vers le bonheur. C'est à l'intérieur des groupes naturels comme la famille et la profession que l'homme se libère des contraintes que les institutions font peser sur lui. La grande politique n'est pas son affaire. Ni l'action des gouvernements, ni la guerre, quelle qu'elle soit, ne le concerne, sinon comme victime et comme révolté.

***

Le livre de Camus est trop riche pour ne pas donner prise par quelques côtés à des critiques que j'aurais aimé formuler ici. Mais la sympathie qu'il m'inspire est trop forte pour que je ne lui accorde pas pour l'instant toute l'attention et toute la place. Les commentaires, qui n'ont pas manqué, toucheront peu Camus : ni les éloges des conservateurs qui voient dans ce livre l'expression d'un découragement profitable à leurs intérêts passagers, ni les injures des revolutionnaires de profession qui lui reprochent de faire penser. Il a répondu déjà aux uns et aux autres.

Aux premiers il répond que personne n'est justifié dans son arrogance ou dans son repos, que la valeur des âmes se mesure à celle des idées et des actes, que les meilleures intentions se heurteront toujours à la révolte des hommes vrais, humiliés d'abord puis triomphants, parce qu'ils reportent sur leurs frères la tendresse que les lâches vouent au destin.

Aux seconds il démontre, contre la croyance qu'un siècle de propagande a inculquée aux peuples, que la révolte est plus riche et plus efficace qu'une révolution de système et de violence concertée, qui accroît le malheur des hommes en échange d'une eschatologie dérisoire. Il leur fait honte en leur rappelant l'exemple des justes de 1905 qui ne consentaient à tuer qu'une seule fois et garantissaient l'extrême limite de leur violence par le sacrifice de leur propre vie. Il leur oppose enfin la vérité constante de notre condition : il n'y a pas de terme à la révolte et la justice sera toujours à recommencer ; même si une révolution sociale devait être définitive, l'homme aurait toujours à surmonter l'angoisse d'un destin amer.

Jacques MUGLIONI.

Le Carnet de Hans Wilmotte

Doit-on la fidélité à son patronyme ? Tous les arguments valables disent non. Et pourtant un sentiment, qui m'étonne moi-même, m'incite à le croire quand je songe à mon ancêtre, l'ouvrier horloger Wilmotte, qui participa à « la Commission Ouvrière de l'Exposition Universelle de 1867, instituée pour l'étude en commun des questions d'organisations industrielles et morales intéressant les ouvriers de toutes les professions ».

Autant par goût que par métier je m'intéresse à la mesure du temps. Et comme mon ancêtre, les questions d'enseignement retiennent toujours mon attention. Non pas parce que l'école est ce temple du savoir, sentant un peu le moisi, que certains imaginent. Mais justement parce que l'école n'est pour moi que la première étape d'une longue formation de l'homme par lui-même, au contact de la vie et de ses semblables. Il faut que la première étape ne décourage pas d'entreprendre les suivantes. Il faut aussi toujours penser à celles-ci et savoir que leur achèvement n'est pas proche.

Cela revient à dire qu'une tâche essentielle du mouvement ouvrier est sa propre éducation parce qu'il ne peut la faire que par lui-même. N'est-ce pas aussi le sens de la publication d'une revue comme la *R.P.* ? En n'oubliant pas que la meilleur éducatrice, c'est l'action, pour citer un mot dont j'use d'autant plus souvent qu'il n'est pas de moi.

Trop long préambule pour vous expliquer mon intention de détacher quelques pages d'un carnet de notes. Si les lecteurs de la *R.P.* n'y trouvent rien d'intéressant, qu'ils aient la sage prudence de le dire et le très obscur descendant du très oublié Wilmotte gardera pour lui ses remarques.

Le rôle des chefs

La *R.P.* ayant publié une note sur le prix Nobel de la paix — page pleine de mansuétude et d'une excessive sérénité — je me suis inquiété, auprès de l'auteur, du sens d'une phrase obscure : « *Caverne de brigands, marchandages impérialistes, absence des peuples* », *comment prendrait-on conscience que le sort des hommes, que le sort des peuples est entre les mains des « chefs » ?*

Le copain a reconnu d'autant plus facilement que ça n'était pas clair qu'à la composition, un morceau de phrase était tombé. Quant au *on*, il était, paraît-il, volontairement ambigu. C'est peut-être une mode nouvelle, l'ambiguïté, mais je ne l'apprécie pas.

Essayons donc d'expliquer la pensée du camarade ambigu, car, c'est un comble, il est parvenu à me persuader que je pouvais rectifier à sa place. « On », ce n'était pas Jouhaux seulement, mais tous ceux qui l'approuvèrent. Cela s'appliquait à tous ceux qui, ayant cru de bonne foi que la paix serait établie par la dernière-des-guerres, continuent à miser sur ce fameux moyen pacifique ! Tout naturellement ces mêmes « on » mettent quelque espoir dans la réalisation du socialisme par le B.I.T. et la construction de la paix par l'O.N.U. Venait alors la phrase incriminée qui, rectifiée, donne : « *Caverne de brigands, marchandages impérialistes, absence des peuples* », *comment prendrait-on conscience de ces réalités quand, en fin de compte, on est persuadé que le sort des hommes, que le sort des peuples est entre les mains des « chefs » ?*

Reprenant maintenant ma personnalité non ambiguë, j'ajouterai qu'en effet il y a filiation directe entre l'idée qu'un conflit mondial est inévitable, que du choc provoqué naîtra un ordre véritable, ou tout au moins les germes d'un ordre nouveau (que la guerre tuera donc la guerre) et l'idée que le rôle des chefs est seul décisif. Que reste-t-il alors à faire à ceux qui ne sont pas des chefs ?

Je ne vois que la contemplation des manœuvres d'état-major et l'admiration de ces grandes machines internationales qui veulent toutes ressembler à leur modèle, l'O.N.U., le plus richement doté, le plus solennellement incapable. La C.I.S.L. elle-même, dites-moi un peu ce que ces dirigeants imaginent pour que les syndicats y sentent leur propre présence ? Pourquoi ne pas faire en sorte, plutôt, qu'une internationale existe, et commence par exister en chacun de nous ? Cela représenterait, pour chacun, un effort de connaître et de comprendre ; le seul effort possible et sain.

1914

Rappelant quelques souvenirs sur « Alain, simple soldat », Lucien Cancouët dans le dernier numéro du *Mercure* rappelle que pour Alain il n'y avait qu'une façon d'être patriote, qui était de partir aussitôt à la guerre et non d'y envoyer les autres à sa place.

Cela ne suffit pas et ce n'est pas dans cette formule que doit se résumer 1914 où l'histoire du monde a tourné sur le problème de la guerre. Irait-on soi-même à la guerre, ferait-on soi-même le sacrifice de sa vie, on n'y va pas seul. Le meurtre place l'homme en face de sa conscience d'individu. La guerre le situe au cœur de son devoir social.

Je garde donc présent le souvenir de cette phrase de *L'Eté* 14 où le Jacques Thibault de Roger Martin du Gard exprime cette idée qu'à partir de cette date, les hommes se diviseront selon leur refus ou leur acceptation de la guerre. Il ne s'agit pas de l'horreur de la guerre, admise par tous, ou presque ; il ne s'agit pas non plus des guerres défensives imposées, puisqu'elles le sont toutes à quelque point de vue. La remarque porte plus loin. Ne souligne-t-elle pas finalement deux appréciations opposées de la valeur de l'homme ? D'un côté ceux qui acceptent la mort, distribuée au hasard mais généreusement, pour le salut d'une civilisation et d'un avenir que la tuerie pourtant compromet déjà. De l'autre, peut-être des résignés au combat moins efficaces dans la lutte mais cherchant *contre tout espoir* à maintenir les valeurs pour lesquelles il leur semblait qu'on devait vivre.

Pour moi, 1914 n'est pas la duperie d'un Barrès envoyant les jobards qui le prenaient au sérieux se faire tuer. Mais 1914 a été la démonstration, hélas ! éclatante, qu'il est plus facile de tuer et de se faire tuer au nom d'un avenir idéal que de refuser le meurtre et la complicité du meurtre au nom du devoir toujours présent. Tant il est commode de nier l'absurdité de tout acte de confiance en l'homme qui commence par le mépris de sa vie.

Espagne, Chine de l'Europe ?

Le hasard m'a procuré deux conversations fort instructives avec des camarades espagnols. Je les connais trop peu pour savoir l'orientation nuancée de leurs pensées. L'un d'eux, au moins, joue un rôle important dans le gouvernement républicain.

Je ne pouvais pas ne pas être frappé par la convergence de leurs réflexions sur l'attitude du

gouvernement américain sauvant Franco à la veille de son renversement et alors que la voie était entrouverte à l'évolution *inévitable* vers la République. Le Département d'Etat a-t-il craint que la voie ne soit ainsi en même temps rouverte à l'influence stalinienne en Espagne ? Sans doute mais les craintes du Département d'Etat ne créent-elles pas, par la méfiance qu'elles éveillent, les dangers qui ne les justifient qu'après coup ?

Le Département d'Etat peut avoir confiance en Franco. Les Espagnols, eux, savent à quoi s'en tenir. Il est douteux qu'ils se tournent avec reconnaissance vers ceux qui soutiennent le caudillo et il est naïf de croire qu'ils resteront insensibles aux promesses, fallacieuses sans doute, mais peut-être d'autant plus alléchantes, des staliniens. Les Républiques dites Populaires ne sont-elles pas actuellement les seules à organiser des émissions radiophoniques pour les Espagnols et en prétendant le faire, ce qui est un mensonge, au nom du gouvernement républicain ? En fait celui-ci est réduit au silence par l'indifférence des gouvernements occidentaux.

Jusqu'au delà du raisonnable le Département d'Etat a aidé Tchang Kai Shek et s'est étonné ensuite du succès des « communistes » chinois. La leçon aurait dû servir pour l'Espagne. Sans doute y a-t-il encore une différence appréciable entre l'importance de l'influence stalinienne en Chine et en Espagne. En ce pays, les staliniens ont aussi laissé de mauvais souvenirs. Mais est-ce une raison pour attendre que ces mauvais souvenirs s'estompent sous la rancœur à l'égard des « démocraties occidentales » ?

Puisque les gouvernements de celles-ci sont embarqués dans la politique la plus aveugle et qui peut sembler copiée sur la politique coloniale des gouvernements français, pourquoi la C.I.S.L., qui compte une section espagnole, ne se dépêche-t-elle pas d'avoir enfin son poste d'émission ? N'a-t-elle rien à dire au delà de l'Oder et des Pyrénées ?

En lisant... Du Chili, je reçois une brochure intitulée : « Pedro Monatte, ejemplo y enseñanzas sindicalistas ». En une vingtaine de pages, l'auteur Lain Diez, fait le tableau du syndicalisme révolutionnaire et y situe le rôle de Monatte par de nombreuses citations et traductions tirées du numéro spécial de la *R.P.* de janvier 51.

D'Angleterre, dans la revue « Plebs », nous vient l'annonce et le commentaire chaleureux d'un livre dont la *R.P.* rendra compte : « La vie de George Lansbury », par R. Postgate. Au lendemain de la trahison de Mac Donald, il fallait la conviction et l'ardeur de Lansbury pour remonter le courant. Le rappel de son œuvre est sans doute utile pour les militants anglais du puissant parti travailliste d'aujourd'hui ; mais ce pourrait être aussi une leçon pour le mouvement français quand, à présent, il désespère de lui-même.

« New Statesman and Nation », de Londres (8 décembre 51) publie un article sur les travailleurs émigrés accueillis en Grande-Bretagne. Il se penche spécialement sur le cas des femmes embauchées dans les filatures de Rochdale. Voilà de l'internationalisme pratique ; car on s'en doute, les difficultés ne manquent pas. A quand une étude semblable dans la *R.P.* ?

⁂

Des « Notes sur André Gide » de Roger Martin du Gard, ces deux pages :

Janvier 1922, *Rathenau parle :* « M. Gide, les événements vont si vite que les prévisions les plus pessimistes se réaliseront bien avant qu'on ne le pense. Nous sommes dès aujourd'hui à la merci du plus insignifiant incident qui peut surgir en Pologne, en Yougoslavie, n'importe où...

La responsabilité de la France est grande ! Sa méconnaissance de tous les problèmes nouveaux est déconcertante. Votre budget d'armement absorbe, à lui seul, la moitié du budget de la nation. Où cela vous mène-t-il ? A la banqueroute ? A la révolution ? A la guerre ?

L'Europe court à l'abîme. Plus possible de l'arrêter. Et même si on le pouvait, M. Gide, peut-être ne serait-il pas souhaitable qu'on l'arrête. L'abcès est formé : il faut qu'il crève encore une fois...

Le grand facteur de l'avenir, c'est cet immense peuple, inconscient et sans tête, d'Amérique... C'est lui qui, les yeux fermés, imposera sa décision au Vieux Monde. »

Mai 1949, *cette fois c'est Gide qui parle :* « Le tragique procès de Prague m'avait atterré. Mais lisez les sermons, les lettres pastorales du pauvre cardinal (Mindsenty) ! C'est d'une platitude, d'une puérilité, d'une indigence de pensée, in-dé-pas-sables !... Non, non ! Les Eglises et la Foi ont vraiment trop fait de mal ! Je ne peux pas rester indifférent : jusqu'au bout je me refuserai à accepter ça ! Il faut détrôner les Eglises ! Déjouer leurs ruses ! Arracher l'homme à leur envoûtement !... Vous êtes trop conciliant, cher ! La tolérance, c'est donner des armes à l'Adversaire ! Si on renonce à combattre, autant capituler tout de suite, autant s'avouer vaincu... Moi je ne veux pas laisser faire ! Tant que j'aurai un souffle, ce sera pour crier NON ! aux Eglises ».

L'autorité de l'Etat M. Pierre Boyancé est plus connu du grand public par ses articles du « Monde » que par son savant enseignement. C'est bien dommage. Car nous sommes ainsi réduits à le connaître sous son plus mauvais jour de défenseur éloquent de la hiérarchie des traitements de fonctionnaires et du principe du respect de la loi. Si ce n'est lui, c'est l'un de ses disciples qui, dans un bulletin syndical où les professeurs discutaient du succès relatif de la grève des examens, émettait l'idée saugrenue que ses collègues et lui-même avaient fait la grève pour la loi !

Mais voilà que le gouvernement se propose de « réglementer le droit de grève des fonctionnaires » ! Dans le « Monde » du 21 décembre 51, M. Boyancé pose aussitôt « les conditions de l'autorité » : « Qu'est-ce à dire, conclut-il, si ce n'est que seules l'impartialité, la justice et l'honnêteté sont les qualités qui permettent à l'Etat d'exiger ce qu'il est alors en droit d'exiger ? Mais que, si ces conditions *n'apparaissent pas* remplies, une tentative « pour remettre les choses en ordre » ne peut que permettre agitation et mécontentement, — bref désordre. »

C'est moi qui souligne *n'apparaissent pas*. Tout l'article de M. Boyancé exprime clairement que l'apparence, pour l'instant, n'est pas réalisée ; et la meilleure preuve en est la grève des examens, « grève pour la loi ». Mais l'apparence pourrait y être et M. Boyancé approuverait alors la réglementation du droit de grève !

Ce n'est pas le mot apparaître que je chicane ; car il est évident que faute de justice et d'honnêteté on est bien souvent forcé de se contenter de ce qui en tient lieu. Mais ce qui me surprend c'est la confiance de ce savant professeur pour qui les conditions d'impartialité, de justice, d'honnêteté de l'Etat sont dans les choses possibles et dans un délai proche. Je ne peux m'empêcher d'en conclure que ce sont de petites injustices, des mesquines partialités et des malhonnêtetés très moyennes qui l'offusquent.

LIVRES REVUES

Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914), par Jean MAITRON. Un volume de 744 pages, 1.500 francs. Sudel, éditeur.

Le principal mérite du livre de Jean Maitron n'est pas d'avoir été reçu en Sorbonne et procuré à son auteur le titre désuet et un tantinet ridicule de docteur ès lettres.

Ni d'avoir été « honoré d'une souscription du ministère de l'Education nationale » encore que cette utilisation des assignats soit de loin préférable à l'entretien des jésuitières.

Maitron n'est pas un garçon à se pousser du col pour si peu et, docteur ou pas docteur, honoré ou pas honoré d'une souscription ministérielle, il continue simplement son beau métier dans un cours complémentaire de la banlieue.

Nous avons fait connaissance il y a seulement quelques années dans une allée du Père-Lachaise tandis qu'au-dessus du columbarium se dissipait la dernière fumée de la carcasse de Paul Delesalle.

Ma première impression demeure et, si j'avais à dépeindre Maitron d'un mot, je dirais de lui que c'est un passionné méthodique.

Maitron a la passion de l'Histoire qui n'est pas encore faite, celle qu'il faut construire au prix de longues recherches souvent décevantes, morceau par morceau, document par document, témoignage par témoignage.

Ce n'est pas facile quand il s'agit d'un mouvement dont les hommes préféraient l'acte à l'article, la bombe au porte-plume et qui, mises à part quelques collections de journaux presque introuvables, n'ont guère laissé de traces écrites.

Maitron a dépouillé ces collections avec patience, il en a extrait les textes topiques, qu'il a vérifiés et respectés, il en a dressé une liste impressionnante et sa bibliographie est pleine d'intérêt.

Il a aussi prospecté les archives officielles et recherché dans les dossiers de justice et de police, qui ne sentent pas toujours bon, la pièce capable d'éclairer tel point obscur.

Pour ne citer qu'un exemple, Maitron a ainsi percé le mystère qui entourait encore la dénonciation de Ravachol.

Il était admis jusqu'à présent que Ravachol avait été vendu par Chaumentin au domicile de qui, à Saint-Denis, Ravachol avait préparé son premier attentat, celui du 11 mars 1892, 136, boulevard Saint-Germain où habitait le chat-fourré Benoit.

Mais s'il était clair, en particulier dans le livre d'Henri Vonoven « De Ravachol à Caserio », que Chaumentin s'était mis à table avec facilité, un doute subsistait : Si Chaumentin avait été un indicateur, pourquoi l'attentat, préparé chez lui, avait-il pu avoir lieu ? Qui, en vendant Chaumentin, avait permis de trouver Ravachol ?

Maitron a déniché la preuve irréfutable : le reçu signé par une femme qui fréquentait le foyer Chaumentin ainsi que les milieux anarchistes et qui adressait chaque jour son rapport au policier Fédée.

C'était l'indicatrice « X 2 », qui, pour avoir mis la police sur la piste de Ravachol, reçut, le lendemain de son arrestation, en plus de ses appointements mensuels (200 francs) une gratification de 750 francs.

Son nom est en toutes lettres, écrit de sa main, sur la pièce de police, et le même nom, avec en plus l'adresse, Maitron l'a retrouvé dans un répertoire de militants anarchistes saisi par la Sûreté chez Sébastien Faure.

Maitron ne s'est pas borné aux collections et aux archives : toutes les fois qu'il l'a pu, il a recueilli le témoignage oral ou écrit des survivants ou de ceux qui ont connu les survivants de cette époque qu'on peut vraiment qualifier d'héroïque.

Tout, dans son livre, est appuyé d'une preuve ou d'une référence. C'est la méthode de Maitron.

Pourtant, rien de desséché dans ses pages compactes. Peu de grandes phrases, même, de-ci de-là, des formules banales, mais, à chaque page, on sent, et c'est bien l'essentiel, une passion discrète mais forte.

Il aime son sujet.

Cet ancien communiste, exclu du parti pour trotskysme, se passionnant pour l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire, fait penser à Lefrançais disant à Kropotkine : « Je ne puis travailler avec des fous comme vous », et qui, cependant, disait Kropotkine, « ne travaillait avec personne qu'avec nous ».

Le vrai mérite du livre de Maitron, c'est qu'il n'est pas de cette littérature que Proudhon haïssait avec férocité.

C'est seulement, et cela fait sa valeur, un très honnête assemblage de faits exacts qui donne au lecteur une idée juste de ce que fut en France entre 1880 et 1914 le mouvement anarchiste.

Le grand éclair proudhonien de 1840 : « La propriété, c'est le vol ! » avait illuminé le terrain et posé le problème social dans toute son ampleur.

Juin 1848 avait noyé dans le sang l'illusion des réformes sociales par en haut.

La barbarie versaillaise avait anéanti pour des années la résistance de la classe ouvrière.

Alors parurent les **militants** anarchistes, qui à partir des années 80, furent les principaux artisans de la lutte de classe, dont le flambeau avait été maintenu par la Première Internationale et par la Fédération jurassienne.

Annoncées par le cri de 1840, les bombes de Ravachol, de Vaillant et d'Emile Henry vengèrent autant les Insurgés de Juin que les Communards. Mais elles constituèrent encore mieux qu'une vengeance.

Maitron a tort de contester qu'elles furent, selon l'expression de Louzon, « comme le coup de gong qui releva le prolétariat de l'état de prostration et de désespoir où l'avaient plongé les massacres de la Commune... ».

Quand on relit le « Père Peinard » — quel style hein ? le « Père Peinard » ! on n'en fait plus — et la « Révolte » on perçoit nettement, infailliblement qu'une effroyable misère ouvrière, impensable aujourd'hui, fut à l'origine des bombes, — et cela, même si la rédaction de la « Révolte » se prononçait contre la méthode des attentats.

Misère inséparable, et c'est historique, de cette fameuse « stabilité monétaire » si chère aux capitalistes et qu'on entend encore parfois souhaiter dans nos propres milieux !

Le syndicalisme révolutionnaire (qui ne fut d'ailleurs pas la création exclusive des anarchistes) a su donner une issue positive à « l'ère des attentats » en impulsant **ensemble** le mouvement revendicatif et le mouvement d'émancipation ; c'est ce qui a inscrit la Charte d'Amiens pour longtemps dans l'Histoire.

Pour se maintenir contre la revendication permanente de la classe ouvrière, la propriété se sert de l'inflation monétaire ; comme l'avait prévu Proudhon, la propriété se conserve en se détruisant.

Mais il me semble indiscutable que l'inflation détruit **aussi** la misère : toute tentative de retour à la stabilité monétaire provoque immédiatement la baisse du niveau de vie des travailleurs.

Il reste à concevoir une société d'où la propriété serait définitivement bannie sans tomber pour autant sous la dictature d'un Etat totalitaire.

La dégénérescence de tous les mouvements en **iste** — le mouvement anarchiste comme les autres — que Maitron n'a pas évoqué puisqu'il s'arrête — prudemment — à 1914 mais que l'on sent à chaque ligne de son chapitre : « La dispersion des tendances », ne laisse actuellement pas beaucoup d'espoirs valables en la naissance de cette conception.

Elle naîtra peut-être d'un mouvement nouveau encore aussi inconnu que l'était l'anarchisme avant 1840. Il faudrait, en tout cas, que ce mouvement fût créé par des hommes possédant la valeur morale et le courage des dynamiteurs de 1892, 1893, 1894.

Les « compagnons » avaient grande allure.

La guillotine était leur seule ambition.

Ils eussent frémi à l'idée de servir un Staline ou de recevoir un prix Nobel.

Je suis sûr qu'en fermant ce gros bouquin, vous saurez comme moi gré à Jean Maitron d'une autre de ses qualités : la persévérance, qui lui a permis, en ces temps de pacotille littéraire, de trouver enfin un éditeur, et vous féliciterez nos amis instituteurs de Sudel d'avoir cédé à sa ténacité.

M. CHAMBELLAND.

La Chine ébranle le monde, par Jack BELDEN. Gallimard.

Si vous suivez Jack Belden dans son voyage en Chine entre 1946 et 1949 vous aurez en le quittant l'impression de connaître enfin un peu mieux la vie et l'atmosphère de la Chine pendant cette fin de guerre civile qui a vu le triomphe des armées communistes sur Chang Kai Shek. Jamais aucune presse et aucun livre ne nous ont donné autant d'informations. Informations qui paraissent valables, parce qu'elles racontent des faits précis et parce que l'auteur, journaliste de son état, parle le chinois, et a volontairement vécu avec l'armée, les paysans, les étudiants et tous ceux dont le témoignage lui paraissait authentiquement représenter le peuple. Vous ferez donc en sa compagnie son long voyage en Chine du Nord, toute la traversée de la longue plaine qui l'a conduit jusqu'au quartier général des armées communistes de la région frontière. Et ce faisant, vous partagerez sa sympathie pour les masses chinoises et vous comprendrez les raisons de la victoire des rouges et comment une armée faible en chefs expérimentés, en matériel moderne et au début en hommes a pu venir aussi rapidement maîtresse de la Chine.

La première partie du livre est consacrée à l'exposé de tout ce que l'auteur a vu en Chine alors sous contrôle communiste pendant et après la guerre contre le Japon ; la deuxième partie nous explique pourquoi, malgré l'appui des Américains et la supériorité de ses moyens militaires, Chang Kai Shek a été vaincu.

Tout au long de ce livre touffu, aucun chapitre n'est à négliger et tous accrochent le lecteur par la réalité vivante et l'abondance du « pris sur le vif ». On ne peut rester insensible aux récits tel que celui du « village aux murs de pierre », de Gold Flower, et de tant d'autres. Mais on est bien obligé d'admirer aussi l'intelligence, la patience, le courage et l'habileté avec lesquels les communistes chinois ont su exploiter le ressentiment, la haine même des paysans contre les Japonais d'abord puis contre leurs oppresseurs naturels et millénaires : seigneurs féodaux et fonctionnaires corrompus de tous les pouvoirs chinois. Et c'est parce que les rouges n'ont rien négligé des problèmes, des difficultés et des misères des masses chinoises qu'ils ont vu se rallier à eux avec le temps et après les erreurs de plus en plus monstrueuses et criminelles de Chang Kai Shek toutes les parties de la société chinoise.

La guerre de libération contre le Japon est devenue de par l'habileté des chefs communistes et leur connaissance de la psychologie paysanne une guerre du peuple contre ses tyrans. C'est ce ferment de révolte qui a fait l'union des paysans chinois, puis du peuple entier en créant chez lui la volonté de lutter pour une vie digne d'être vécue. Ainsi la victoire des rouges était certaine.

C'est par la réforme agraire, l'émancipation des femmes, l'éducation primaire élémentaire des masses illettrées, l'exemple de leur honnêteté et de leur sobriété (ils avaient peu de besoins et avaient une grande discipline volontaire) qu'ils ont commencé la révolution et nous sommes bien d'accord avec l'auteur, en le lisant, pour considérer que tout honnête homme, pendant cette première étape, ne pouvait pas ne pas se ranger du côté des communistes.

On reste confondu devant la naïveté des Américains et des autres Occidentaux qui ont sous-estimé et méprisé la puissance de 400 millions d'esclaves et qui toujours ont pensé que la misère ne leur permettrait jamais de s'émanciper.

L'auteur dit lui-même :

« L'Occident fait triste figure dans ce débat. Il a eu cent ans pour améliorer les conditions de vie en Chine et n'y a apporté que du désordre. Chang Kai Shek régna pendant 20 ans et transforma le désordre en chaos. Maintenant c'est le tour des communistes. Accordons-leur un délai honnête... ».

Le livre se termine sur des réserves quant à l'évolution du régime et de la révolution. Mais on ne peut que regretter avec l'auteur d'avoir laissé faire aux communistes chinois tout ce que nous aurions dû faire, nous Occidentaux... Tout ce que le mouvement ouvrier international aurait dû entreprendre pour aider les masses chinoises quand il le fallait. Mais si les Américains ont méconnu le peuple chinois et se sont laissé aveugler par Chang Kai Shek, ses hommes, ses méthodes et ont continué malgré tous les avertissements autorisés et tous les témoignages à miser sur lui et même encore et surtout après les pillages de Mandchourie et les atrocités de Formose nous devons, nous autres Européens, nous considérer plus coupables encore d'avoir toujours eu la fâcheuse tendance de trouver la Chine bien lointaine, hors du temps et de nos préoccupations.

Ce livre nous fait réviser nos habitudes. Nous devons accueillir avec intérêt toutes les informations qui nous viennent d'Asie. Et il nous faudra bien essayer de prendre des contacts, avec les éléments qui, dans ce vaste et tumultueux pays qu'est la Chine nouvelle, ne pourront manquer de surgir pour résister à l'influence trop pesante de l'impérialisme stalinien. Lisez donc ce livre, lecteurs de la **R.P.**, et ne donnez pas raison à Jack Belden quand il nous dit quelque part :

« C'est un fait curieux, mais néanmoins vrai, que la plupart des hommes ont peur d'ouvrir les yeux devant le choc d'une révolution. »

Jane WALUSINSKI.

La Condition ouvrière, par S. WEIL, 275 p., 500 fr. Editions Gallimard.

Les lecteurs de la **R.P.** ont pu apprécier dans le dernier numéro de la revue la belle préface qu'Albertine Thevenon rédigea pour ce recueil qui emprunte son titre à quelques pages écrites en septembre 1937. Recueil et non ouvrage composé en vue de l'exposé cohérent d'une pensée puisqu'il comprend un journal d'usine — notes prises en 1934-35 lorsque S. Weil, agrégée de philo, décide de connaître de l'intérieur la condition ouvrière — des articles divers — dont l'un, au moins, parut dans la **R.P.** sous la signature de S. Galois — des conférences, des lettres à des correspondants divers...

Tous ces textes sont antérieurs à la guerre, à l'exception des deux derniers. Encore l'un d'eux, écrit en 1941, est-il relatif à une expérience vécue vers 1936. Le dernier, « Condition première d'un travail non servile » — Marseille 1941 — n'est plus de S. Weil notre camarade mais d'une mystique. Il n'a rien fait vibrer en moi... Les autres, tous les autres, sont remarquables. J'imagine leur auteur, que je n'ai point connu, comme un être exceptionnel d'une très grande pureté, une réplique sur le plan féminin, et à certains égards du moins, d'un Fernand Pelloutier dont S. Weil m'a paru posséder la haute conscience et l'inflexible moralité.

Livre le plus souvent tonique et sain que ce recueil qui contraint le lecteur à repenser sa vie, la Vie. Thèmes qui reviennent, obsédants : « Ce qui importe, c'est de ne pas rater sa vie. » Ensuite, travailler : « Tant qu'on est incapable de travail suivi, on n'est bon à rien dans aucun domaine. » Et puis des maximes, des pensées très denses : « Pour élever quelqu'un, enfant ou adulte, il faut d'abord l'élever à ses propres yeux. »

Des erreurs aussi, une certaine désespérance, témoin ce jugement de mars 1936 : « J'ai acquis la conviction, fort triste pour moi, que non seulement la capacité révolutionnaire, mais plus généralement la capacité d'action de la classe ouvrière française est à peu près nulle. Je crois que les bourgeois seuls peuvent se faire illusion à ce sujet. » Désespérance que dissipe la flambée révolutionnaire de juin avec les « sentiments de joie et de délivrance indicible » qu'apporte le mouvement gréviste mais qui reviendra sans doute aux jours noirs de la défaite et qui provoquera, en cette âme assoiffée d'absolu, cet élan vers Dieu, élan que nous ne pouvons comprendre, nous qui sommes attachés à la terre des hommes et que rien ne détournera d'y bâtir un havre de liberté, de fraternité et de justice.

***

Avec **Lénine, Trotsky et Staline** (éditions Calmann-Lévy), Bertram D. Wolfe nous donne le troisième tome de la trilogie qu'il a consacrée aux artisans de la Révolution d'Octobre. J'ai dit dans de précédents articles tout le bien que je pensais des deux premiers volumes. Le troisième ne déçoit pas.

L'auteur retrace, autant que les documents connus à ce jour le permettent, la jeunesse de Staline et ses débuts dans la vie militante. Les discussions passionnées, les scissions qui marquèrent l'action du

socialisme russe avant la Grande Guerre nous sont retracées par le menu et les amateurs de thèses et de contre-thèses seront à leur affaire. Ici et là, heureusement, un chapitre, un passage permettent de souffler un peu. Je pense notamment au chapitre IX consacré à Malinovsky. C'est du bon roman policier, roman vécu par surcroît.

L'étude de Wolfe s'arrête au seuil de 1914, le dernier chapitre étant consacré aux sept thèses de Lénine contre la guerre.

Après tant d'autres, Wolfe a apporté sa contribution à l'étude des événements qui précédèrent les « dix jours qui ébranlèrent le monde ». Les historiens de la Révolution russe retiendront son important apport.

Jean MAITRON.

Les Démons, par DOSTOIEVSKY. Le Club français du livre. 821 p.

Il est paru au Club français du Livre, il y a quelques mois, une nouvelle édition, agréablement reliée, de l'ouvrage de Dostoïevsky « Les Démons » (déjà publié en français sous le titre « les Possédés »).

Etranges et peu sympathiques, ces révolutionnaires-démons, à travers le grand écrivain russe. Les extravagances et les vilenies de Nicolaï Vsevolodovitch et de Piotr Stepanovitch nous laissent, pour notre part, parfaitement insensibles. Aucun visage féminin n'arrive à nous émouvoir. Seul le personnage de Chatov, le renégat, apporte, d'une façon d'ailleurs très épisodique, une lueur d'humanité au milieu de cet enfer.

Œuvre puissante certes, mais peu accessible à nos esprits d'Occidentaux. Nous croyons volontiers que parmi les nihilistes russes, il n'y eut pas que des demi-fous ou des obsédés : il en est sans doute que nous aurions pu comprendre et aimer.

Journal I. 1941-1943, par Ernst JUNGER. Julliard, 357 pages.

On se souvient en lisant ce livre qu'il y a eu la guerre et l'occupation. Dommage ! Il aurait fallu continuer de l'oublier pour goûter la sensibilité délicatement tourmentée d'Ernst Jünger.

Diners chez Prunier, chez Weber, au Ritz... rencontres avec la fine fleur de l'intelligence et de l'aristocratie françaises... tandis que nos corps cherchaient une maigre pitance et que nos âmes suaient l'angoisse. Qu'il était difficile alors d'admirer la grâce fragile des fleurs, le dessin d'une estampe, de caresser la fine reliure d'un livre.

Mais nous sommes reconnaissants à Ernst Jünger d'avoir écrit, au temps le plus dur de notre servitude : « Plus sacrée encore que la vie de l'homme, doit nous être sa dignité », et nous lui tendons, ne serait-ce que pour cette phrase, une main fraternelle. — **M. GOURDON.**

LE CENTRE CONFEDERAL D'EDUCATION OUVRIERE

198, avenue du Maine, PARIS-14e

a repris ses cours et causeries. Tous les lecteurs de la **R.P.** devraient suivre les efforts d'éducation mutuelle et fraternelle entrepris par une équipe dont le travail sérieux et fructueux ne s'est pas interrompu depuis de longues années.

Le vendredi 4 janvier 1952, à 19 heures, notre ami **Roger Hagnauer** y parlera sur

LE MOUVEMENT SYNDICAL AUX U.S.A.

Tous les lecteurs de la **R.P.** sont cordialement invités.

DOCUMENTS

« Ceux qui paient l'impôt »

Sous ce titre, « Paris-presse » du 29 décembre, faisant état d'un rapport de M. Barangé sur la loi de finances, publie quelques chiffres éloquents sur la façon dont l'impôt est réparti. On ne sera pas surpris d'apprendre combien notre agriculture est l'objet de la sollicitude de ceux qui s'appuient sur elle pour gouverner :

Dans son rapport sur la loi de finances, M. Barangé publie la statistique du nombre de cotisants à la surtaxe progressive par profession.

IMPOSITIONS A LA SURTAXE PROGRESSVE EN 1950
(Revenus de 1949)

	Nombre de cotisants
Industriels est commerçants	603.087
Bénéfices agricoles	67.249
Traitements, salaires, pensions et rentes viagères	2.866.571
Professions non commerciales	99.930
Total	3.636.837

Que représentent en nombre ces 3.636.837 assujettis à la surtaxe progressive (ancien impôt global sur le revenu) ? A peu près le sixième du nombre de personnes actives en France, qui est de l'ordre de vingt et un millions.

Or chacun sait que la surtaxe progressive frappe théoriquement tous les revenus supérieurs au minimum vital. Pour l'année 1949, qui fait l'objet de la présente statistique, l'exonération à la base était, en effet, de 120.000 francs seulement.

Est-ce à dire que cinq Français sur six n'ont pas été imposés parce qu'ils ne sont même pas arrivés à atteindre ce minimum vital ?

A titre de comparaison : pour une population comparable à la nôtre, la Grande-Bretagne compte plus de vingt millions de contribuables imposés.

Autre remarque : ces 3.636.837 soldats de l'impôt progressif sont représentés à concurrence de 80 % de leur nombre par des salariés. Les agriculteurs n'interviennent, pour leur part, qu'à concurrence de 1,9 %.

Ne nous étonnons plus d'apprendre qu'il est des communes rurales où le seul contribuable imposé à la surtaxe progressive se trouve être l'instituteur.

Cette inégalité des Français devant l'impôt (et il s'agit ici de l'inégalité par secteur d'activité) apparaît de façon plus frappante encore si l'on se reporte à la classification économique établie lors du recensement de 1946.

Le recensement avait dénombré 7 millions 480.000 personnes actives vivant de l'agriculture, des forêts et de la pêche : une de ces personnes sur cent dix déclare un niveau de revenu imposable à la surtaxe progressive. Dans les secteurs de l'industrie, du commerce, des administrations et des professions libérales, la proportion est de un contribuable pour quatre personnes actives.

AMIS LECTEURS,

pensez à renouveler votre abonnement aux nouveaux tarifs suivants :

Six mois : 400 francs. Un an : 700 francs.
Extérieur : six mois : 480 fr. Un an : 850 fr.
Le numéro : 70 francs.

»-«

Comme en 1951, nous commençons l'année avec un numéro de 48 pages. Nous répéterons l'opération une autre fois pour ne pas léser nos abonnés si nous ne publions rien en août.

»-«

Mais ce numéro représente un gros effort. Pensez à la souscription.

ENTRE NOUS

Le langage des chiffres

Mauvais titre, penseront certains. Trop facile de deviner qu'il annonce une mauvaise nouvelle : la hausse du prix de l'abonnement. Pas si mauvais que cela, penseront peut-être de plus nombreux camarades qui, appréciant notre effort pour ce qu'il est, sont attachés comme nous au choix des moyens. Cela a souvent été dit, dans ces « entre nous » : on a la presse qu'on mérite. La **R.P.** existe par ses lecteurs et rien que par eux. La moindre des choses c'est qu'ils sachent comment leur revue subvient à ses besoins.

Augmentation des dépenses, premier fait à constater. Les frais d'impression d'abord : pour un tirage de 2.000 exemplaires, ce qui coûtait en janvier 51.680 francs coûte en décembre 62.720 francs. Nous avons utilisé toute l'année un beau papier revenant à 13.000 francs environ par numéro. Ce stock est épuisé. A partir de janvier, le prix du papier s'élèvera à 27.000 francs. Le numéro de janvier 1952 coûtera donc 11.000 + 14.000 = 25.000 francs de plus que celui de février 51 (le numéro de janvier était un numéro spécial avec lequel il ne serait pas exact de pousser la comparaison). La balance exacte des recettes et dépenses de l'année 1951 sera donnée dans le numéro de février. En arrêtant provisoirement le compte des dépenses au 20 décembre 1951 et toutes nos dettes étant payées, on parvient au total suivant :

Impression et papier	805.383
Routage et expédition	94.290
Téléphone	16.131
Frais généraux	8.665
Total des dépenses	924.469

A partir de ce chiffre, en y ajoutant les 25.000 francs d'augmentation minimum du coût de chaque numéro, on peut prévoir que les dépenses en 1952 dépasseront 1.200.000 francs. Pour ceux de nos amis que le chiffre effraie, insistons encore : cela représente une moyenne de dépenses de 100.000 francs par mois ; or la composition et l'impression y compteront pour 63.000 francs (voir plus haut), le papier pour 27.000 francs ; en évaluant les frais de routage à 8.000 francs, nous tenons compte de l'augmentation récente des tarifs postaux, qui viennent de doubler pour les périodiques ; en fixant à 2.500 francs par mois les frais généraux, téléphone compris, on admettra que les « administrateurs » de la **R.P.** n'entretiennent pas des danseuses ! Le total de 100.000 francs est déjà dépassé. Enfin tout le monde sait la confiance que nous avons dans la politique économique de nos gouvernements ; nous craignons pourtant qu'en cours d'année de nouvelles hausses n'interviennent.

Et les recettes ? Voyons ce qu'elles ont été en 1951 (même remarque que plus haut : chiffre provisoire arrêté au 20 décembre) :

Abonnements ordinaires	633.850
130 abonnements de soutien	182.460
Souscription	64.011
Vente au numéro	64.420
Publicité	38.965
Avance pour achat papier	5.700
Total des recettes	989.406

Avant de poursuivre notre raisonnement ouvrons une parenthèse. Première constatation : nous terminons l'année sans avoir de dettes et nous pouvons dire publiquement que nous le devons à la fidélité de nos abonnés et de nos amis (abonnés de soutien et souscripteurs dont tous les noms ont été et seront toujours publiés) ; nous le devons aussi à l'avantage très substantiel qu'a représenté le stock de papier acheté par l'un de nous et revendu numéro par numéro à la **R.P.** au prix d'achat alors que, pendant ce temps, le papier doublait son prix.

Seconde constatation : comparons les chiffres 1951 avec ceux de 1950 ; cette année-là, le total des dépenses s'était élevé à 886.760 francs, celui des recettes à 735.455 francs (voir **R.P.** de février, l'article de Chambelland). Si les dépenses paraissent avoir moins augmenté que les recettes, il ne faut pas en tirer des conclusions trop optimistes : c'est à partir de janvier 52 que nous ressentirons le contre-coup de la hausse du papier ; la tendance générale à la hausse est plus accentuée encore aujourd'hui qu'il y a un an ; en remplaçant le numéro d'août par le numéro spécial de janvier et un numéro plus substantiel en mai nous avons réalisé une certaine économie sans préjudice pour nos abonnés ; nous reviendrons un peu plus loin sur l'une des causes, d'ailleurs accessoire, de l'augmentation des recettes. Ajoutons enfin un mot qui, on le comprendra sans peine, ne peut viser personne : ce bilan schématique vous donne une idée des ressources que nous pouvons attendre de la publicité ; il est vrai que nous en avons parfois refusé ; voilà, c'est notre élégance ! Quoi ? Vous en entendez qui ricanent ? Nous sommes au-dessus de ça, nous sommes des « stratosphériques » ! comme dirait Laurent.

Fin du raisonnement, calcul du prix de l'abonnement. L'expérience des années précédentes, confirmée par celle de cette année, prouve que le montant des abonnements ordinaires doit couvrir les frais de composition et d'impression. Les autres ressources, parmi lesquelles le premier rôle est joué par les abonnements de soutien, doivent alors couvrir les frais de papier et d'expédition ainsi que les frais généraux. Il est toutefois imprudent de se baser sur une telle règle quand, dans ces dépenses, entre un élément, le papier, qui, brutalement double son prix. En reprenant les chiffres cités plus haut on parvient en effet au total mensuel de :

Papier	27.000
Expédition	8.000
Frais généraux	2.500

soit 37.500 francs par mois et 450.000 francs par an.

Au lieu qu'en 1951 les recettes de ces chapitres (soutien, souscriptions, etc.) ont été de 355.556 fr. Nos amis, abonnés de soutien et souscripteurs comprennent fort bien que le billet de 1.000 francs de 1947 n'est plus celui de 1952. Beaucoup, le sachant, augmentent leur souscription, dans la mesure de leurs moyens. Quoi qu'il en soit, pour rester dans une évaluation prudente, limitons à 400.000 francs le chiffre des recettes de ce chapitre.

Sur un total de dépenses supérieur à 1.200.000 fr. il reste plus de 800.000 francs à couvrir par les abonnements ordinaires.

Or, quel est le chiffre actuel des abonnés ? En négligeant provisoirement le cas de quelques retardataires (abonnements échus en octobre, novembre et décembre) il y a 1384 abonnés. Enlevons les 130 abonnés de soutien. Il reste 1254 abonnements ordinaires. Voilà trouvé le diviseur qui affectant le dividende 800.000 nous donnera le montant de l'abonnement annuel. Faites la division vous-même. Le prix de 650 francs donnerait une recette de 815.000 francs.

Si l'on veut bien remarquer que le chiffre de départ 1.200.000 francs est certainement au-dessous des dépenses auxquelles il faudra faire face, que beaucoup d'abonnés renouvelleront au taux que nous fixons maintenant et à une époque où, selon toute probabilité, et la course aux armements « aidant », les 100.000 francs de dépenses mensuelles seront dépassés, on comprendra que nous nous sommes arrêtés au chiffre de 700 francs.

> Voici donc les **nouveaux tarifs :**
> France : six mois 400 francs, un an 700 francs.
> Extérieur : six mois 480 francs, un an 850 francs.
> Le numéro 70 francs.

Croyez-nous, ce prix n'a été fixé qu'après mûre réflexion. Nous en comprenons les premiers les inconvénients. Mais nous ne pensons pas être les seuls à en comprendre la nécessité. La hausse était inévitable. Son taux, comme nous venons de l'expliquer, résulte de notre constance : ne pas vendre la revue au-dessous de son prix de revient. Originalité coûteuse ? Peut-être. Mais nos amis **s'abonnent-ils** à la **R.P.** comme ils **reçoivent** telles ou telles publications ?

Conclusions. Parmi toutes celles qui peuvent être tirées de ces remarques nous en soulignons quelques-unes :

1.) Le principal reproche que méritent les calculs

précédents est qu'ils conduisent à une estimation **par défaut** des dépenses à prévoir. Pour être certains de terminer l'année 1952 sans difficulté financière, on aurait pu fixer plus haut le prix de l'abonnement. Nous ne l'avons pas voulu, parce que nous comptons, parce que nous savons que nous pouvons compter sur la fidélité de nos amis

En 1951 la moyenne des abonnements de soutien a été de 182.460 francs divisée par 130 (nombre des abonnés de soutien) soit environ 1400 francs. Somme qui n'équivaut pas aux 1000 francs des abonnés de soutien en 1947. Nous avons tous du mal — et pour cause — à faire suivre à nos dépenses volontaires le courant des dépenses inévitables. Mais la question est de décider si une dépense pour la **R.P.**, dépense évidemment évitable, n'est pas nécessaire. Pour ceux qui sont nos amis la décision est prise.

La même remarque est valable pour les souscriptions. Et si jamais, par suite de circonstances que nous ne prévoyons pas, notre trésorerie se trouvait à l'aise, nous en profiterions pour constituer un stock de papier. Placement de père de famille !

2.) Nous avions déjà fait appel, en novembre, à nos amis pour une souscription-papier. Elle n'a donné jusqu'ici que 5.700 francs. Nous renouvelons cet appel de façon d'autant plus pressante qu'en attendant la rentrée plus forte de mars-avril (anniversaire de notre re-départ de 47) nous aurons à payer les numéros de janvier et de février. Nous avons actuellement en caisse 71.500 francs. C'est donc une rentrée rapide de 150.000 francs qui est nécessaire.

La **R.P.**, qui n'a pas attendu les déclarations des évêques pour ne pas croire au Père Noël, a tout de même besoin que ses amis pensent à ses étrennes !

3.) Il est évident que, dans la division qui nous a donné le taux de l'abonnement, l'accroissement du diviseur, l'accroissement du nombre d'abonnés, aurait permis une moindre augmentation du tarif. Etudions l'évolution en un an du nombre des abonnés.

Au 31 décembre 1950, le fichier comprenait 1542 abonnés. Malheureusement il y avait des retardataires, c'est-à-dire des négligents. Car, ou bien ils ne souhaitaient pas se réabonner et cela ne leur coûtait rien de nous en prévenir, ou bien ils voulaient toujours nous lire et devaient alors penser à nos moyens d'existence. L'emploi systématique du rappel de fin d'abonnement sur la bande — qui représente pour l'administration plus de trois heures de travail — est d'un bon rendement. Pour les retardataires de plus de trois mois le système de la carte-remboursement a permis, comme nous y faisions allusion plus haut, de régulariser la situation générale du fichier en donnant à la caisse les rentrées auxquelles elle avait droit. Négligeons ici le travail matériel que cela représente pour les camarades qui l'ont effectué (encore qu'il confirme le principe de la conservation du travail, comme disent les mécaniciens : ce que les négligents ne font pas, ceux qui ne sont pas négligents doivent le faire et, comme toujours, il y a, dans la transformation, diminution du rendement). Et voyons le résultat.

Au 20 décembre 51 le fichier comprend 1384 abonnés parmi lesquels il n'y a plus de retardataires « excessifs » (au sens de notre règle sur l'envoi des cartes-remboursement).

Ce chiffre est, néanmoins, insuffisant. Il révèle de la part des abonnés eux-mêmes une regrettable tendance à ne pas faire d'abonnés nouveaux. Qu'il y ait des camarades mécontents de la revue, c'est évident et dans une certaine mesure inévitable. Mais pour les camarades qui sont à la tâche, administration, rédaction, cuisine, il n'est pas question d'admettre que cela est inévitable ; ils veulent l'éviter ; ils demandent spécialement l'aide des mécontents pour y remédier. Nos critiques sont parfois mal reçues ; on oublie que nous critiquons pour ce que nous croyons bon en sachant très bien que nous ne sommes pas infaillibles. Nous rejetons l'autorité de tous les papes et nous ne voulons pas plier notre raison sous des impératifs dogmatiques. Nous souhaitons d'autant plus volontiers que librement on reprenne nos critiques et qu'on y réponde.

Cette confrontation des expériences, cette coopération dans la recherche exigent un effort de tous. Il doit commencer pour chacun par la recherche de nouveaux lecteurs.

Premier moyen : nous envoyer des adresses d'abonnés possibles à qui le service de deux numéros sera effectué. Nous demander quelques numéros pour les placer auprès de camarades sympathiques.

On peut faire mieux. Nous avions, en son temps, signalé l'effort du camarade Barré, à Lorient : il avait recueilli lui-même une dizaine d'abonnements parmi les copains de son syndicat. Un an plus tard Barré nous récrit : il s'est chargé de réunir lui-même les réabonnements et il en ajoute deux nouveaux. Bravo Barré et merci ; nous te laissons la parole :

« Je n'arrive pas à comprendre qu'il y ait si peu d'abonnés à la **R.P.** C'est à croire que l'instinct révolutionnaire n'existe plus dans la peau du Français. Il y a pourtant à faire... C'est triste à constater mais les hommes ne suivent que ceux qui leur promettent des avantages matériels immédiats. C'est la raison pour laquelle les staliniens ont tant d'adeptes.

» Pour alimenter votre budget et recruter des abonnés je vous propose ceci : créer dans les villes où il y a déjà plusieurs abonnés des groupements de façon à ce que l'on fasse connaissance. Ces groupements ne tarderaient pas à voir grossir leurs effectifs, chacun faisant un peu de propagande autour de lui.

» Par la suite, pourquoi ne pas organiser, par exemple, une loterie ? »

Là, cher Barré, nous t'arrêtons. Nous vois-tu, nous que révolte l'injustice sociale, y ajouter, même de façon minime, en faisant un ou deux profiteurs de plus ?

Mais ta première idée est la bonne. Seulement il faut qu'un abonné en prenne l'initiative. Nous pouvons l'aider à retrouver, à grouper les abonnés de son coin. Le cercle ainsi créé a certainement du travail.

Cette méthode est bonne. Elle est peut-être la seule possible. Elle a à nos yeux le mérite de partir d'une action de quelques-uns pour tous et d'aboutir à mettre dans le « bain » de l'action et de la réflexion un plus grand nombre de copains. Au fond, c'est la méthode même du syndicalisme révolutionnaire. Elle n'a pas la vertu d'être facile, mais elle a le mérite de ne pas contredire dans son développement, dont le terme ne peut heureusement pas être fixé, ses propres intentions.

Langage des chiffres, promettions-nous. On admettra que nous avons tenu parole et que, loin d'aboutir à une arithmétique abstraite, c'est par la morale la plus pratique que nous concluons.

REMARQUES

Muglioni (Saône-et-Loire). — « Avec de nombreux camarades, je regrette que la **R.P.** ne réserve pas une plus large place au point de vue pacifiste qui est pourtant traditionnel dans le syndicalisme révolutionnaire et qui fut longtemps celui de la **R.P.** elle-même... ».

J. Mora (S.-et-O.). — « Mon premier mouvement était de vous envoyer le montant du renouvellement de mon abonnement par le moyen du C. C., sans autre commentaire.

» Puis j'ai pensé qu'un mot d'appréciation sur la « R. P. » ne serait pas inutile et pourrait peut-être vous faire plaisir.

» Comme beaucoup d'abonnés ou de lecteurs, je ne suis pas toujours d'accord avec les idées exprimées par vos collaborateurs. Cependant, c'est avec beaucoup de plaisir que je la lis. Dans le numéro de décembre, il est heureux de trouver à côté des commentaires péremptoires exposés par R. Louzon sur la productivité — un article de Pierre Aubery sur les Comités d'entreprise, dont j'apprécie l'objectivité.

» D'autre part, je serais heureux que par des emprunts que vous feriez à des revues spécialisées, vous nous donniez des informations sur d'autres mouvements sociaux, tels les mouvements coopératifs de consommation et de production, qui, sans être spectaculaires, apportent néanmoins leur contribution à l'édifice d'un ordre social plus juste.

» Avec mes vœux de réussite .. ».

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Impr. « Editions Polyglottes », 232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 25 NOVEMBRE 1951. — Le général Eisenhower fait l'éloge du projet **d'armée européenne.**
A Nancy, aux assises du **R.P.F.**, de Gaulle se prononce contre l'**armée européenne**, au nom de l'indépendance nationale.

LUNDI 26 NOVEMBRE. — En **Corée**, les négociateurs sont d'accord sur la ligne de « Cessez le feu ».
A l'**O.N.U.**, les Etats-Unis se déclarent prêts à une conférence sur le désarmement ; les délégués yougoslaves exposent leurs griefs contre l'U.R.S.S. et ses satellites.

MARDI 27 NOVEMBRE. — A l'**O.N.U.**, la France réclame l'admission de l'Italie.

MERCREDI 28 NOVEMBRE. — Coup d'Etat militaire en **Syrie.**
A Strasbourg, au **Conseil de l'Europe**, opposition des délégués britanniques à la Fédération européenne.

VENDREDI 30 NOVEMBRE. — A l'**O.N.U.**, l'U.R.S.S. accepte la création d'une sous-commission de désarmement.

SAMEDI 1er DECEMBRE. — En **Corée du Sud**, la loi martiale est proclamée.

DIMANCHE 2 DECEMBRE. — Fin de la grève des imprimeurs de **presse de Marseille.**
Un communiste élu maire de **Lorient**, grâce aux voix socialistes.

LUNDI 3 DECEMBRE. — Sanglantes échauffourées à **Suez**, 19 Egyptiens et 13 Anglais sont tués.
A New-York, conférence **internationale des industriels**, les Américains demandent aux Européens d'accroître leur productivité.

MARDI 4 DECEMBRE. — Congrès de la Fédération C.G.T. des Cheminots.
Nouvelles bagarres sanglantes à **Suez** (15 Egyptiens tués).

JEUDI 6 DECEMBRE. — Au **Caire**, déclarations anti-britanniques du gouvernement.
Bagarres à **Téhéran** (Iran), entre étudiants et policiers.

SAMEDI 8 DECEMBRE. — Le gouvernement **italien** demande la révision de son **traité de paix.**

DIMANCHE 9 DECEMBRE. — Elections aux conseils d'entreprise en **Autriche** : succès communistes en zone américaine, échecs en zone russe.
Elections municipales d'**Alfortville** : gros succès socialiste.

LUNDI 10 DECEMBRE. — Offensive du **Vietminh** repoussée.

MARDI 11 DECEMBRE. — Bagarres au Parlement **iranien.**
A Strasbourg, M. Spaak abandonne la présidence du Conseil de l'**Europe.**
L'Assemblée nationale vote la confiance sur la question du pool charbon-acier, par 376 voix contre 240.

MERCREDI 12 DECEMBRE. — Combats violents au **Tonkin** sur la rivière Noire.

JEUDI 13 DECEMBRE. — Nouveau vote de confiance sur le pool charbon-acier, par 377 voix contre 233.
La C.G.T. lance l'ordre de grève générale dans les **houillères de Lorraine.**
A l'**O.N.U.**, l'Irak et la Syrie font le procès de la politique française au Maroc.

VENDREDI 14 DECEMBRE. — Grève générale de trois jours en **Tunisie** pour protester contre la réponse française.

VENDREDI 21 DECEMBRE. — Grève des navigants d'Air France.

SAMEDI 22 DECEMBRE. — Les **métallurgistes des U.S.A.** se mettront en grève le 1er janvier, s'ils n'obtiennent pas une augmentation de salaires.

D'où vient l'argent ?

DU 21 NOVEMBRE AU 20 DECEMBRE 1951

RECETTES :

Abonnements :		
Ordinaires	74.685	
Soutien	20.100	
		94.785
Souscription		13.180
Vente		4.000
Publicité		400
Avance pour achat papier		200
Créditeurs divers		1.000
Recettes totales		113.565
Caisse et chèques postaux le 20-11-51		124.294
		237.859

DEPENSES :

Impression (novembre-décembre)	123.496
Papier (novembre-décembre)	24.500
Timbrage, routage, expédition	14.381
Téléphone	1.527
Créditeurs divers	1.000
Frais généraux divers	1.300
Dépenses totales	166.204

Soldes au 20 décembre :		
Caisse	3.857	
Chèques postaux	67.798	
		71.655
Balance		237.859

MOUVEMENT DES ABONNES

Au 20 novembre	1358
Rétablissements	10
Abonnés nouveaux	18
	1386
Désabonnements	2
Au 20 décembre	1384

ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine, 5 ; S.-et-O., 1 ; Allier, 1 ; Bouches-du-Rhône, 1 ; Creuse, 1 ; Loire, 1 ; Loire-Inférieure, 1 ; Meurthe-et-Moselle, 1 ; Morbihan, 2 ; Pas-de-Calais, 1 ; Rhône, 3. — Total : 18.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

A. Camus (Paris) 5.000 ; Albertine Thevenon (Loire) 1.000 ; Manolis Korakas (Grèce) 1.000 ; Mercier (Isère) 1.100 ; Michelle Derieu (Loire) 500 ; C. Bonnetain (Loire) 1.000 ; G. Claveyrolas (Loire) 1.000 ; Mlle Cattanès (Paris) 1.000 ; J. Jagaille (Seine) 1.000 ; G. Reber (S.-et-O.) 1.000 ; Grandjouan (Paris) 1.500 ; G. Marie (Paris) 1.000 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 1.000 ; A. Hennaut (Belgique) 1.000 ; P. Aubery (Seine-Inférieure) 1.000 ; J.-P. Finidori (Paris) 1.000. — Total : 20.100 francs.

LA SOUSCRIPTION

Mader (Oise) 50 ; Colson (Oise) 100 ; Tessereau (Seine-Inférieure) 300 ; Pajot (Seine) 50 ; Synd. consom. et usagers services publics ville de Nancy (M.-et-M.) 200 ; H. Cadiou (Paris) 100 ; M. Guiraudet (Paris) 100 ; Mora (S.-et-O.) 200 ; R. Grimm (Moselle) 200 ; K. Dhier (Indre-et-Loire) 200 ; R. Guiret (Puy-de-Dôme) 200 ; J. Sechet (Paris) 20 ; T. Argence (Isère) 200 ; A. Plantier (Paris) 200 ; Daniel Martinet (Paris) 10.000 ; J. Aulas (Alpes-Maritimes) 100 ; E. Dabin (Doubs) 200 ; L. Dubost (Seine-Inférieure) 70 ; R. François (Allier) 200 ; R. Dumont (Saône-et-Loire) 200 ; Mlle Rey (Paris) 50 ; A. Garcia (Tarn) 100 ; Mme Collinot (Ille-et-Vilaine) 20 ; A. Maitre (Paris) 100 ; souscription bureau « R. P. » 20. — Total : 13.180 francs.

LE PAPIER

R. Dumont (Saône-et-Loire) 200. — Total : 200 fr.

ALBERT CAMUS

L'HOMME RÉVOLTÉ

ESSAI

DU MEME AUTEUR :

Romans

L'ETRANGER
LA PESTE

Essais

ACTUELLES
LETTRES A UN AMI ALLEMAND
LE MYTHE DE SISYPHE
NOCES

Théâtre

L'ETAT DE SIEGE
LES JUSTES
LE MALENTENDU,
suivi de CALIGULA

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIVe

C. C. P. 5450.00 Paris — SUF. 66-71

	Francs
Prix interallié : Jacques Perret : *Bande à part*	420
Prix Femina : A. de Tourville : *Jabadao*	480
Prix Nobel : Par Lagerkvist : *Barabbas*	345
Prix Renaudot : R. Margerit : *Le dieu nu*	480
Berdiaeff : *Royaume de l'esprit et royaume de Dieu*	330
Reboud et Guitton : *Précis d'économie politique* (Tome II)	800
Victor Serge : *Les derniers temps*	540
Monnerot : *La guerre en question*	460
J. Pirenne : *Civilisations antiques*	1200
A. Camus : *L'homme révolté*	590
Beau de Loménie : *La mort de la IIIe République*	660
Jan Valtin : *Château de sable*	750
A. Zévaès : *Jean Jaurès*	480
Numéro du « Mercure de France » : *Hommage à Alain*	180

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »